

R
evue

**ROUMAINE
D'HISTOIRE**

BCU Cluj / Central University Library Cluj

1969

5

EDITIONS DE L'ACADEMIE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

Comité de rédaction

A. OȚETEA, membre de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef*; **N. FOTINO**, *rédacteur en chef adjoint*; **P. CONSTANTINESCU-IAȘI**, **C. DAICOVICIU**, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; **M. BERZA**, **ȘT. PASCU**, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; **L. BÁNYAI**, **MIRON CONSTANTINESCU**, **AL. ELIAN**, **M. PETRESCU-DÎMBOVIȚA**, **E. STĂNESCU**, **ȘT. ȘTEFĂNESCU** — *membres*; **V. NETEA**, *secrétaire de rédaction*.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La Revue Roumaine d'Histoire paraît 6 fois par an.

Le prix d'un abonnement annuel est de £ 3.15.0; \$ 9, —; FF 44, —;

DM 36, —.

Toute commande de l'étranger sera adressée à CARTIMEX, Boîte postale 134—135 Bucarest, Roumanie, ou à ses représentants à l'étranger.

En Roumanie, vous pourrez vous abonner par les bureaux de poste ou chez votre facteur.

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange ainsi que toute correspondance seront envoyés à la rédaction, Bucarest, 1, B-dul Aviatorilor.

SOMMAIRE

Études	Page
G. ZAHARIA et I. CUPŞA, Quelques aspects de la corrélation des événements de la deuxième guerre mondiale dans la zone Méditerranée — Europe du sud-est	881
ŞT. ŞTEFĂNESCU, Eléments nobiliaires balkaniques établis en Valachie à la fin du XV ^e siècle	891
TRAIAN LUNGU, Romanian-Egyptian trade relations before the outbreak of the First World War (1885—1914)	899
ALEXANDRU PORŢEANU, La révolution bourgeoise-démocratique de Hongrie en 1918 et la Transylvanie	909

Comptes rendus

BOU Cluj / Central University Library Cluj

N. IORGA, Istoria lui Mihai Viteazul, (<i>C. Rezachevici</i>)	921
GH. CRONŢ, Instituţiuni medievale româneşti : înfrăţirea de moşie — jurătorii (<i>Georges Fotino</i>)	924
EMIL VÎRTOSU, Paleografia româno-chirilică (<i>K. Балан</i>)	928
BALA VEHBI, Jeta et Elena Gjikës (Dora d'Istria) (<i>Gelu Maksutovici</i>)	931
J. IMBERT, La peine de mort. Histoire. Actualité (<i>Valentin Al. Georgescu</i>)	934

Notes

TITU GEORGESCU, Mărturii franceze despre 1848 în ţările române, 1968 (<i>Irina Rădulescu-Valasoglu</i>)	941
OVIDIU PAPADIMA, Literatura populară română, 1968 (<i>Emil Manu</i>)	944

La vie scientifique

Le colloque de Paris sur «La guerre de la Méditerranée» (<i>G. Zaharia</i>)	947
Le deuxième symposium des historiens roumains et tchécoslovaques (<i>Ioan Chiper</i>)	949
Quelques réalisations de l'Association de droit international et relations internationales (ADIRI) (<i>Dumitru Ifrim</i>)	950

QUELQUES ASPECTS DE LA CORRÉLATION DES ÉVÉNEMENTS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE DANS LA ZONE MÉDITERRANÉE — EUROPE DU SUD-EST

par G. ZAHARIA et I. CUPȘA

L'étude des opérations en Méditerranée, en tant que partie composante de la deuxième guerre mondiale, est d'un grand intérêt, étant donné leurs implications dans le temps et sur une aire géographique qui dépassait les limites des Etats riverains. Reliée à la mer Noire, la Méditerranée posa également des problèmes particuliers dans son bassin, tant dans la période précédant la deuxième guerre mondiale qu'au cours de cette guerre.

Nous apprécions que les débuts de la guerre en Méditerranée remontent aux années de l'invasion mussolinienne dans le nord-ouest de l'Afrique et de l'intervention fasciste en Espagne, lorsque les buts expansionnistes du gouvernement fasciste de Rome visaient à la transformation de la Méditerranée en « mer italienne ». Parmi ces événements, il convient de citer l'invasion de l'Éthiopie (1935) et l'intervention en Espagne, commencée en 1936, l'invasion par l'Italie de l'Albanie (avril 1939), du Midi de la France (juin 1940) et de la Grèce (octobre 1940). Malgré la Convention de Nyon, de 1937, que la Roumanie avait également signée, la politique conciliatoire des milieux gouvernants britanniques et même français devait stimuler alors l'extension de l'invasion fasciste.

Cette situation provoque de puissantes réactions dans les pays du bassin méditerranéen, qui étaient directement impliqués, de même que dans les pays voisins de l'Europe du Sud-Est, qui dans cette période subissaient également l'influence d'autres événements produits sur l'échiquier européen. En même temps que le renforcement relatif des positions des puissances fascistes en Méditerranée, les groupements politiques les

plus réactionnaires des pays limitrophes furent encouragés, alors que les milieux gouvernants de ces pays, reliés aux puissances occidentales, qui hésitaient tout d'abord, finirent par capituler devant les agresseurs. Dans une position similaire se trouvait également la Roumanie : isolée à l'extérieur, au début de la deuxième guerre mondiale, elle prit acte de la désagrégation de l'Entente balkanique, à l'aide de laquelle les gouvernants roumains espéraient, pendant un certain temps, pouvoir maintenir leur pays en dehors du conflit et notamment par la création du soi-disant « bloc balkanique des neutres ».

Ayant été soumise à de fortes pressions venant de l'extérieur de même que de l'intérieur de la part des groupements fascistes, que la conjoncture politique et militaire en Europe avait amenés à la surface de la vie politique roumaine, pratiquement — pour employer une expression adéquate au thème du colloque — la Roumanie « voguait à la dérive », poussée par les courants dans les eaux de l'Axe fasciste, puis dans la guerre hitlérienne.

Mais ce n'est là qu'un aspect du problème. Des forces patriotiques des pays occupés ou menacés d'être occupés se levèrent à la lutte, avec intensité et avec des méthodes différentes, en rapport avec la situation concrète, la position sociale, leurs conceptions et objectifs politiques, en appuyant directement ou indirectement les opérations déployées sur différents fronts.

En vue de sauver le prestige de l'Axe, gravement ébranlé par les coups reçus par les troupes italiennes en Afrique du Nord, en Grèce et en Albanie et pour renforcer l'influence de l'Allemagne nazie dans le Sud-Est européen, tout en visant, dans la perspective militaire-stratégique et politique, le Moyen-Orient, le sud de l'U.R.S.S. et le Golfe Persique, le commandement allemand décida d'intervenir en Méditerranée et dans ses mers adjacentes de l'est. C'est dans ce but que le commandement nazi renforça les deux armées italiennes de Lybie (5° et 10°) par deux divisions blindées et envoya sur les aérodromes du Sud de l'Italie et de Sicile un corps aérien.

L'action, commencée dans deux directions convergentes, les Balkans et le nord de l'Afrique, conduisit, au cours des mois d'avril et mai 1941, à l'occupation par l'Allemagne de la Yougoslavie, de la Grèce et de l'île de Crète. L'offensive italo-allemande dans le nord de l'Afrique, déployée sous le commandement du général Rommel entre le 24 mars et le 12 avril 1941, aboutit à la frontière ouest de l'Egypte, où elle fut arrêtée par les troupes anglaises¹.

¹ Voir Maréchal Kesselring, *Soldat jusqu'au dernier jour*, aux éditions Charles-Lavauzelle et Cie., Paris, 1956, pp. 102—120.

Quoique pendant la première année de la guerre contre l'U.R.S.S., le commandement allemand ait mis le théâtre de guerre d'Afrique sur le deuxième plan, il continuait néanmoins à y maintenir des forces et à mener des opérations à caractère limité, n'ayant pas encore renoncé à ses plans de perspective.

Les opérations italo-allemandes en Méditerranée, du printemps 1941, n'aboutirent pas à des résultats décisifs pour l'Axe ; néanmoins elles avaient considérablement empiré la situation des troupes britanniques.

L'évolution de la campagne dans cette zone allait prendre un autre cours après l'aggression contre l'U.R.S.S. de l'Allemagne nazie et de ses alliés. L'héroïque résistance du peuple soviétique transforma le front soviéto-allemand en front principal de la deuxième guerre mondiale, la coalition hitlérienne ayant concentré sur ce théâtre de guerre ses forces les plus importantes. En vertu de cette situation et grâce aux puissants coups assés à la machine de guerre nazie, l'Union soviétique devient la principale force de la coalition antifasciste.

Dans cette nouvelle période de la guerre, les succès remportés par les Nations Unies sur différents fronts et par le mouvement de résistance des peuples des pays occupés allaient avoir des répercussions dans le bassin de la mer Méditerranée. Les coups reçus par l'Axe fasciste sur le front soviéto-allemand obligèrent l'Allemagne à concentrer sur ce front la majorité de ses forces de terre, de l'air et de mer, alors que l'offensive des troupes anglaises dans le nord de l'Afrique affaiblissait la force combattive des armées fascistes en Méditerranée et minait leur position dans cette zone.

Les coups, organisés en 1942 par le commandement allemand sur le territoire de l'U.R.S.S., à travers le Caucase vers le sud, en direction des frontières de l'Iran, conjugués avec ceux du nord de l'Afrique en direction du Canal de Suez, visaient des objectifs militaires-stratégiques en même temps que des buts politiques. L'offensive allemande dans le Caucase fut anéantie par la résistance farouche de l'Armée soviétique pendant qu'en Afrique du Nord, les troupes de Rommel furent arrêtées à El Alamein par les forces anglaises. La destruction, en mai 1943, du groupement allemand de Tunisie se conjugua de manière salutaire, avec la défaite catastrophique de Stalingrad et dans le Caucase ².

La victoire décisive des armées soviétiques à Kursk, le débarquement des forces américano-anglo-françaises en Sicile et l'évincement de Mussolini, en juillet 1943, tous ces événements suivis du débarquement

² Voir Maréchal Alexander, *D'El-Alamein à Tunis et à la Sicile (1942—1943)*, éd. Charles-Lavauzelle et Cie., Paris 1949, pp. 139—149.

dans le sud de l'Italie, en septembre de la même année, allaient accentuer le changement du rapport des forces en Méditerranée et avoir une influence positive sur la situation dans les pays limitrophes.

Pendant cette période, dans le Sud-Est de l'Europe, le mouvement de résistance se développait en Yougoslavie, en Grèce, en Albanie et en Bulgarie.

En Roumanie, pays qui fut entraîné dans la guerre contre l'Union soviétique et qui se trouvait en état de guerre avec l'Angleterre et l'Amérique, la lutte de libération du joug fasciste se développait en même temps que s'approfondissaient les contradictions du régime de dictature militaire-fasciste. En tête de ce combat se situait dès le début le Parti Communiste Roumain. En même temps que l'accroissement du mécontentement et la révolte des masses du peuple roumain et l'évolution, défavorable à l'Axe, de la situation militaire et politique, les forces politiques patriotiques, anti-hitlériennes, se coalisaient graduellement sur la base d'une plate-forme proposée par le Parti communiste.

Pour des motifs faciles à comprendre, ce sont principalement les victoires remportées par l'Union Soviétique qui exercèrent une influence sur le mouvement de résistance de Roumanie; néanmoins sur certains milieux politiques et sociaux exerçaient également leur influence les événements politiques et militaires ainsi que les conceptions politiques et stratégiques d'Occident, conceptions et événements soit positifs et stimulateurs, soit opposés.

De la première catégorie de faits, rappelons le débarquement des forces alliées en Sicile et l'activité menée pour évincer la dictature de Mussolini. La participation à cette activité du roi d'Italie et des milieux gravitant autour du Palais royal eut, dans une certaine mesure, une influence sur les milieux du Palais royal de Bucarest dans le sens de l'orientation vers une solution tendant à séparer la monarchie de la dictature du maréchal Antonescu. L'aggravation des frictions et des divergences entre Antonescu et les milieux du Palais, l'inquiétude de ces derniers pour le sort de la monarchie, déterminèrent ces milieux d'accepter le dialogue avec le Parti Communiste Roumain dès le début du mois de septembre 1943; de même, le roi Michel et ses partisans les plus proches adhérèrent, à la mi-juin 1944 — environ 10 jours après l'entrée des troupes américaines, françaises et anglaises dans la capitale de l'Italie et le débarquement anglo-américain dans le nord de la France — au plan proposé par les communistes tendant à évincer, par la voie des armes, la dictature du maréchal Antonescu, à libérer le pays du joug fasciste et à le ranger du côté de la coalition anti-hitlérienne.

Les changements qui se sont produits dans la situation du sud-est de l'Europe et du bassin de la Méditerranée rendirent possibles l'installation de bases aériennes rapprochées des fronts décisifs et l'intensification des bombardements contre le potentiel économique du troisième Reich. Les bombardements alliés contre les nœuds de communications, les centres industriels et pétroliers de Roumanie exercèrent également une certaine influence sur la situation dans le pays et contribuèrent à accélérer le processus de regroupement des forces anti-hitlériennes.

De la deuxième catégorie de faits, nous nous référerons seulement à la situation qui amena certains politiciens bourgeois de Roumanie groupés autour de Iuliu Maniu et de Dinu Brătianu, leaders respectivement des Partis national-paysan et national-libéral, qui avaient depuis 1941 des liaisons avec certains services anglo-américains du Moyen-Orient, de placer leurs espoirs dans la variante balkanique du deuxième front, variante connue également sous le nom de « variante Churchill », d'après son promoteur. Le manque de réalisme politique de Iuliu Maniu allait jusqu'à continuer d'espérer en la réalisation, même partielle, de cette variante après avoir été repoussée à Téhéran par Staline et Roosevelt. Les tergiversations de Maniu reportèrent jusqu'à la troisième décennie du mois de juin 1944 l'adhésion du Parti national-paysan et du Parti national-libéral de Brătianu à la plate-forme à caractère antifasciste proposée par le Parti communiste et le Parti social-démocrate, tendant à constituer le Bloc National Démocrate.

L'année 1944 est caractérisée comme l'année des victoires décisives de la coalition anti-hitlérienne, comme l'année des mouvements insurrectionnels antifascistes, déclenchés à Varsovie et à Paris, en Roumanie, Slovaquie et à Sofia. Les fronts de la guerre se rapprochaient des frontières de l'Allemagne nazie alors que le renforcement de la lutte de libération en Yougoslavie, Albanie et Grèce ainsi que les mouvements de résistance des autres pays se trouvant sous le joug fasciste, affaiblissaient de plus en plus l'arrière de l'ennemi.

Dans cette situation, le commandement hitlérien accordait une attention toute particulière au maintien de ses positions en Roumanie. Il prit des mesures, de connivence avec le gouvernement du maréchal Antonescu, visant à renforcer le dispositif des forces du groupe d'armées allemandes « Ukraine du Sud », se trouvant à l'aile sud du front soviéto-allemand, avec la mission difficile de barrer aux forces soviétiques la route de Budapest-Vienne et d'interdire leur pénétration dans la Péninsule des Balkans, sur les arrières des forces allemandes du bassin est de la Méditerranée. Quoique le front d'alors ait été vulnérable, le général Hans Fries-

ner, commandant du groupe d'armées, espérait néanmoins pouvoir arrêter une offensive soviétique à l'intérieur de la Roumanie, sur un alignement bien plus puissant, formé par les Carpates orientales et le cours maritime du Danube. L'espace accessible, d'environ 90 km entre ces deux obstacles naturels, était barré par une zone puissamment fortifiée, formée de casemates en béton armé, échelonnées sur une profondeur appréciable. Le territoire de la Roumanie offrait également d'autres possibilités de défense, dans les Carpates méridionales et occidentales, qui forment un système complexe avec les monts Balkans et les montagnes de Yougoslavie.

Les opérations militaires dans le sud-est du continent, l'ampleur des combats menés par l'armée populaire yougoslave de libération, les coups assésés à l'envahisseur par les forces patriotiques grecques, albanaises et italiennes, les mouvements insurrectionnels victorieux de Paris, de Roumanie et de Sofia, devaient changer radicalement la situation en Méditerranée, au cours de la deuxième moitié de l'année 1944.

En Roumanie, vers la mi-août 1944, les conditions propices au renversement de la dictature militaire-fasciste et à l'alignement à la coalition anti-hitlérienne avaient mûri ; le Parti Communiste Roumain, en collaboration avec d'autres forces anti-hitlériennes, avait achevé les préparatifs pour l'insurrection. Son déclenchement, par l'arrestation à Bucarest, dans l'après-midi du 23 août, du gouvernement du maréchal Antonescu, se produisit à un moment où l'appareil d'Etat de la dictature était en proie à la panique, en raison de l'offensive soviétique déclenchée le 20 août. Les deux percées opérées dans le dispositif du front tenu par le groupe d'armées « Ukraine du sud » s'approfondirent de manière convergente pour arriver, dans la soirée du 23 août, jusqu'à 100 km. Cette situation empêcha le commandement allemand de jeter ses réserves se trouvant sur le front contre les forces insurrectionnelles roumaines.

Bénéficiant de l'appui des masses populaires, l'armée roumaine retourna les armes contre les troupes allemandes et apporta une contribution importante à la désorganisation et à l'effondrement du front allemand.

L'insurrection fit sortir la Roumanie de l'alliance avec l'Allemagne nazie et la fit se joindre à la coalition anti-hitlérienne, avec tout son potentiel militaire de plus d'un demi-million d'hommes, de même qu'avec la totalité de ses ressources économiques. Du 23 au 31 août, les forces insurrectionnelles roumaines liquidèrent des troupes allemandes équivalent à environ 6 à 7 divisions, se trouvant dans la zone intérieure, qui représentait environ 2/3 du territoire du pays.

Les espoirs de l'O.K.W. de pouvoir reconstituer une défense sur l'arc carpatique de Roumanie pour en faire une barrière infranchissable pour les forces soviétiques se dirigeant vers les Balkans et le sud-ouest du continent, furent anéantis. Les armées soviétiques purent alors traverser rapidement ³ l'espace nettoyé des troupes ennemies et arriver sans difficultés, vers le début du mois de septembre à la frontière roumano-bulgare et vers la moitié de ce même mois aux frontières occidentales, roumano-yougoslave et roumano-hongroise. L'arc carpatique ne constituait plus une forteresse ; à travers les défilés des Carpates, assurés par la couverture de divisions roumaines qui résistaient avec ténacité aux pressions de l'ennemi sur des positions situées à des distances allant de 50 à 350 km de ces défilés, les forces soviétiques et roumaines se trouvant au sud des Carpates méridionales purent être concentrées sur le Plateau de Transylvanie en vue de nouvelles opérations, en direction de la Plaine de la Tisa. Ainsi, la direction stratégique de la Vallée du Danube, conduisant vers Belgrade, Budapest et Vienne était également ouverte.

L'acte mémorable du 23 août, accompli par le peuple roumain, fut salué par l'opinion démocratique mondiale et jouit de la haute appréciation de la presse et des différentes officialités.

La concordance dans le temps des mouvements insurrectionnels antifascistes de Paris et de Roumanie renforça de vieilles traditions multilatérales roumano-françaises. C'est pourquoi les nouvelles sur les événements de Roumanie furent accueillies en France par des sentiments de profonde sympathie et d'estime : « Cette nouvelle — écrivait le 24 août „Front National” — qui nous parvient en pleine insurrection de Paris, remplira de joie nos combattants ». Le même jour, le quotidien américain « Christian Science Monitor » écrivait que « les restes de la 6^e et de la 8^e armées allemandes ont été pris dans le piège entre les Russes et les Roumains, qui, conformément aux ordres reçus de Bucarest ont attaqué les Allemands ».

La signification des événements de Roumanie pour le sud-est de l'Europe et aussi pour le bassin de la Méditerranée, fut amplement soulignée par la presse mondiale. Le même journal américain écrivait alors que « la perte de la Roumanie signifie la disparition rapide de tous les vestiges de la domination de l'Axe dans les Balkans. Les Bulgares vont la suivre, sans aucun doute. Ensuite, avec l'aide du maréchal des partisans yougoslaves Iosif Broz (Tito), les garnisons allemandes de Grèce et des îles de la mer Egée seront isolées et abandonnées aux mains des Grecs, qui ont beaucoup de choses à leur dire ». Le 25 août, le journal londonien « Times » appréciait que la décision de la Roumanie

³ « Voенно-istoricheski journal », n^o 8/1964, p. 27.

« aura un effet tonique en Turquie, qui . . . a assisté au développement des hostilités roumaines envers l'exploitation et la tyrannie allemandes avec un intérêt et une sympathie qui datent de la période de l'Entente Balkanique ».

La grande distance n'empêcha point la presse d'Amérique latine d'enregistrer et de commenter elle aussi les événements de Roumanie. Le journal argentin « La Prensa », du 25 août, faisait les appréciations suivantes sur les conséquences évidentes du changement de la situation en Roumanie : « L'effondrement de l'occupation allemande dans les Balkans. La difficile barrière des Carpates a pratiquement disparu . . . Au sud-ouest de la Roumanie s'étend la Yougoslavie, couverte par les partisans, qui tiennent continuellement en échec les garnisons allemandes. Plus loin, se trouve l'Adriatique, dominée par leurs adversaires. Virtuellement, une barrière continue s'est ainsi créée au nord des Balkans qui impliquera la perte de toutes les forces allemandes de Grèce, de la mer Egée et de Crète ».

En faisant une synthèse de toutes ces appréciations, le journal soviétique « Pravda » écrivait le 28 août : « L'importance de la sortie de la Roumanie de l'Axe dépasse le cadre de la Roumanie. La presse étrangère est en droit de dire que cela signifie l'effondrement de tout le système allemand de défense dans les Balkans ».

Les conséquences des coups catastrophiques essuyés par les Allemands en Roumanie furent présentées de la manière suivante par le maréchal Keitel et le général Guderian, dans un rapport déposé au bureau d'Hitler : « . . . aux côtés des conséquences immédiates d'ordre militaire, ils ont provoqué, en même temps, un renversement de fronts extrêmement dangereux, qui conduira à la perte du territoire non seulement de la Roumanie, mais encore de celui de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Grèce, mettant en danger toute l'armée allemande des Balkans »⁴.

L'effondrement du dispositif allemand dans les Balkans eut — comme il était naturel — des répercussions immédiates dans la zone est du bassin de la Méditerranée, y compris les mers adjacentes. Etant dans l'impossibilité de rétablir la défense à l'intérieur de la Roumanie, et allant perdre immédiatement après la Roumanie la Bulgarie par suite de l'action de l'Armée soviétique, commencée le 8 septembre, et de l'insurrection du 9 septembre de Sofia, le commandement allemand prit des mesures pour évacuer ses forces de cette partie de la Méditerranée. Tout en motivant la décision adoptée, le commandement allemand notait rétrospectivement dans son Bulletin informatif du 15 octobre 1944 que l'une des causes principales qui provoquèrent la retraite était la situation

⁴ Archives centrales d'histoire, fonds Maison royale, dossier n° 12 bis, 1945.

de la Roumanie, qui avait créé « une menace pour l'arrière des positions allemandes des Balkans. En raison de ce fait, nous sommes forcés d'évacuer les troupes allemandes de la Grèce du Sud. Nos troupes ont commencé la retraite des îles de la mer Egée et du Péloponnèse, il y a quelques semaines déjà »⁵.

Pour compléter l'idée du commandement allemand, nous nous reporterons au mémorialiste anglais Arthur Gould Lee, qui apprécie qu'« en ouvrant brusquement la voie au torrent russe vers la frontière occidentale de la Roumanie, le changement de front par la Roumanie força l'Allemagne de retirer ses forces de Grèce, d'Albanie et du sud de la Yougoslavie. Les forces britanniques, qui débarquèrent en septembre en Grèce, eurent une tâche simple, car la plus grande partie des troupes allemandes d'occupation se retirait »⁶.

Les deux appréciations doivent être quelque peu corrigées. Premièrement, la retraite ne se fit point sans combats, car les occupants fascistes furent continuellement harcelés et frappés durement par les partisans grecs et yougoslaves. Deuxièmement, une bonne partie des troupes allemandes ne purent plus se retirer, car les forces yougoslaves, soviétiques, roumaines et bulgares contrôlaient les voies de communication du nord de la Yougoslavie et du sud de la Hongrie ; à la fin de la guerre, lorsque l'Allemagne capitula sans conditions, dans les îles de l'est de la Méditerranée et dans la Péninsule des Balkans, 14 divisions allemandes, comptant un total d'environ 250 000 hommes, déposèrent les armes⁷.

La fin de la guerre signifiait implicitement la fin des combats en Méditerranée. La victoire du 9 mai 1945 était aussi le résultat des combats et des sacrifices des peuples du bassin de la mer Méditerranée et des zones limitrophes, le fruit des efforts déployés par les peuples de la coalition anti-hitlérienne.

⁵ Institut de marxisme-léninisme près le C. C. du P.C.U.S., Moscou, Archives de la section « Histoire de la Grande Guerre de l'Union soviétique pour la défense de la patrie », n° d'inv. 13 537. Documents concernant les armées étrangères. Documents opérationnels de l'état-major de la 6^e armée allemande (13—21 octobre 1944), p. 70.

⁶ Arthur Gould Lee, *Crown against Sickle*, Hutchinson et co. Ltd. London, p. 91.

⁷ Général L. M. Chassin, *Histoire militaire de la seconde guerre mondiale*, Ed. Payot, Paris, 1947, p. 502.

ÉLÉMENTS NOBILIAIRES BALKANIQUES ÉTABLIS [EN VALACHIE À LA FIN DU XV^e SIÈCLE]

par ȘT. ȘTEFĂNESCU

La pression turque et ensuite l'incorporation à l'empire ottoman des régions sud-danubiennes ont fait qu'une partie de la population d'ici, nobles, marchands ou simples paysans, cherchèrent refuge dans le royaume hongrois et dans les pays roumains. Les émigrés ont apporté dans les endroits où ils se sont établis des traditions culturelles qui ont enrichi le patrimoine culturel existant dans ces pays¹ et y ont entretenu l'esprit de résistance à l'invasion étrangère.

Les membres de certaines familles régnantes du sud du Danube se sont même apparentés aux princes de Valachie et de Moldavie ; d'autres éléments nobiliaires balkaniques ont pénétré, en s'alliant aux autochtones, dans la classe dominante des pays roumains. Citons quelques cas plus connus : Barbu, grand *ban* de Craiova (1495—1520), était marié à Négoslava, issue d'une famille noble serbe². Au mois de juillet 1504, Radu le Grand faisait part aux conseillers communaux de Sibiu du mariage de son neveu, le *comis* (équyer) Pîrvu, fils de sa sœur Caplea et du logothète Staico, avec Hélène, fille de Dimitri Iaksitch³, et les invitait

¹ Sur le rôle joué à cet égard par les réfugiés serbes, I. R. Mircea a publié, il n'y a pas longtemps, une belle étude intitulée *Relations culturelles roumano-serbes au XVI^e siècle*, dans la « Revue des études sud-est européennes », 1963, n^o 3—4, p. 377—419.

² Voir Radu Flora, *Din relațiile strbo-române (Privire de ansamblu)* [Sur les relations serbo-roumaines (Aperçu)], Panciova, 1964, p. 29.

³ I. Bogdan, *Documente privitoare la relațiile Țării Românești cu Brașovul și cu Țara Ungurească în secolele XV și XVI* [Documents concernant les relations de la Valachie avec la ville de Brașov et la Hongrie aux XV^e et XVI^e siècles], Bucarest, 1905, I^{er} vol., p. 349 ; sur la famille de grande noblesse Iaksitch et ses ramifications, voir L. Stoianovitch, *Stari srpski rodostovi i letopisi*, kn. XVI, p. 56—57 ; M. N. Tihomirov, *Istoričeskie svezi ruskogo naroda s iujnimi slaveanami s drevnejših vremen do polovini XVII v*, dans « Slaveanskii sbornik », Moscou, 1947, p. 191—192.

d'y assister. G. Brancovitch, ancien despote de Srem (1486—1496), qui, entré dans les ordres en 1496, avait pris le nom de Maxime, était tenu en grande estime à la cour de Radu le Grand. Ayant quitté la Serbie avec sa mère Anghelina⁴, et s'étant fait ensuite rejoindre par sa nièce Militza⁵, fille de son frère, le despote Iovan (1496—1502), Maxime trouva refuge et toute la considération qui lui était due en Valachie. Il devint métropolitain de Valachie sous le règne de Radu le Grand⁶; en 1507, il aida à la réconciliation de ce prince avec le voïvode Bogdan le Borgne de Moldavie. On peut lire dans *Letopiseșul Anonim al Moldovei* [Chronique anonyme de Moldavie] que Maxime se serait servi, entre autres, de l'argument que les deux princes étaient « chrétiens et parents »⁷. Durant le règne de Radu le Grand eut lieu le mariage de Militza⁸ avec Neagoe, fils du *voinic* Pîrvu Craioveanu, le futur voïvode de Valachie (1512—1521), lequel, grâce à une conjoncture politique internationale favorable, allait reprendre sur un plan supérieur la tradition culturelle-politique roumaine et serbe et faire de la Valachie la force dirigeante, spirituelle et politique, du monde chrétien des Balkans⁹.

Parmi ceux qui étaient venus du sud du Danube au cours de la seconde moitié du XV^e siècle et s'étaient établis en Valachie, on compte certains membres de la famille Balchitch, famille qui avait joué un rôle politique important dans le monde serbe et avait occupé pendant quelque temps le trône du Monténégro. Elle était apparentée au XV^e siècle aux Iaksitch et aux Brancovitch¹⁰.

⁴ Anghelina était la fille du *knèze* albanais Aranita ou Arianita Comnen; une sœur à elle avait été mariée au héros albanais Scanderbeg (cf. M. N. Tihomirov, *op. cit.*, p. 190).

⁵ Celle-ci, à son tour, fera venir un cousin à elle Ștefan et une sœur de celui-ci, qui épousera Stan le *ptreclab* [préfet] (cf. N. Iorga, *Istoria bisericii românești și a vieții religioase a Românilor* [Histoire de l'Eglise roumaine et de la vie religieuse des Roumains], 2^e éd., I^{er} vol., Bucarest, 1929, p. 132, note 2).

⁶ N. Iorga, *op. cit.*, I^{er} vol., p. 127—128; II^e vol., Bucarest, 1932, p. 319.

⁷ *Cronicile slavo-române din sec. XV—XVI* [Les chroniques slavo-roumaines des XV^e—XVI^e siècles], publiées par Ion Bogdan, édition revue et augmentée par P. P. Panaitescu, Bucarest, 1959, p. 23.

⁸ Une autre fille du despote Iovan, Hélène, épousera Petru Rareș, voïvode de Moldavie (1527—1538; 1541—1546); cf. C. C. Giurescu, *Istoria Românilor*, II^e vol., I^{re} partie, 4^e éd., Bucarest, 1943, p. 189.

⁹ Un document intéressant de 1492, émané de Vlad Călugărul, portant sur la fondation serbe du Mont Athos, le monastère de Hilandar, fait ressortir la relève par les voïvodes roumains, sous une formule juridique justificative, du rôle de fondateurs pour les établissements religieux d'Athos, rôle ayant appartenu auparavant aux chefs politiques serbes (*Documenta Romaniae Historica, B. Valachie*, I^{er} vol., Bucarest, 1966, p. 377—380). Voir aussi P. Ș. Năsturel, *Sultana Mara, Vlad Călugărul și începuturile legăturii Țării Românești cu mănăstirea Hilandar în 1492* [Sultana Mara, Vlad Călugărul et les débuts des liens de la Valachie avec le monastère de Hilandar en 1492], dans « Glasul Bisericii », n^o 5—6, 1960, p. 498—502; Damaschin Mioc, *Date noi cu privire la Macarie tipograful* [Nouvelles informations concernant Macarie l'imprimeur], dans « Studii », 2, 1963, p. 431; I. E. Mircea, *op. cit.*, p. 382.

¹⁰ Cf. Marcel Romanescu, *Neamurile doamnei lui Neagoe Vodă* [Les parents de la femme du voïvode Neagoe], dans « Arhivele Olteniei », XIX^e année, janv.-déc. 1940, p. 3—24 (avec un tableau généalogique à la p. 16).

Pour ce qui est de l'établissement en Valachie de certains Balchides, on possède un document particulièrement intéressant, malheureusement conservé dans une traduction roumaine récente du XIX^e siècle, et considéré comme un faux moderne, destiné à prouver l'ancienneté et la noblesse de la famille Balch. Le document a été republié il y a peu de temps dans la grande collection *Documenta Romaniae Historica*¹¹, avec la mention qu'il serait apocryphe. Deux arguments sont présentés à l'appui de cette opinion, à savoir : *la date* (le document est daté de novembre 1477 (6986) dans le volume et attribué au voïvode Vlad Țepeș [l'Empaleur], date à laquelle ce dernier n'était pas sur le trône) et la composition du *divan* [conseil du prince], laquelle « ne correspond ni au voïvode, ni à la date », est-il dit dans la mention. En effet, le divan ne correspond pas à celui du règne de Vlad Țepeș ; la date du document est donc certainement erronée. Cette erreur de datation ne saurait constituer, à elle seule, une preuve de la fausseté du document. Elle peut être l'œuvre de celui qui a traduit le document original et qui n'aura pas pu lire exactement la date et dans certains cas le nom correct des membres du divan. L'examen des noms de ceux-ci mène à la conclusion que la composition du divan dans le document tenu pour faux correspond à celle du règne de Vlad Călugărul [le Moine]¹², époque à laquelle les voïvodes des pays

¹¹ *Documenta Romaniae Historica*, op. cit., I, p. 514—515.

¹² Nous donnons ci-dessous, pour faciliter la comparaison, la liste des membres du divan du document dont il s'agit et leur nom correct, tel qu'il résulte d'autres documents du règne de Vlad Călugărul et qui sont publiés dans *Documenta Romaniae Historica*, op. cit., I. Nous nous y rapporterons, avec l'indication du numéro sous lequel ils figurent dans ce volume, *Jupanul Drăghici Udriștu* au lieu de *jupan Dragomir Udriște* (cf. doc. n^{os} 194, 195, 205, 210, 226, 228, 234). On trouve parfois Dragomir Udriște dans le divan princier sous le nom de *Dragomir al lui Manea* (cf. doc. n^{os} 184—187, 189, 190—192, 193, 198, 201, 204, 206, 209, 211—214, 216—222, 224, 227, 229, 230, 233). Pour l'identification des deux noms voir George D. Florescu, *Divanele domnești din Țara Românească* [Les divans princiers de Valachie], I, 1389—1495, Bucarest, 1943, p. 283 et *Indicele onomastic al volumului I* [Index onomastique du I^{er} volume], *Documenta Romaniae Historica*, B. Valachie, sub voce.

Jupan Neagoe Borcev, au lieu de *jupan Neagoe al lui Borcea* (cf. doc. n^{os} 181, 184—190, 192—194, 198, 201, 204—206, 209—212, 214, 216—222, 224, 226—228).

Jupan Drăghici Stankof au lieu de *jupan Drăghici al lui Stoica (Drăghici Vintilescul)* (cf. doc. n^{os} 186, 192, 194, 195, 198, 204, 206, 209—211, 216, 218—222, 224, 226, 227, 229, 230, 233, 234, 236—241).

Jupan Pîrvul doornic c'est *jupan Pârvul vornic* (cf. doc. n^{os} 201, 204—206, 209—212, 214—222, 224, 226—230, 233, 234, 237, 239—241).

Jupanul Stancu logofăt c'est *jupan Staico logofăt* (cf. doc. n^{os} 181, 184—190, 192—195, 198, 201, 204—206, 209—212, 215—222, 224, 226—230, 236—241, 244, 245, 247—249, 251, 253, 254).

Danciul Comise c'est *Danciul (Craiovescu) comis* (cf. doc. n^{os} 214—222, 224, 226—230, 233, 234, 236—241, 243—245, 247—249, 251, 253, 254, 257).

Albu stolnic c'est *Albu Stolnic* (cf. doc. n^{os} 216—222, 224, 226—230, 233, 234, 236—241, 243—245, 248, 249, 251, 253, 254, 257).

Jupinul Ventila Florescu, c'est *jupan Vintilă Florescu* (cf. doc. n^{os} 187, 189, 192, 193, 195, 201, 204, 205, 210—213, 216).

Gramatogu stolnic, ce nom est tellement écorché qu'il n'est pas possible, sans risquer de se tromper, de l'identifier.

Dimitri paharnic, c'est *Dumitru paharnic* (cf. doc. n^{os} 216—222, 224, 226—230, 233, 234, 236—238, 240, 241, 243, 244, 245, 247—249, 251, 253, 254, 257).

Ceukut pisar, c'est *Ceukut gramatic* (cf. doc. n^{os} 187, 219, 234, 239, 241).

roumains, étant sollicités et croyant de leur devoir de le faire, prennent la relève du rôle joué jusqu'alors dans les Balkans par l'État féodal serbe. Vlad Călugărul lui-même se considérait comme fils adoptif de la « tsarine » Mara¹³.

A en juger par le conseil du prince, le document pourrait être daté entre 1489 et 1491, probablement 1489. Le chiffre des dizaines et des unités a été reproduit d'une manière erronée par le copiste du document. Il a lu *fsqns* (6986) au lieu de *fsqns* (6997).

En ce qui concerne la date — à cela près qu'elle doit être placée sous le règne de Vlad Călugărul — l'authenticité du document ne peut être contestée.

Le contenu du document comporte également des éléments qui correspondent aux réalités historiques de l'époque. Vlad Călugărul permettait, par ce document, aux *knèzes* Teodor et Ion Balch, venus en Valachie d'au-delà du Danube « de la terre serbe », de s'établir dans le pays et de fonder avec leur argent, en rassemblant « des hommes honnêtes et bons », une agglomération près de l'Olt, laquelle porterait leur nom.

Le nom de la localité *Balch* de nos jours — et le cas n'est pas unique dans notre toponymie — proviendrait de celui de ses fondateurs¹⁴.

Il résulte du document que le voïvode, avant d'acquiescer aux sollicitations des deux *knèzes*, connaissait la situation que ceux-ci et, sans doute, la famille dont ils étaient issus, avaient eue au sud du Danube, où ils avaient régné « sur plusieurs pays ». Ils descendaient de la dynastie d'origine serbe des Balchides, laquelle avait régné sur le pays de Zeta (Monténégro) et une grande partie de l'Albanie à la fin du XIV^e siècle et au début du XV^e (1360—1421). En tant que dynastie régnante — qui s'était illustrée en défendant dans de durs combats avec les Turcs et les Vénitiens le territoire monténégrin — les Balchides s'étaient éteints avec le règne de Balch III (1403—1421), lequel avait été vaincu dans la lutte engagée avec Venise, alliée au roi de Bosnie et à certaines tribus albanaises. Le territoire dominé par les Balchides avait été partagé entre la Serbie de Stepan Lazarevitch (1389—1427) et Venise¹⁵. Certains parents de Balch III, ses cousins Stepan Balch, Goislav et Goica ont continué à posséder certains territoires. D'autres Balchides, descendants de la

¹³ *Documenta Romaniae Historica*, op. cit., p. 380.

¹⁴ Pour d'autres cas, voir I. Iordan, *Toponimia românească*, Bucarest, 1963, p. 154 et suiv. Ne manque pas d'intérêt le fait que des noms que l'on rencontre dans la famille des Balchides (Teodor, Goica — sous la forme de Coica, etc.), ont longtemps été donnés à des habitants de la ville de Balș (cf. *Documente privind istoria României veacul XVI. B. Țara Românească* [Documents concernant l'histoire de la Roumanie, XVI^e siècle. B. Valachie], III^e vol., p. 191) et que l'on trouve encore d'autres toponymes dans la région qui rappellent le nom de la famille fondatrice.

¹⁵ Sima Circovici, *Istoriija Srednovekovne Bosanske Drjave*, Beograd, 1964, p. 254.

vieille famille noble serbe — ayant des membres inscrits dans le livre d'or de la noblesse vénitienne et qui était arrivée à régner sur un vaste territoire et à se disputer le pouvoir avec ses grands voisins — se virent obligés, lorsque les derniers territoires serbes furent occupés par les Turcs, de prendre le chemin de l'exil dans les pays chrétiens nord-danubiens.

Connus comme membres d'une famille noble par les chefs d'Etat de l'époque, ils reçurent l'appui de ces derniers. Les deux *knèzes* de la famille Balch, dont il est dit dans le document du temps de Vlad Călugărul qu'ils sont venus s'établir en Valachie, étaient — toujours suivant ce document — recommandés au voïvode roumain par des lettres envoyées par l'empereur romano-germanique Frédéric III — lequel était effectivement empereur à la date à laquelle doit être placé le document (ayant régné de 1440 à 1493)¹⁶, et qui était même vaguement apparenté par les Brancovitch aux Balchides — ainsi que par le doge de Venise.

Vlad Călugărul qui, on l'a vu, était au courant de la situation occupée au sud du Danube par les deux *knèzes*, accédant aux désirs de ceux-ci et tenant compte des recommandations de l'empereur Frédéric III et du doge de Venise, les autorisa à acheter la terre demandée « près de l'Olt », qu'il leur confirmait et leur fit don en même temps « d'un morceau de terrain » « de la terre princière », lequel, après délimitation, deviendrait « leur domaine légitime »¹⁷.

Les faits relatés nous font croire que le contenu du document ne comporte aucun élément contraire à la réalité historique de l'époque, de sorte que le doute sur son authenticité ne nous semble pas justifié.

Voyons maintenant si le formulaire du document pourrait plaider en faveur de l'idée de faux historique. Le fait que le document ne nous ait été conservé qu'en traduction roumaine crée des difficultés si on le compare au formulaire d'autres documents originaux émis par la chancellerie de Valachie sous le règne de Vlad Călugărul. On peut toutefois remarquer que la traduction respecte en grande partie le formulaire des documents émis sous ce règne. C'est ainsi que l'intitulé de l'acte contenant les titres

¹⁶ Frederic III connaissait, semble-t-il, les réalités politiques de Valachie bien longtemps avant la date du document dont il s'agit ici, dès l'époque où Vlad Călugărul se trouvait en Transylvanie, dans le pays d'Amlaş, comme prétendant au trône de Valachie. I. Bogdan a publié une lettre, datée entre le 17 février et le 2 mars 1460, dans laquelle un prétendant au trône de Valachie, Dan, fils de l'ancien voïvode Dan II, lequel se trouvait également en Transylvanie, priait les conseillers communaux de Braşov de l'aider avec de l'argent, pour pouvoir envoyer une mission chez l'empereur Frédéric III, qui à cette date, jusqu'à l'avènement au trône de Mathias Corvin, se considérait aussi roi de Hongrie (I. Bogdan, *op. cit.*, p. 100).

¹⁷ Certains Balchides se sont établis dans le Banat et en Transylvanie d'où ils sont passés, plus tard, à cause de la menace turque, en Moldavie et ont trouvé refuge à la cour d'Alexandre Lăpuşneanu, dont la femme Ruxandra était la fille de Petru Rareş, issue du mariage de celui-ci avec Hélène Brancovitch (cf. M. Romanescu, *op. cit.*, p. 6-7).

du voïvode est identique à celui d'autres documents émanant de Vlad Călugărul, conservés soit en original, soit même en traduction ¹⁸.

L'exposé des motifs, le libellé de la donation et de la confirmation sont également conformes aux formules typiques des documents du temps de ce voïvode. C'est uniquement dans cette partie du document — laquelle lui confère son empreinte spécifique — que l'on peut trouver des éléments qui prêteraient au doute quant à son authenticité, mais qui cependant ne semblent pas trop s'éloigner de la réalité. Il est fort possible que le traducteur de l'acte se soit permis, soit à cause d'une connaissance imparfaite de la langue slave — ce que l'on peut également observer dans d'autres endroits — soit délibérément, certaines libertés avec le texte original, pour faire ressortir la situation éminente occupée au sud du Danube par les deux Balchides venus en Valachie, ainsi que les liens étroits qui les rattachaient aux grands chefs politiques de l'époque, lesquels leur prêtaient leur appui en les recommandant au voïvode roumain.

La partie finale du document, assortie de l'anathème rituel, respecte — abstraction faite de certaines fautes, pas trop nombreuses, de traduction — le formulaire rencontré dans d'autres documents de l'époque de Vlad Călugărul ¹⁹.

On peut donc conclure que les arguments invoqués à l'appui de la thèse du faux historique — le nom des boyards du divan, le nom du voïvode et la date — ne prouvent que le fait que le document a été daté à tort comme étant de l'époque de Vlad Țepeș. La confrontation du nom des boyards du divan figurant dans le document avec celui des boyards du règne de Vlad Călugărul, l'étude du contenu du document ainsi que l'examen de son formulaire mènent à la conclusion qu'il est authentique, conservé toutefois dans une traduction pas trop fidèle, défectueuse, contenant beaucoup de gaucheries dans l'expression et dans la reproduction des noms propres.

Une dernière question qui pourrait être soulevée est celle de savoir comment il a été possible que le nom de la famille Balș ne se rattache en Valachie au cours du Moyen Age qu'à un toponyme, attribué à une agglomération qui évoque le nom de la famille fondatrice ²⁰, tandis qu'en Moldavie une famille de boyards de ce nom devait s'élever parmi les plus grands boyards du pays. Une première observation s'impose quant à cette question ; le nom des boyards Balch apparaît en Moldavie à une date

¹⁸ Pour la comparaison, voir les documents n^{os} 184, 189, 203, 212, 213, 217, 220, 223, 226, 234, 241, 243, 244.

¹⁹ Cf. doc. n^{os} 184, 186, 189, 192, 214, 220, 226, 234, 241, 244.

²⁰ N. Drăganu fait remarquer que le toponyme est d'origine slave, mais qu'il a pu être donné par les Roumains d'après des noms de personnes. (N. Drăganu, *Românii în veacurile IX—XIV pe baza toponimiei și a onomasticii* [Les Roumains aux IX^e—XIV^e siècles sur la base de la toponymie et de l'onomastique], Bucarest, 1933, p. 287.

très proche de celle du document émis par le voïvode de Valachie, pour les deux Balchides qui demandaient à s'établir ici. Au mois d'octobre 1491, Etienne le Grand, voïvode de Moldavie, confirmait à un Balch la possession du village de Drăgușani, sur la rivière de Podraga, donné par sa cousine Nastea ²¹.

Il est probable que, tandis que certains descendants de la famille Balch s'établissaient en Valachie, d'autres se soient établis en Moldavie ; ceux de Valachie, dépourvus de successeurs en ligne directe, ont pu disparaître en tant que grands boyards, tandis que ceux de Moldavie, favorisés par les circonstances, ont pu augmenter leur avoir et acquérir ainsi une influence politique dans l'Etat. Il ne faut pas non plus exclure l'hypothèse du départ en Moldavie, dû aux vicissitudes historiques et à l'instabilité politique qui régnait en Valachie, des Balchides établis dès l'abord ici.

En Valachie, le nom de Balch, donné à une jolie localité, évoque la première escale d'une importante famille noble sud-danubienne, contrainte de prendre le chemin de l'exil ; en Moldavie, le même nom, qui à l'origine peut avoir désigné la même famille, se rapporte à une noblesse intégrée au milieu local dès le règne d'Etienne le Grand, laquelle a joué au long du temps, jusqu'à la formation de l'Etat national roumain, un rôle politique important, mais pas toujours progressiste.

²¹ *Documente privind istoria României, veacul XV, Moldova* [Documents concernant l'histoire de la Roumanie, XV^e siècle, Moldavie], II^e vol. (1476–1500), p. 159.

ROMANIAN—EGYPTIAN TRADE RELATIONS BEFORE THE OUTBREAK OF THE FIRST WORLD WAR (1885 — 1914)

by TRAIAN LUNGU

The last quarter of the 19th century and the earlier part of the 20th up to the outbreak of the First World War may be considered from many points of view as a distinct period in the history of Romania. Its national independence (won not long before the beginning of this period, opened a new chapter in the history of the young Danubian state which experienced an intense development of most important economic, social and political activities. As compared to the previous period, industry witnessed both steady increase and sizable diversification and even in some sectors it advanced by leaps and bounds; capitalist development and agriculture gained strength without succeeding however in getting rid of some feudal relics, which would persist throughout that period: the banking system assumed those modern forms which are required by a state in full development; lastly, as far as foreign trade was concerned, various partners took an ever greater interest in Romania's presence on world market, in the goods it exported and those which she wanted to import as well.

Of course, Romania's foreign trade did not run smoothly, exempt of any difficulties. As a newly independent state with an economy still in early stages of capitalist development, Romania had to tackle with circumstances inherent to any beginning of the kind such as difficulty to make a breach in the trade strongholds established by states which has been engaged, long before Romania, in a worldwide foreign trade or lack of a sea-going merchant fleet. Besides — and this was the main obstacle — Romanian finished goods could not compete with those

of the industrially advanced countries. This accounts for the rather limited range of products — oil and its derivatives, wood, grains, cattle — Romania offered at that time on world market.

As numerous previous researches on Romania's foreign trade by the First World War have covered primarily European countries¹⁾, we shall dwell in the present study on Romanian-Egyptian trade exchanges, namely in the last decade of the 19th and the early part of the 20th century up to the First World War — an aspect which, besides having been less investigated, illustrates the traits of Romania's foreign trade at that time, such as they have been outlined above. Nearly the entire information in this study has been collected on the occasion of a study-travel to Egypt we made not long ago where we could examine the main Egyptian statistical publications²⁾, the most important newspapers issued in French in this country³⁾ and also some works on related problems⁴⁾ which, at the time they were published, formed the objects of wide public discussion and political controversies.

The afore-mentioned circumstances prevented Romanian-Egyptian trade exchanges from being specified in statistical publications prior to the year 1885. The very small Romanian export trade — of nearly in-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

¹ Dr. I. N. Angelescu, *L'évolution du commerce extérieur de la Roumanie*, Bucharest, 1914; C. Cristodoreanu, *Regimul exportului României în timpul neutralității și după război* [Romania's export regulation during neutrality and after the War], Bucharest, 1919; Dr. I. Colescu, *Le commerce extérieur de la Roumanie avant et après la guerre mondiale* (reprint from "L'Economiste roumain", no. 6, June, 1926); N. Dănăilă, *Le commerce extérieur de la Roumanie*, Paris, 1919; *Dezvoltarea relațiilor noastre cu Orientul, raportul Camerei de Comerț și de Industrie din Constanța* [The development of our relations with Eastern Countries, a report of the Constanța Chamber of Commerce and Industry], 1908; for Romanian-Egyptian relations see: C. C. Giurescu, *Despre relațiile româno-egiptene și contribuția României la construirea Canalului de Suez* [On Romanian-Egyptian relations and Romania's contribution to the construction of the Suez Canal] in "Studii", 1/1957, pp. 91—110 and also in *Reprezentanțele diplomatice ale României* [Romania's diplomatic missions], the study Cairo by C. C. Giurescu, pp. 340—368.

² Ministère de l'Intérieur, *Le commerce extérieur de l'Égypte pendant les années 1874—1878*, Cairo, 1879; *La direction générale des douanes égyptiennes. Le commerce extérieur de l'Égypte*, 3 volumes, Alexandria, 1914—1916; "Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce internationale, Le Caire (Égypte)", Cairo, 1911; *Égypte. Le commerce extérieur de l'Égypte entre 1882—1916; Le commerce extérieur de l'Égypte. Statistique comparée (1884—1903)*, Rome, 1904; *Statistical Returns (1880—1904)*, Cairo, 1906; *Directions générales des douanes. Résumé comparatif du commerce extérieur de l'Égypte, années 1884—1912*; "Bulletin de la Chambre de commerce française d'Alexandrie"; "Bulletin de la Chambre de commerce égyptienne d'Alexandrie".

³ "Le Journal du Caire", Cairo, 1913—1914; "Le Phare d'Alexandrie", Alexandria, 1895—1914.

⁴ Abbas (Mohamed Hosny), *Essai sur l'évolution du commerce extérieur égyptien. Développement historique et situation contemporaine*, Cairo, 1946; Legrand F., *Les fluctuations des prix et les crises de 1907 et 1908 en Égypte*, Nancy, 1909; Armingon Pierre, *Les enseignements de la crise financière égyptienne actuelle et le bilan économique de l'Égypte*, Paris, 1909; Joseph Nahad, Bey, *Rapport sur la situation économique et financière de l'Égypte*, Cairo, 1911; *Rapport de la Commission du Commerce et de l'Industrie. L'influence de la guerre sur le commerce d'Égypte*, p. I et II, Cairo, 1917; Théry Edmond, *L'Égypte nouvelle au point de vue économique et financier*, Paris, 1907; *Rapports by H.M.'s Agent and Consul General in Egypt*.

significant value — on the Egyptian market illustrates the difficulties the young Romanian independent state was confronted with. In 1885 Romanian goods exported to Egypt amounted to no more than 4,654 Egyptian pounds, out of which the greatest part came from the sale of timber⁵. Less than twenty years later, in 1903, the amount of Romanian goods exported to Egypt reached 126,742 * Egyptian pounds, out of which 115,741 Egyptian pounds worth timber. In that year, the specific weight of Romanian timber unloaded in Egyptian ports in the total Egyptian timber import, was 118.1⁰/₁₀₀⁶. Over the period 1884—1903, the share of Romania in the Egyptian foreign trade rose tangibly, from 1⁰/₁₀₀ in 1885 (at that time the specific weight of England in the total amount of Egypt's foreign trade was 378⁰/₁₀₀, of Turkey 187⁰/₁₀₀, of Austria—Hungary 122⁰/₁₀₀, of France 111⁰/₁₀₀) to some 8⁰/₁₀₀⁷. Besides timber, Romania's exports to Egypt included small scale exports of other goods as well; in 1900, for instance, 3,866 Egyptian pounds worth⁸ cheese, flour, maize, beer, oil. In the two following years, 1901 and 1902, new Romanian products were shipped to Egypt: vegetables, wines, minerals and **cement**.

An article headed "Romania and Egypt", reproduced from "Revue Egyptienne" by the most important newspaper in Alexandria, evinces the interest Romania attached to the Egyptian market. After informing that by 1902 Romanian trade with Egypt was carried on through the agency of some foreign companies, the article says: "The Romanian government has started talks with the Sublime Porte and Egypt's minister of foreign affairs with a view to obtain that the right to carry on business be granted on a number of eight Romanian consuls who should be appointed in Egypt's biggest towns starting January 14, 1902. The example of Romania will be followed by other Balkan states as well, which have not had representatives in Egypt as yet"⁹. Although the intentions the Egyptian newspaper refers to did not turn into fact at that time, they evince, however, quite obviously Romania's concern for the Egyptian market, a fact which largely accounts for the subsequent increase of the amount of Romanian goods shipped to Egyptian harbours.

⁵ *Direction générale des douanes. Commerce extérieur de l'Égypte. Statistique comparée des années 1884—1903*, p. 118.

* As calculated by professor C. C. Giurescu, one Egyptian pound was worth 25,92 lei (*op. cit.*, p. 358).

⁶ *Ibidem*.

⁷ *Ibidem*, 1913, table II.

⁸ *Direction générale des douanes. Commerce extérieur de l'Égypte. Statistique comparée des années 1884—1903*, p. 118.

⁹ "Le Phare d'Alexandrie", 29th year, February 13, 1902, p. 2.

Although hampered — as shown above — by the country's industry slow development, its small sea-going merchant fleet and, finally, by the very limited possibilities of Romania's goods to compete with those countries which had a long tradition in carrying on business on the markets of the Levant, Romanian exports to Egypt, however, ranked before such European countries as the Netherlands¹⁰ (whose exports to Egypt amounted to 28,864 Egyptian pounds, in 1903) and Switzerland¹¹ (77,004 Egyptian pounds in 1903).

In the lapse of time we refer to, Romanian-Egyptian trade relations were one-sided, Egyptian products on Romanian markets being almost inexistent; with the exception of the years 1889—1891 when Egyptian exports to Romania exceeded 10,000 pounds (14,862 and 11,758), in the remaining years their value varied between £ 3,000 and 8,000¹².

In the subsequent years ever more Romanian goods were shipped to Egypt, so that in less than three years the exports doubled in value: from 172,945¹³ in 1904, to 213,361¹⁴ in 1905 and 246,929 in 1906, reaching in 1907 255,979¹⁵ Egyptian pounds.

The yearly number of vessels under Romanian flag which cast anchor in Egyptian harbours also mirror the development of Romanian exports to the Near East: 57 vessels of 142,551 gross tons or 75,808 net tons in 1907 as compared to 34 vessels of 65,541 gross tons or 35,687 net tons in the previous year¹⁶. This significant advance was due mainly to oil products which had in Egypt a brisk market¹⁷. Referring to the importance of oil for the Levant markets, the study *Oil industry in Romania in 1908* specified: "Exports to Germany shrink with every passing year in favour of eastern markets (Egypt, Turkey, India) which have lately acquired a particular importance for Romanian trade as, due to

¹⁰ *Direction générale des douanes. Commerce extérieur de l'Égypte. Statistique comparée des années 1884—1903*, p. 22.

¹¹ *Ibidem*, p. 28.

¹² *Ibidem*, p. 26.

¹³ In 1904, Romania ranked thirteenth as to the worth of goods imported by Egypt, after England, Turkey, France, Austria-Hungary, Italy, Germany, Belgium, Russia, Sweden, The United States, China, Greece, and before Switzerland, Persia, Morocco (See "Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française d'Alexandrie", XVth year, no. 161, March 1906, pp. 31—32).

¹⁴ In 1906, Romania occupied the same place (*Ibidem*, XVIth year, no. 173, March 1907, pp. 19—20).

¹⁵ In 1907, Romania occupied the twelfth place (*Ibidem*, XVIIth year, no. 186, April 1908, p. 191).

¹⁶ *Ibidem*, March 1908, pp. 26—27.

¹⁷ In 1907, Romania exported oil worth 1,142,000 lei; in 1908, in its first half only, oil exports amounted to 2,144,000 lei. (*Industria petrolului din România în 1908* [Oil industry in Romania in 1908], p. 323; The report of the Romanian diplomatic agency in Cairo, November 28, 1908).

their geographical position, they offer most suitable outlets for the sale of our products”¹⁸.

Egyptian statistics, in their turn, point out significant increase of the trade with Romania, as a result of the addition to oil of other Romanian products and goods: live animals, maize and wheat meal, timber, various seeds, etc. The statistics show that the worth of imports from Romania amounted in 1907 to 533,626 Egyptian pounds, while the total value of Egyptian imports in that year reached 25,000,397 Egyptian pounds¹⁹. In 1908, Romania's exports to Egypt witnessed such an increase that Romania ranked before many countries with long-standing trade relations in the Near East: the United States, China, Spain, Greece, Serbia, Sweden, etc.²⁰.

The table below shows the development of Romanian trade in the Near East in the first decade of the 20th century:²¹

Imports (in Egyptian pounds)

Period	1900—1904	1905	1906	1907	1908	1909
Goods	99,657	213,042	246,929	255,979	533,620	427,179
Tobacco	778	319			6	—
Total	100,435	213,361	246,929	255,979	533,626	427,179

Exports (in Egyptian pounds)

Period	1900—1904	1905	1906	1907	1908	1909
Various products	1,527	708	393	1,091	2,020	3,947

If compared to the total value of Egyptian imports — 22,230,499 Egyptian pounds²² — the figures in the above table acquire their full significance.

¹⁸ *Industria petrolului din România în 1908* [Oil industry in Romania in 1908], pp. 318—319. (In 1908, Romanian oil exports to Egypt was 17.4% within this country's total oil imports, while in the previous year it amounted to 4.9% only.)

¹⁹ Among the products imported from Romania we mention: animals — 2801 heads worth 18,806 Egyptian pounds; maize — 3,023,775 kilograms worth 20,747 Egyptian pounds; wheat and maize meal — 3,049,481 kilograms worth 35,475 Egyptian pounds, oil — 41,800 tons worth 140,072 Egyptian pounds, timber — worth 298,403 Egyptian pounds, barley, cheese, etc.

²⁰ “Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française d’Alexandrie”, 18th year, no. 195, January 1909, p. 16.

²¹ *Annuaire statistique de l’Égypte*, 1910, p. 190.

²² Armingon Pierre, *La situation économique et financière de l’Égypte*, Paris, 1911, p. 284.

The years immediately preceding the outbreak of the First World War witnessed a new leap forward of the trade exchanges between the two countries. The value of goods imported from Romania in 1913 reached the sum of 1,091,507 Egyptian pounds, the greatest part of it representing imports of wood (301,539 Egyptian pounds or 222⁰/₁₀₀ of the total Egyptian wood imports), of oil and derivatives (421,023 Egyptian pounds) which amounted to 736⁰/₁₀₀ of all Egyptian oil imports, of wheat and maize meal (worth 307,134 Egyptian pounds)²³. The year 1913 was the peak year; Egyptian imports from Romania in the first half of the year doubled as compared to the same period of the previous year (from 294,715 to 590,323 Egyptian pounds). With the exception of England, this was the greatest increase experienced by Egyptian trade at that time²⁴.

From the following year on, the amount of Romanian goods on Egyptian market started decreasing (wood products — 213,309 Egyptian pounds, oil — 255,668 Egyptian pounds, wheat and maize meal — 165,755 Egyptian pounds)²⁵. The total value of Egyptian imports from Romania fell down in that year to 674,446 Egyptian pounds²⁶, less than half as compared to the previous year, although the two countries signed in June 1914 a trade-treaty²⁷. This sharp reduction was due nearly exclusively to the new international circumstances brought about by the outbreak of the First World War. Immediately after the War unleashed, Romania's state authorities took prohibitive measures on the exports of some products which has been so far the country's main export goods: wheat meal was provisionally prohibited on September 17, 1914 and subsequently, by the royal decree no. 3209, dated September 27, 1914, definitively excluded from exports; oil was also definitively barred from export by the decree no. 3420 dated October 28, 1914²⁸.

The very poor crops in 1914 were another reason which accounts for the sharp decline in wheat exports (some 17,000,000 hectolitres as compared to 31,000,000 in 1913)²⁹. Besides, the fact that Turkey

²³ *Direction générale des douanes. Commerce extérieur de l'Égypte, année 1913, table II, p. LVI, publication I, p. 6 ff.*

²⁴ "Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française d'Alexandrie", 22th year, no. 249, July 1913, p. 12.

²⁵ *Direction générale des douanes. Commerce extérieur de l'Égypte, année 1914, table II, p. 4 ff.*

²⁶ *Ibidem.*

²⁷ "Le Journal du Caire", 17 June 1914, p. 2.

²⁸ Gh. Cristodorescu, *Regimul exportului României în timpul neutralității și după război* [Romania's export regulation during neutrality and after the War], p. 2.

²⁹ *Ibidem.*

engaged into the war and closed the Dardanelles, interrupting thus the sea-traffic supplemented, to the same effect, the prohibitive measures ³⁰.

The following Romanian statistics present Romanian-Egyptian trade relations in that period ³¹.

Romanian-Egyptian trade-relations in the period 1902—1911,
yearly average, in French francs

Period	Francs
1902—1906	1,435,343 (0.3%)
1907—1911	8,922,624 (1.6%)
1911	14,962,220 (2.2%)

As the Romanian economist mentioned in note 31 shows, exports to Turkey dropped, while the amount of goods shipped to Egypt increased greatly and rapidly ³². As concerns the exports of Romania's mining products — oil mainly — the same economist established the following rank of the countries Romania carried on trade relations with: France (24.79%), England 19.93%, Germany (11.93%), Egypt (10.63%) and Turkey (10.44%) ³³. Another Romanian economist, who applied other criteria in computing the value of Romanian products exported to Egypt, found the following figures for the year 1913 ³⁴:

Metric Tons	%	Thousands of dollars	%
169,194	4.29	4,739	3.53

As to the year 1912, N. Dănăilă estimated that Romanian exports to Egypt amounted to 19,170,164 French francs, which represented, according to his computations, 2.99% of the total value of Romanian exports in that year ³⁵.

³⁰ V. Slăvescu, *O victorie a capitalului românesc* [A victory of Romanian capital], Bucharest, 1916, p. 16.

³¹ After dr. I. N. Angelescu, *L'évolution du commerce extérieur de la Roumanie*, Bucharest, 1914, pp. 7 and 8.

³² *Ibidem*, p. 9.

³³ *Ibidem*, p. 17.

³⁴ Dr. L. Colescu, *Le commerce extérieur de la Roumanie avant et après la guerre mondiale* (Reprint of "L'économiste roumain", no. 6, June 1926).

³⁵ N. Dănăilă, *Le commerce extérieur de la Roumanie*, Paris, 1910, p. 21.

Referring to the development of the Egyptian-Romanian trade, the Egyptian "Le Journal du Caire" noted, a few days after the conclusion of the above-mentioned trade treaty that "This treaty is highly important, as an examination of Romania's foreign trade in the latest ten years reveals that Egypt is the country with which Romania conducts her most developed trade relations. Particularly after 1904, Romania's exports to Egypt have continuously increased; while in 1899, Romania exported goods worth 12,000 French francs, in 1913 her exports rose to 18,2 million, which means 179 times more" ³⁶.

Romania's trade circles were well aware of the importance the Near East markets presented for Romania goods. The 1908 Report of the Constantza Chamber of Commerce and Industry stated that "the setting up of Romanian Chambers of Commerce on some Levant markets, such as Constantinople and Alexandria, would further firm relations between our country and trade circles in those markets and would help in mightily increasing our exports" ³⁷.

The volume of Romania's trade with Egypt went up particularly after the Constantza-Alexandria maritime line was established. As a consequence of this direct link, Romanian exports to Egypt increased, particularly exports of oil, wheat meal, maize-meal and wood.

A few months before the outbreak of the First World War, the review "La dépêche algérienne" expressed its opinions on Egyptian trade: "It is noteworthy that in the course of 15 years, America's trade in Egypt doubled, of Romania trebled, while the trade of France, ranking second (after Great Britain), remained almost stationary. The example of Romania is a lesson: this young agricultural kingdom has established a sea-line, Constantza-Alexandria, and with its help, Romania ushers in her flour, wood and oil" ³⁸.

In connection with these products, it is well worth mentioning that their emergence on Levant markets caused some changes, sometimes radical ones, in the positions of countries which traditionally supplied such goods in this part of the world. Oil products, wood and flour represented some 90% of Romanian exports to Egypt. According to the opinion of the "Journal du Caire", Romanian timber was ousting the timber imports from Austria—Hungary, Sweden and even Russia. The im-

³⁶ "Le Journal du Caire", 26 June 1914. The figure 12,000 francs is wrong, as in the last year of the 19th century Romania's exports to Egypt totaled 45,574 Egyptian pounds ("Bulletin mensuel du commerce extérieur de l'Egypte", December 1900, p. 4 ff.)

³⁷ *Dezvoltarea relațiilor noastre comerciale cu Orientul (Raportul Camerei de Comerț și Industrie din Constanța)* [The development of our trade relations with the Levant, Report of the Constantza Chamber of Commerce and Industry], Constantza, 1908, p. 4.

³⁸ The article was reproduced in the "Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française", 23th year, no. 256, February 1914, p. 15. See also C. C. Giurescu, *op. cit.*, p. 359.

port of Romanian oil, which had started as late as the year 1907, reached in two years a top place, ahead of world biggest oil-producers.

After having presented an analysis of the development of Romanian oil exports to Egypt, "Le Journal du Caire" — one of the most influential of the Egyptian newspapers issued in French language — stated that: "that year (1907 — author's note) the value of imported oil amounted to 1,138,043 francs; in 1913 it rose to 10,912,656, while the total value of oil imports was 14,721,028 francs"³⁹. And further, the newspaper noted: "Romanian oil has taken the place of Russian and American oil"⁴⁰.

The tables below show the quantities and values of the exports of Romanian oil to Egypt — where this commodity was in so great a demand — and also, for comparison ends, the quantities and values of oil exports from other countries.

Volume of oil imported by Egypt (in tons)⁴¹

	1907	1908	1909
Romania	12,386	41,800	52,203
Russia	54,891	44,741	44,080
Other countries	1,359	4,079	4,925
Total	68,616	90,620	101,208

Value of oil imported by Egypt (in Egyptian pounds)

	1907	1908	1909
Romania	43,906	148,980	186,039
Russia	200,921	182,279	172,566
Other countries	4,753	16,600	18,649
Total	249,580	347,859	377,254

If in winning the Egyptian oil market there was no strong opposition, the Romanian companies in order to extend wheat and maize flour exports had to fight back the fierce competition of French exporters, who had acquired important positions in Near East flour trade.

³⁹ "Le Journal du Caire", June 28, 1914.

⁴⁰ Ibidem.

⁴¹ *Annuaire statistique de l'Egypte*, 1910, p. 202.

The diplomatic and trade agents of France pointed out alarmingly in their reports the increased quantities of Romanian flour in Egyptian harbours. "Romania and Bulgaria had in 1910—1911 exceedingly good crops and Egypt could import flour from these countries at very advantageous prices, highly competitive for French mills"⁴². One of the publications appearing in those times carried similar appreciations and specified that flour was imported from Romania on the basis of both earlier and recently concluded contracts⁴³.

The high quality of Romanian wheat flour⁴⁴, the concern of Romanian state and the support it gave in order that the markets in Near East may be won⁴⁵, France's poor crops in 1910⁴⁶ were some of the circumstances which helped Romania to move towards the top of the hierarchy of the countries which exported goods to Egypt. The demand for Romanian grains was ever higher in the years preceding the First World War⁴⁷. Various opinions on Romania's presence on the international market emphasize the importance attached to Romanian exports: "The only country which could compete with French mills would be Romania. The latest offers by the mills in Brăila evince such a contingency"⁴⁸.



The development of Romania-Egypt trade in the ten years before the First World War are the result of the two partners' mutual advantages: Romania, which joined later the world economic trade exchanges, was in need of markets in order to sell its goods in excess, while Egypt wanted to purchase the commodities it was in want of, particularly food (flour), timber and oil. Though from the point of view of national independence, their status was different — Egypt being at that time under British domination — both of them were in full capitalist development — a circumstance which required an extension of their trade relations to various countries, in possibly most advantageous conditions. The prospects of their trade relations were, therefore, most promising; however, the expectations were thwarted by the events connected with the outbreak of the First World War.

⁴² *Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France*, 1911, p. 25.

⁴³ "Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie", 20th year, no. 221, March 1911, p. 6.

⁴⁴ *Ibidem*, 19th year, August 1910, p. 7.

⁴⁵ *Ibidem*, 21th year, August 1912, p. 11.

⁴⁶ "Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie", 20th year, no. 235, March 1912, p. 10.

⁴⁷ To the already mentioned features in newspapers and reviews of speciality we add: "Le Phare d'Alexandrie", 20th year, 3-rd series, no. 164, 8/21 November 1913, p. 2 (the article "Partie financière et commerciale", which informed on Romania's wheat and maize crop in 1912; yield per hectare, most fertile grain-growing zones, etc.)

⁴⁸ "Bulletin annuel de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie", 19th year, no. 211, May 1920, p. 11.

LA RÉVOLUTION BOURGEOISE-DÉMOCRATIQUE DE HONGRIE EN 1918 ET LA TRANSYLVANIE *

par ALEXANDRU FORȚEANU

Fidèle à ses riches traditions de lutte, ayant souvent combattu conjointement avec d'autres peuples contre les tyrans et les oppresseurs communs dans l'esprit démocratique des rapports internationalistes, le peuple roumain honore comme il se doit l'importance des moments décisifs dans la vie des autres pays, et tout d'abord des pays voisins. La révolution hongroise de 1918—1919 constitue également un de ces événements ; c'est dans la phase bourgeoise-démocratique de celle-ci qu'a eu lieu, le 16 novembre 1918, la proclamation de la République hongroise, Etat national indépendant bourgeois-démocratique, né sur les décombres de l'Empire des Habsbourg, de même que les Etats des autres peuples opprimés de l'ancien Empire : les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Tchèques, les Slovaques, les Polonais, les Ruthènes, les Roumains, les Italiens, les Autrichiens, etc. Le processus de la formation de certains Etats nationaux ou bien du parachèvement de la consolidation de certains autres en tant qu'Etats nationaux unitaires, indépendants, souverains, revêtait le caractère d'une loi objective, implacable du développement historique. Le peuple magyar était, lui aussi, opprimé tant par ses propres classes exploiteuses que par le joug de la domination des Habsbourg. Par la proclamation, en 1867, du dualisme austro-hongrois, les classes dominantes de l'Empire avaient conclu un compromis, un pacte réactionnaire par lequel elles se partageaient la proie représentée par leurs propres peuples — les paysans, les ouvriers et les intellectuels progressistes autrichiens et hongrois — ainsi que par les autres peuples

* Communication faite à la Conférence internationale qui s'est tenue à l'occasion du cinquantenaire de la révolution prolétarienne hongroise de 1919 (Eudapest, 17—19 mars 1969).

qui formaient le conglomérat bigarré de la monarchie bicéphale, le deuxième « malade » de l'Europe.

Lorsque nous parlons de la naissance de la république hongroise de 1918 sur les décombres de l'Etat réactionnaire austro-hongrois, il sied absolument d'établir les différenciations de classe entre oppresseurs et opprimés, ce qui nous permet d'apprécier le caractère progressiste de l'événement. Dans les conditions créées par la première guerre mondiale, qui avait un caractère impérialiste dans les deux camps, conditions tant d'ordre militaire — tel le déroulement des opérations militaires — que sociales et politiques, par le caractère radical des mouvements populaires, ainsi que par l'impulsion qu'a donnée la victoire retentissante de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre laquelle a inauguré l'ère du socialisme dans l'histoire universelle, la lutte des peuples d'Autriche-Hongrie s'est sensiblement intensifiée à partir de la seconde moitié de l'année 1917, pour atteindre son point culminant à l'automne 1918.

Les symptômes de la décomposition et de l'effondrement irrémédiables, imminents du « monstre à deux têtes » étaient de plus en plus visibles, la lutte des masses populaires ne pouvant plus être arrêtée, s'affirmant avec vigueur, ouvertement et de plus en plus aiguë, prenant des proportions gigantesques, revêtues d'un caractère politique de plus en plus appuyé, allant jusqu'à la grève générale et aux démonstrations de rue auxquelles prenaient part des centaines de milliers d'hommes. La lutte pour la liberté nationale des peuples opprimés, les mouvements ouvriers, les émeutes paysannes, les révoltes dans le sein de l'armée ont été les facteurs qui ont abouti à la dissolution de la monarchie des Habsbourg. Cette vague de luttes a pris de l'ampleur et a acquis le caractère d'une révolution bourgeoise-démocratique ; dans certaines régions on a même remarqué des tentatives destinées à dépasser cette phase afin d'atteindre la révolution socialiste, tel le cas de la Hongrie en 1919. Les conquêtes de la révolution bourgeoise-démocratique de Russie (Février 1917) et surtout celles de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917, en ce qui concerne le droit imprescriptible des peuples à l'autodétermination et les conquêtes d'importance historique — sociales, économiques et politiques — du prolétariat et des paysans, ont animé de manière considérable la lutte de tous les opprimés d'Autriche-Hongrie, en tête avec le prolétariat, car elles correspondaient à leurs tendances et à leurs aspirations.

En ce qui concerne les moments et les étapes les plus importants de ce processus, il faut rappeler les actions populaires de protestation contre les traités impérialistes de « paix » imposés par les puissances centrales à la Russie Soviétique, à Brest-Litovsk, et à la Roumanie, à

Buftea-Bucarest, au cours de l'hiver et du printemps de l'année 1918, les deux grèves générales qui ont eu lieu en Autriche-Hongrie — en janvier et en juin 1918 — les célébrations du 1^{er} Mai, du jour international de la femme, du centenaire de la naissance de Karl Marx, les différents congrès des partis socialistes ou de leurs sections nationales, le rétablissement des syndicats — au début dans des conditions d'illégalité —, les émeutes paysannes locales, les actions révolutionnaires parmi les soldats du front, l'ample solidarisation avec la lutte héroïque des peuples de Russie, etc. Toutes ces actions avaient lieu en plein déroulement de la guerre impérialiste, ce qui leur donne une valeur historique accrue. Sur ce fond, la signification des luttes du peuple roumain pour le parachèvement de son unité et du peuple hongrois pour acquérir son indépendance apparaît de plus en plus claire. La cause de l'indépendance nationale des deux peuples ne constituait pas un objectif quelconque, parallèle, juxtaposé, mais elle se trouvait — organiquement — *in medias res*. La rupture du front dans les Balkans, suivie de près par la capitulation de la Turquie et de la Bulgarie — à la fin de septembre 1918 — ont constitué un moment qui a sensiblement favorisé l'intensification considérable de la lutte démocratique générale pour la paix, les droits politiques, les libertés civiques, pour l'abolition des vestiges de la féodalité dans la vie sociale, contre l'oppression nationale, pour le pain, pour la terre, pour une vie meilleure.

Le mouvement de libération nationale des peuples opprimés donne naissance à un nouvel organisme politique — les conseils nationaux, créés au cours du mois d'octobre 1918. Le 13 octobre a lieu à Budapest (Csepel) une grande réunion à laquelle prennent part 5 000 ouvriers et intellectuels roumains qui manifestent pour le droit à l'autodétermination¹. Le 18 octobre, on donne lecture dans le parlement hongrois à la déclaration du Parti National Roumain de Transylvanie, par laquelle la nation roumaine se proclame libre. Le Conseil National Magyar est créé le 25 octobre et le Conseil National Roumain le 31 octobre; ces deux organismes représentent les nations magyare et roumaine dans leur totalité et comptent, surtout, des représentants de la bourgeoisie et du prolétariat. Le programme du Conseil National Magyar prévoyait la conclusion immédiate de la paix, la proclamation de l'indépendance, le suffrage universel, la réforme agraire et les droits politiques démocratiques, le retour des soldats dans leurs foyers, etc. La constitution des Etats nationaux indépendants des Slaves du Sud et des Tchécoslovaques a lieu à la fin du mois d'octobre 1918. Le peuple roumain a chaleureusement soutenu la lutte de libération nationale des

¹ « Adevărul » (Budapest), XIV, (1918), n° 40 du 6/20 octobre, p. 3.

autres peuples opprimés, et dans certains cas — comme à Prague, à la fin du mois d'octobre 1918 — il a participé directement à l'appui de cette lutte.

Le Conseil National Magyar a repris la direction de la lutte du peuple magyar en vue des transformations démocratiques. Après des tentatives désespérées et acharnées de la réaction afin d'arrêter ou de faire échouer la marée des luttes populaires — parmi lesquelles il faut compter la répression sanglante de la grande démonstration qui a eu lieu sur la place du Pont de chaînes de Budapest — dans la nuit du 30/31 octobre 1918 la révolution bourgeoise-démocratique a éclaté. A minuit, des coups de feu ont été tirés dans la zone de la rue Konti où se trouvait le siège du Comité Central Roumain du Parti Social-Démocrate de Hongrie, dont la séance était presque finie. La révolution avait éclaté plus tôt que ne s'attendaient certains dirigeants sociaux-démocrates. Au cours de cette séance, on avait discuté, point par point, les statuts des conseils ouvriers. Voici l'événement, tel qu'il a été rapporté par un témoin : « Mihuş, qui attendait rarement la fin de la séance, était rentré chez lui, mais, il revint au bout de quelques instants. Il était transfiguré. Des coups de feu crépitaient dans la rue. Mihuş n'a fait que nous dire : Frères, la révolution a éclaté ! Nous avons laissé là les statuts et nous sommes descendus dans la rue. En effet, dans la ville les civils et les soldats s'embrassaient et les coups de fusil tirés en l'air portaient comme pour une fête. L'armée avait passé du côté du peuple. »² Devant cette situation, les dirigeants des socialistes roumains ont pris des mesures afin d'assurer la mobilisation et la participation active des ouvriers roumains à la révolution, mesures destinées également à une coordination avec l'action des masses populaires de Transylvanie. Le régiment d'artillerie qui avait ses quartiers à Kelenföld s'est placé devant l'hôtel Astoria, siège du Conseil National Magyar. Les canons ont été placés en position de tir, dirigés vers Buda où se trouvait le palais royal, citadelle de la réaction des Habsbourg. Sur le Danube, devant le parlement, abordaient des remorqueurs avec des marins révolutionnaires. Le Conseil Ouvrier et le Conseil Militaire, créés eux aussi le 25 octobre, en même temps que le Conseil National Magyar, dirigeaient effectivement les actions révolutionnaires. Le Conseil Militaire comptait parmi ses dirigeants les socialistes magyars Csernyak, Hütner, Szántó Béla — l'un des fondateurs du Parti Communiste de Hongrie, et d'autres encore. Dans le Conseil Militaire de Budapest, des ouvriers roumains tels que Ion Mihuş, Zaharia Pop, Petre Borzescù, etc. agissaient aussi. Au cours de la nuit du 30/31

² Ion Flueraş, *Amintiri din tinerețe și din revoluție* [Souvenirs de ma jeunesse et de la révolution], dans « Mișcarea Socială », III (1932), n^{os} 10-12, juillet-septembre, p. 1281-1282.

octobre, dès les premiers moments de la révolution, les détenus politiques ont été mis en liberté ; parmi eux, il y avait les condamnés à mort de la caserne « Marie-Thérèse » et de la prison de la rue Konti. Le commandement de la garnison a été occupé et les généraux Lukacsics et Várkonyi ont été capturés et conduits devant le Conseil National Magyar. Tous les bâtiments publics et gouvernementaux ont été occupés. A l'aube du jeudi 31 octobre 1918, la réaction était vaincue et la révolution était victorieuse.

La révolution bourgeoise-démocratique a eu pour résultat d'écarter les magnats du pouvoir, le gouvernement ayant été pris par la bourgeoisie et les sociaux-démocrates. L'édition spéciale du journal « Adevărul » [La Vérité], organe de la Section roumaine du Parti Social-Démocrate, salue par ces paroles la victoire de la révolution³ : « L'Europe est en flammes. Les peuples asservis ont secoué le joug de l'esclavage de classe et de race. L'époque de l'oppression nationale est passée et tous les peuples disposent librement de leur sort. » Après avoir passé en revue la victoire de la lutte de libération nationale de certains peuples, on soulignait, dans le manifeste cité, la victoire remportée par le peuple magyar dans sa lutte pour l'indépendance et on y montrait que le peuple roumain s'était également engagé dans la voie de la réalisation de son idéal millénaire de liberté nationale et de justice sociale. Après la prise de pouvoir, le Conseil National Magyar a immédiatement désigné le gouvernement, à la tête duquel a été nommé le comte Károlyi, événement qui a été accueilli avec satisfaction par le peuple roumain, car il apportait un souffle nouveau, démocratique, dans la vie politique de l'Etat hongrois, dominée jusqu'alors par le régime ultra-réactionnaire représenté par le comte Tisza István.

Dès les premiers moments, à la fin du mois d'octobre 1918, les masses populaires manifestent contre la dynastie des Habsbourg, pour une république démocratique. *Pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie, le parti de la classe ouvrière de l'époque — le P.S.D.H. — prend part au gouvernement.* Le peuple magyar venait de secouer le joug de l'esclavage et ceci était « le plus beau spectacle, plus imposant que le vent du printemps, que le grondement de l'orage, que le déchaînement de la mer qu'on tente de maîtriser » — écrivait la presse roumaine⁴ ; celle-ci se sentait également obligée de manifester son espoir de voir prendre des mesures immédiates, justes, par le nouveau gouvernement, en ce qui concernait le problème national, y compris le problème roumain de Transylvanie. Le nouveau gouvernement magyar lança un manifeste — propagé dans la population roumaine — aux termes duquel il accordait d'am-

³ *Revoluția a învins!* [La révolution a triomphé !], « Adevărul », XIV, (1918), édition spéciale du 21 octobre/3 novembre, p. 1.

⁴ *Ibidem*, p. 1-2.

ples droits civiques bourgeois-démocratiques, proclamait l'amnistie politique, assumait la tâche de réaliser une paix immédiate, annonçait une série de réformes sociales et économiques, etc. « Citoyens ! nous estimons que malgré les fautes dont les anciens gouvernements se sont rendus coupables et qui ont conduit le pays à cet état désespéré, la force vitale du peuple libéré va nous créer un avenir plus heureux » — disait-on dans le manifeste cité plus haut⁵.

La révolution s'est rapidement répandue en province et sur tout le territoire de la Hongrie de l'époque. Dans de nombreux centres, des conseils ouvriers ont été créés à côté des conseils nationaux magyars ou des autres peuples — parmi lesquels les Roumains. Les actions des masses de toutes les nationalités étaient dirigées contre les organismes locaux du pouvoir d'Etat et contre les autorités militaires. Les émeutes paysannes ont pris une grande ampleur. Les objectifs de ce grand mouvement de masse étaient : la liquidation des vestiges de la féodalité, de la grande propriété foncière, la réalisation des libertés démocratiques à commencer par le suffrage universel, la conquête du droit d'autodétermination, la conclusion de la paix. Au cours de la première décade du mois de novembre, l'autorité de l'ancien régime était dissoute : l'armée, la gendarmerie, la police, les organismes locaux étaient écartés ou annihilés. L'ancien Etat hongrois, principal instrument de l'exploitation sociale et de l'oppression nationale, était détruit.

La révolution a également éclaté en Transylvanie, où elle a revêtu des formes spécifiques et a suivi une voie propre, grâce précisément à la lutte de libération nationale de la majorité de la population, la plus ancienne et la plus opprimée de l'endroit — les Roumains —, à l'intensité et à l'ampleur de cette lutte, ce qui lui a donné un caractère distinctif en comparaison des événements qui se déroulaient en Hongrie, une particularité essentielle engendrée par la situation de la Transylvanie dans l'Empire. La révolution bourgeoise-démocratique a soulevé et poussé à une action directe les grandes masses populaires de toutes nationalités, dans toutes les provinces de l'ancien Empire austro-hongrois, lesquelles se sont servies des conditions créées par la révolution, de son stimulant, afin de satisfaire leurs impérieux desiderata sociaux et nationaux. *Le résultat le plus important — par exemple — de la révolution bourgeoise-démocratique de Transylvanie est représenté par l'union de celle-ci avec l'ancienne Roumanie*⁶. C'est pour cette raison qu'on

⁵ *Ibidem*, p. 2.

⁶ Voir *Desăvârșirea unificării statului național român. Unirea Transilvaniei cu vechea Românie* [Le parachèvement de l'unification de l'Etat national roumain. L'union de la Transylvanie avec l'ancienne Roumanie], rédigé par un groupe d'auteurs, sous la direction de Miron Constantinescu et Ștefan Pascu, Ed. Academiei, Bucarest, 1968.

ne peut établir aucun rapport entre l'Union de la Transylvanie avec l'ancienne Roumanie — acte légitime, progressiste, œuvre du peuple roumain entier — et l'intervention contre la révolution prolétaire hongroise, qui a eu lieu l'année suivante.

L'agitation révolutionnaire des masses exprimait l'étroite liaison que celles-ci concevaient entre la réalisation de leurs revendications sociales et nationales. La revendication sociale la plus importante et la plus urgente était la réforme agraire dont la réalisation intéressait les masses paysannes pauvres, de toutes les nationalités. L'atmosphère brûlante était entretenue et alimentée, dans une grande mesure, par les milliers d'anciens prisonniers rentrés de Russie, influencés par les événements historiques de la révolution socialiste à laquelle ils avaient assisté et même participé, les armes à la main. « En ce qui concerne la libération sociale, la révolution a soulevé d'un seul coup toute la classe ouvrière hongroise, la haussant jusqu'à des sommets que, il y a quelques semaines, ils n'auraient jamais espéré atteindre »⁷ — affirmaient certains dirigeants du mouvement socialiste de l'époque.

Le nouveau régime hongrois, instauré par la révolution bourgeoise-démocratique, a adopté une position non réaliste en ce qui concernait le problème national. La position erronée du gouvernement Károlyi ne saurait diminuer, dans une mesure essentielle, l'importance historique de la révolution générale bourgeoise-démocratique des peuples de l'ancien Empire, dont la tâche nationale a trouvé sa solution dans le cadre de cette révolution et des particularités rappelées plus haut. Dans son premier numéro paru après le triomphe de la révolution, le journal socialiste « Adevărul » a publié le manifeste des intellectuels magyars les plus importants, manifeste adressé à leur nation et signé, entre autres, par le poète Ady Endre et le musicien Bartók Béla, lequel y ajoutait des appréciations chaleureuses quant à son contenu des plus avancés, ainsi qu'à l'adresse de ses auteurs qui « par leur labeur ont contribué pendant toute la guerre, à l'éveil du peuple magyar et à la préparation de la révolution victorieuse »⁸. Le manifeste soulignait l'idée que la nation magyare ne devait pas être confondue avec l'ancienne Hongrie, qui s'était effondrée dans l'abîme de l'histoire. « Nous aussi nous nous considérons comme une nation régénérée, une force maintenant remise en liberté, ainsi que nos frères qui, heureux eux aussi, accèdent à la nouvelle vie surgie des ruines de la monarchie. Soulagés, nous avons enfin la conscience que nous ne sommes plus forcés de donner notre appui à l'oppression. La liberté des nations sœurs est aussi une garantie de nos libertés. Nous n'avons plus

⁷ « Adevărul », XIV (1918), n° 43 du 28 octobre/10 novembre, p. 1.

⁸ *Ibidem*, p. 3-4.

de prétentions vis-à-vis des nations sœurs. Qui saurait être libre là où son voisin ne l'est pas ? Soyons tous libres ! Vivons ensemble en paix, comme des nations libres, comme des peuples libres. » Le manifeste des intellectuels magyars affirme également la précieuse idée de la nécessité du développement d'une collaboration étroite, pacifique, multilatérale, entre les peuples, fondée sur les principes de la liberté et de l'indépendance, collaboration qui sera destinée à réaliser « la société des nations ». Le manifeste s'achève avec l'affirmation d'un précieux credo humaniste : « La patrie est sacrée, mais l'humanité est plus sacrée encore. »

En saluant « L'écrasement de la tyrannie »⁹ dans un article de fond portant ce titre, le militant socialiste et publiciste roumain Tiron Albani écrivait : « Nous vivons les plus beaux jours, jamais vécus par l'humanité, cruellement éprouvée depuis des milliers d'années. La révolution s'étend à l'Europe entière et brise les chaînes sous lesquelles ployaient les peuples esclaves. Du sang des millions de prolétaires, versé sur tous les fronts, la révolution sociale a surgi et fait disparaître les trônes des tyrans et la domination des classes pourries de fainéants... La révolution a éclaté, d'abord, là où l'oppression et la corruption étaient plus grandes et maintenant elle s'étend aux pays les plus puissants de l'Europe et nous ne croyons pas que dans la mer de flammes, un seul îlot barbare échappe au feu. Après la Russie, la Hongrie a été le pays le plus corrompu et c'est ici que le feu s'est communiqué. Tout d'abord, porté par le vent d'Est, il a passé sur l'Autriche et ne s'est même pas arrêté aux portes de fer du plus puissant empire impérialiste — aux frontières de l'Allemagne. Et qui peut garantir aujourd'hui que la tempête qui s'est abattue sur Budapest, Vienne et Berlin ne s'étendra pas à Paris, Rome, Bucarest ou Belgrade ? » — se demande Tiron Albani.

L'abolition de la monarchie et la proclamation de la république démocratique était un des objectifs les plus puissants, largement accepté par les masses populaires dans la majorité des pays convertis par la vague révolutionnaire de l'automne 1918. En anticipant sur le déroulement des événements, l'organe socialiste des Roumains de Transylvanie écrivait — sous le titre significatif de « Vive la république ! La Hongrie sera une république »¹⁰ — que la révolution a délivré le pays du joug de la monarchie. Le nouveau gouvernement, relevé de son serment au roi, a prêté serment devant le Conseil National Magyar ; l'assemblée constituante sera appelée à décider de la forme constitutionnelle du nouvel Etat hongrois. « Le peuple de Hongrie doit être heureux d'être délivré du règne d'un roi et nous sommes convaincus que l'assemblée constituante prochaine va dé-

⁹ *Ibidem*, n° 44 du 3/17 novembre, p. 1.

¹⁰ *Ibidem*, n° 43, p. 3.

cider que la Hongrie soit une république. Les temps sont révolus où un homme pouvait régner sur un peuple entier, par la grâce de Dieu. »¹¹ En fait, dans le cas de la Hongrie, la lutte anti-monarchique avait un contenu politique accentué, immédiat, direct, relié à sa lutte pour l'indépendance, pour la rupture de tous les rapports politiques de subordination envers la Cour de Vienne, compte tenu précisément du fait que la dynastie des Habsbourg régnait tant sur l'Autriche proprement dite, que sur la Hongrie et que, depuis fort longtemps, l'empereur était en même temps roi de Hongrie.

La lutte républicaine contre les Habsbourg s'est étendue, comme il était d'ailleurs naturel, aux masses populaires de Transylvanie, animées de puissantes aspirations anti-monarchiques. On n'ignore pas qu'au cours des débats qui ont précédé la mise au point du programme de la Grande Assemblée Nationale d'Alba-Iulia du 1^{er} décembre 1918, le problème de la république a occupé une place de premier ordre, sous l'influence décisive des socialistes roumains¹² et des éléments avancés de la petite bourgeoisie, de l'intellectualité démocratique.

La combativité des masses a également déterminé en Hongrie l'avènement de la république. La contradiction entre l'essor populaire, déchaîné par le triomphe de la révolution démocratique à la fin du mois d'octobre 1918 et le maintien de l'ancienne forme constitutionnelle de l'Etat hongrois, était devenue flagrante et d'autant plus aiguë qu'en Autriche même, la monarchie venait d'être abolie (11 novembre). La vague des mouvements populaires s'est muée en gigantesques démonstrations de rue, surtout dans la capitale. Le 14 novembre, le roi Charles IV — qui ne régnait plus que de manière formelle — abdique et quitte la scène politique. Deux jours plus tard, le 16 novembre 1918, dans la grande salle de sous la coupole du parlement de Budapest, devant les représentants de la nation magyare libre, du Conseil National Central et des délégués de province, le gouvernement Károlyi a proposé la proclamation de la république et de l'indépendance de l'Etat hongrois. La proposition a été acceptée avec élan et confirmée par l'enthousiasme des dizaines de milliers de manifestants, porteurs de drapeaux tricolores et rouges, groupés sur la place du parlement. L'ancien parlement ainsi que la Maison des magnats (le Sénat), qui s'étaient réunis pour leur dernière séance, ont été dissous et la république démocratique indépendante hongroise a été proclamée.

¹¹ *Ibidem.*

¹² Alexandru Porțeanu, *L'apport du mouvement ouvrier et socialiste de Transylvanie au parachèvement de l'unité de l'Etat national roumain*, dans « *Revue Roumaine d'Histoire* », VII (1968), 6, p. 1007-1036.

« Dans toute la ville, les drapeaux flottaient au vent et les maisons étaient ornées de fleurs. Sur le parlement hongrois, auprès du drapeau national hongrois, flottait également l'étendard rouge du socialisme international. Au bout de mille ans, la royauté hongroise a été mise en terre et la république populaire magyare était proclamée. Ce jour-là, le travail a cessé partout et le peuple travailleur s'est rassemblé devant le parlement. » La proclamation de la république demandait au gouvernement de passer au plus vite à la réalisation du suffrage universel, égal et secret, de légiférer les libertés politiques, d'effectuer la réforme agraire ainsi que d'autres réformes démocratiques, exigées par le progrès de la société magyare. Ensuite, « Le Conseil National et les membres du gouvernement sont sortis devant le parlement et ont annoncé au peuple assemblé que la Hongrie était devenue une république. L'enthousiasme est indescriptible » ; c'est ainsi que les événements sont rapportés par la presse socialiste roumaine de Transylvanie¹³. Peu de temps après, Károlyi Mihályi lui-même est élu président de la république hongroise. Par la proclamation de l'Etat national hongrois, séparé de l'Autriche, *le dualisme austro-hongrois prenait fin automatiquement* ainsi que toutes les prérogatives des anciennes classes dominantes qui s'en servaient pour opprimer les peuples slaves et latins de l'Empire, affranchis eux aussi grâce à la lutte révolutionnaire des masses, au cours de l'automne de l'année 1918.

Il sied de relever qu'à la proclamation de la République hongroise, sur la place du parlement se trouvait également un groupe d'ouvriers roumains au nom desquels l'un des orateurs, Avramesco, a déclaré : « nous nous réjouissons de tout cœur de la proclamation de la République hongroise, mais notre joie sera sans limites lorsque sera proclamée la République roumaine. » Le salut au nom des ouvriers roumains était prononcé « les yeux pleins de larmes de bonheur... Vive la République hongroise, vive la république dans l'Europe entière... Il ne faut pas croire que nous sommes venus ici pour déclarer notre annexion à la République hongroise. Non ! Nous sommes venus ici en tant que socialistes roumains, pour manifester notre joie que chez nos frères magyars la République hongroise est née ». ¹⁴ La masse des citoyens magyars qui participaient à la gigantesque démonstration de la place du parlement de Budapest a fait un accueil chaleureux au groupe de manifestants roumains et a acclamé avec élan la manifestation spontanée et pleine d'enthousiasme des sentiments exprimés de manière si éloquente, qui étaient, en réalité, les

¹³ *Proclamarea Republicii Ungare* [La proclamation de la République Hongroise], dans « Adevărul », XIV (1918), n° 45 du 10/24 novembre, p. 2.

¹⁴ *Ibidem*. Voir aussi : V. Liveanu, 1918 — *Din istoria luptelor revoluționare din România* [1918 — Sur l'histoire des luttes révolutionnaires de Roumanie], Ed. Politică, Bucarest, 1960, p. 538—540.

sentiments de tout le peuple roumain pour l'événement historique passé dans la capitale hongroise. Quelques jours après, le poète socialiste Emil Isac signait dans le journal « Adevărul » un vibrant article intitulé : « Voyez de vos yeux le miracle »¹⁵, dans lequel il s'adressait aux lecteurs par des paroles pathétiques, en faisant l'office des morts à la dynastie des Habsbourg : « Ça y est ! Grand Habsbourg, la comédie a pris fin. La chandelle te brûle les doigts. Allez creuser votre tombe !... Nous voulons la fraternité, l'égalité avec tous les peuples, car ce ne sont pas les hommes qui furent nos ennemis, mais leurs maîtres. Ce sont les Habsbourg et les Hohenzollern et toute leur bande de fainéants royaux qui ont été nos ennemis, car ils ont réduit nos peuples à l'esclavage. » De telles preuves de l'adhésion sincère du peuple roumain à l'allégresse du peuple magyar constituent un témoignage solide des relations d'amitié, à travers les siècles, entre Roumains et Magyars, des belles traditions internationalistes du peuple roumain lequel, ayant combattu au cours des temps pour ses droits fondamentaux, a toujours soutenu la lutte juste des autres peuples pour la liberté et le progrès.

La proclamation de la République hongroise a eu un grand écho extérieur favorable, l'opinion publique progressiste internationale ayant décelé dans cet événement un pas essentiel en avant, sur la voie du progrès du peuple magyar, ainsi que pour l'instauration d'un climat de confiance et d'estime réciproque entre les peuples.

Sous la direction du Parti Communiste Magyar, créé en novembre 1918, les conquêtes de la révolution ont été développées pour aboutir au printemps de l'année 1919 (le 21 mars) à la prise du pouvoir par le prolétariat et à la proclamation de la République hongroise des Conseils, Etat nouveau de type socialiste, soutenu également par les masses ouvrières de Roumanie, au moyen de vastes actions de solidarisation et de protestation contre l'action contrerévolutionnaire de l'Entente et des gouvernants roumains. La révolution bourgeoise-démocratique a été donc le prélude nécessaire, une étape qui précéda et prépara la révolution prolétarienne. Les peuples roumain et magyar, en dépit des vicissitudes de l'histoire, se sont tendu la main au cours des siècles dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, malgré les tentatives de discorde provoquées par les classes exploiteuses, et ont fourni des exemples pleins de sagesse aux générations qui ont suivi jusqu'à nos jours. Le fait que tant le peuple roumain que le peuple magyar construisent et parachèvent l'édifice du socialisme consolide une amitié forgée par les meilleurs fils des deux peuples.

¹⁵ « Adevărul », n° 45, p. 3.

N. IORGA

ISTORIA LUI MIHAI VITEAZUL

[Histoire de Michel le Brave], Ed. militară, Bucarest, 1968, 459 p.

La parution de la monographie sur Michel le Brave, le voïvode qui a réalisé pour la première fois l'union politique des Pays roumains, devançant de trois siècles le grand acte de l'Union du 1^{er} décembre 1918, s'inscrit parmi les rééditions des œuvres les plus représentatives de l'historien N. Iorga. L'édition que nous présentons, due à N. Gheran et V. Iova, met en lumière un ouvrage paru il y a plus de trois décennies¹, mais dont la richesse d'informations et l'importance des aspects traités fait encore aujourd'hui la monographie la plus complète consacrée à la vie et à l'activité de Michel le Brave².

« L'histoire de ce livre — affirme Barbu Teodorescu dans l'introduction du volume — constitue un témoignage direct du labeur accompli par N. Iorga durant plusieurs décennies pour rassembler et mettre en valeur le matériel documentaire, pour la plupart inédit, sur lequel il a édifié son ouvrage. Depuis 1900, lorsque paraît sa première étude dédiée au héros de Călugăreni, et jusqu'en 1935, date à laquelle l'*Histoire de Michel le Brave*³ prend sa forme définitive, N. Iorga a compulsé les archives d'Europe et a publié un nombre impressionnant de documents concernant Michel le Brave et son époque, dont la valeur pour la recherche historique demeure encore intacte aujourd'hui⁴. Mais le livre n'est pas un

¹ N. Iorga, *Istoria lui Mihai Viteazul* [Histoire de Michel le Brave], 2 vol., Bucarest, 1935.

² N. Bălcescu, *Istoria Românilor sub Mihai Viteazul* [Histoire des Roumains sous Michel le Brave], dans *Opere* [Œuvres], II^e vol., Bucarest, 1953; I. Sirbu, *Istoria lui Mihai Vodă Viteazul, domnul Țării Românești* [Histoire du prince Michel le Brave, voïvode de Valachie], 2 vol., Bucarest, 1904—1907, les deux ouvrages inachevés; P. P. Panaitescu, *Mihai Viteazul*, Bucarest, 1936.

³ *Scurtă istorie a lui Mihai Viteazul în amintirea celor săvârșite acum 300 ani* [Brève histoire de Michel le Brave, en souvenir des faits accomplis il y a 300 ans], 1900; *Istoria lui Mihai Viteazul pentru poporul român* [Histoire de Michel le Brave pour le peuple roumain], 1901, 2^e et 3^e éd. 1908, 1917; en 1902, il commence la publication de l'*Histoire de Michel le Brave* dans la revue « Convorbiri literare », qu'il reprendra en 1935 (cf. éd. 1968, p. XVIII—XIX).

⁴ N. Iorga, *Studii și documente* [Etudes et documents], vol. I—III (1901), V (1903), VI, VII (1904), XI (1906), XVI (1909); Hurmuzaki, *Documente privind istoria Românilor*, XI^e vol., Bucarest, 1900, XV¹⁻², Bucarest, 1911, 1913; *Acte relative la războaiele și cuceririle lui Mihai Viteazul* [Actes concernant les guerres et les conquêtes de Michel le Brave], recueillis et publiés par N. Iorga, dans le XII^e vol. de la collection « Hurmuzaki », Bucarest, 1903 (1837 documents); actes intérieurs publiés dans le « Bulletin de la Commission des monuments historiques », III (1924), V (1927); *O istorie a lui Mihai Viteazul de el însuși* [Une histoire de Michel le Brave par lui-même], dans « Analele Acad. Rom. », Mem. sect. ist. s. III, t. V, p. 339—389.

« corpus des informations concernant le sujet », car le talent de prosateur de l'auteur a su joindre à la précision de la présentation scientifique l'expression plastique, en réalisant un ouvrage d'intérêt majeur : « une impulsion pour tant de gens et un exemple » (N. Iorga)⁵. Conçu initialement en deux volumes, l'ouvrage comprend dans l'édition actuelle deux parties, divisées en plusieurs chapitres, précédées des introductions de l'auteur de 1902 et 1935 et suivies en *Annexe* de trois conférences faites par N. Iorga en 1918-1919, portant sur *La politique de Michel le Brave*, *La commémoration de Michel le Brave à l'Académie Roumaine* et *Le destin de la renommée de Michel le Brave*, lesquelles complètent l'image de la personnalité du voïvode roumain qui a laissé des traces profondes dans l'histoire de l'Europe orientale de la fin du XVI^e siècle.

Le premier chapitre de la première partie est consacré à la recherche de l'origine de Michel le Brave, que l'auteur considère comme étant le fils illégitime de Pătrașcu le Bon (1554-1557). (*La famille de Michel le Brave*, p. 13-38). Dans le second chapitre, l'auteur présente un aperçu des rapports entre la Valachie et l'Empire ottoman dont l'ingérence dans les affaires intérieures des Pays roumains se fait de plus en plus sentir au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. (*La déchéance du voïvode Mihnea. Les circonstances de la Porte. Nos relations avec les Turcs* p. 39-51). Les fournitures en matériel et en aliments exigées par la Porte, l'installation des Turcs dans les Pays roumains et les abus des dignitaires ottomans qui violent l'autonomie interne, avec toutes les conséquences qui en découlent, constituent quelques jalons permettant de définir la nature des relations imposées par la Porte aux Pays roumains. L'empire lui-même en pleine décomposition intérieure, dirigé par des sultans incapables, mais avides d'argent, était devenu un organisme parasitaire, dont le but était l'exploitation au maximum des pays subjugués.

Le troisième chapitre s'occupe de l'histoire intérieure des Pays roumains dans les années précédant le règne de Michel. Ștefan Surdul [Etienne le Sourd] (1591-1592), Alexandru cel Rău [Alexandre le Mauvais] (1592-1593) en Valachie, et Aron Tiranul [Aron le Tyran] (1591-1595) en Moldavie sont des voïvodes faibles, manquant de l'appui des grands boyards, se maintenant sur le trône avec l'aide des créanciers turcs, dont la présence dans le pays suscite le mécontentement de toutes les catégories sociales. C'est dans ce cadre que se déroule la carrière politique de Michel le Brave, qui s'élève en quelques années à la plus haute dignité du pays, celle de *ban* de Craiova. Le soutien d'une grande partie des boyards ainsi que celui de quelques personnalités influentes de Constantinople lui permettront d'accéder au trône, à un moment où l'Empire ottoman s'était engagé dans une longue guerre avec les puissances chrétiennes. (*Les prédécesseurs et les voisins de Michel: Ștefan Surdul, Alexandru cel Rău, Aron. Michel monte sur le trône*, p. 52-95).

Les difficultés financières auxquelles eut à faire face le nouveau voïvode de Valachie, du fait des dettes contractées à Constantinople pour payer son accession au trône et de l'impossibilité de résoudre ce problème par les moyens employés par ses prédécesseurs, ont précipité la décision de Michel le Brave de secouer le joug ottoman par la force. Les conditions extérieures dans lesquelles se sont déroulés ces événements et les relations diplomatiques grâce auxquelles s'est réalisée la participation des Pays roumains dirigés par Michel le Brave, Aron Tiranul et Sigismund Báthory à la coalition des puissances chrétiennes ayant à leur tête l'Empire des Habsbourg, font l'objet du quatrième chapitre de l'ouvrage. (*La première année du règne de Michel. La révolte contre les Turcs*, p. 96-132).

Le massacre des créanciers turcs le 13 novembre 1594 allait constituer le signal du déclenchement de la guerre anti-ottomane. L'auteur décrit les actions militaires de Michel, l'attaque des garnisons turques sur le Danube, les combats de Putinei, Stănești, Serpătești

⁵ N. Iorga, dans *Introduceri* (Introductions), éd. 1968, p. 6-11.

et Roustchouk, ainsi que les opérations des armées moldaves au sud du pays. Ces actions provoquèrent la colère des Turcs qui s'apprêtèrent à jeter dans la lutte une grande armée destinée à anéantir le foyer de la révolte de Valachie. Devant ce danger, Michel accepte le traité imposé par Sigismond Báthory le 20 mai 1595, premier pas vers la domination des Pays roumains par le prince de Transylvanie, et se prépare à la guerre. (*La rupture avec les Turcs et les premiers combats. Le plan de domination de toute la Dacie de Sigismond Báthory*, p. 133—171).

Au chapitre suivant intitulé *L'affirmation de l'indépendance. Les grands combats de 1595* (p. 172—204), N. Iorga décrit les combats livrés par les troupes commandées par Michel le Brave, dont le point culminant est constitué par la victoire de Călugăreni, remportée sur les envahisseurs turcs, commandés par Sinan Pacha (13/23 août 1595). L'auteur insiste également sur la campagne pour le refoulement des Turcs de Valachie, à l'automne de la même année, à laquelle participa également Sigismond Báthory, qui s'arrogea les lauriers de la victoire remportée par Michel le Brave, en dépit du fait qu'aucune source historique ne fait état de sa contribution personnelle à ces combats.

Au cours des deux années suivantes, Michel repousse une série d'invasions des Tartars, en facilitant ainsi les actions des troupes impériales en Hongrie, mais à défaut des moyens nécessaires pour la continuation de l'offensive il se contentera d'organiser des actions de moindre envergure au sud du Danube, ce qui lui vaudra sa reconnaissance par les Turcs. N. Iorga nomme cette période de l'histoire de Michel *La défensive de 1596—1597. Le plan byzantin* (p. 205—229), désignant ainsi le projet d'une grande expédition dirigée par le voïvode au sud du Danube en vue de la libération de la Bulgarie et des autres territoires occupés par les Turcs et ayant appartenu à l'Empire byzantin.

La discussion du *Problème de la Transylvanie* (p. 230—271), ouverte par l'abdication de Sigismond Báthory et l'élection comme prince de Transylvanie du cardinal Andrei Báthory, l'homme de confiance des Polonais, ce qui entraînait pratiquement le retrait de la Transylvanie de la coalition anti-ottomane, achève la première partie de la monographie.

La seconde partie est consacrée aux événements allant de 1599 à la mort de Michel en 1601. *La conquête de la Transylvanie* (p. 275—310), à la suite des divergences survenues entre Michel le Brave et Andrei Báthory qui lui avait demandé de renoncer au trône et de quitter le pays, se réalisera rapidement, Michel agissant dans l'esprit offensif qui caractérisait ses exploits militaires. La bataille de Șelimber, près de Sibiu, du 18/28 octobre 1599, magistralement conduite par Michel, mettra fin au règne du cardinal. Cette bataille entraînera la conquête de la Transylvanie et marquera en même temps la première étape dans l'œuvre d'unification politique des Pays roumains.

Mais la domination de la Transylvanie était loin de constituer une tâche aisée, Michel ayant à lutter non seulement avec ses ennemis intérieurs et extérieurs, mais également avec les prétentions de ses alliés impériaux, lesquels cherchaient à limiter son autorité sur la province conquise. *La lutte avec les hommes de l'empereur* (p. 311—334) fait l'objet du chapitre suivant de la seconde partie de l'ouvrage, N. Iorga mettant ici en évidence les qualités diplomatiques de Michel le Brave.

La deuxième étape de l'unification politique des Pays roumains se réalisera au printemps de l'année 1600 par la *Conquête de la Moldavie* (p. 335—355), liée aux Polonais. N. Iorga y décrit les opérations militaires dirigées par Michel et ses négociations diplomatiques avec le roi de Pologne Sigismond III, tendant à prévenir d'éventuelles contre-actions du royaume voisin, lequel se voyait menacé dans son influence dans l'est de l'Europe. La description de l'organisation du gouvernement et des mesures administratives prises par Michel durant la brève domination de la Moldavie met fin à ce chapitre, dans lequel le voïvode nous est présenté à l'apogée de sa brillante carrière politique.

La révolte de la noblesse transylvaine (p. 356—367), le 1^{er} septembre 1600, constituera le signal du refoulement de Transylvanie des troupes de Michel, et en même temps celui du commencement du déclin, hâté par la défaite subie à la bataille de Mirăslău (18 septembre 1600), dans laquelle les forces de la noblesse révoltée s'unirent à celles du général impérial Basta.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré aux combats acharnés livrés par Michel le Brave pour la défense de la Valachie à l'automne de l'année 1600, contre l'armée polonaise commandée par le chancelier Jan Zamoyski, lequel avait conquis la Moldavie au cours du mois de septembre. Les combats de Năieni, Ceptura, Bucovel et Argeş avec les Polonais durant les mois d'octobre et de novembre constituent des témoignages de son héroïsme dans la lutte contre les envahisseurs étrangers.

La *Perte de la Valachie* (p. 364—400) déterminera Michel le Brave à prendre le chemin de l'exil vers la cour impériale de Prague, dans l'espoir d'obtenir des secours militaires. L'occasion se présentera bientôt par le retour de Sigismond Báthory en Transylvanie et l'expulsion des commissaires impériaux. Le 3 août 1601, les armées de Michel le Brave et du général G. Basta gagnent la bataille de Gorăslău contre Báthory, mais l'assassinat de Michel par l'ambitieux Basta le 9 août mettra brusquement fin à la vie et à l'activité de celui qui « a accompli une fois — une seule fois — l'étonnant miracle de notre réunion sous le même drapeau victorieux »... (N. Iorga).

Par rapport aux monographies antérieures de N. Bălcescu et I. Sîrbu consacrées au règne de Michel le Brave, l'ouvrage de N. Iorga apporte un surplus de documentation et une exposition chronologique complète du sujet, dont nous pouvons seulement relever l'absence de l'étude du facteur économique dans la politique intérieure de Michel. Et cela parce que, dans la conception de l'auteur, *l'Histoire de Michel le Brave* est une histoire des événements politiques et militaires, mais surtout une histoire de Michel lui-même. « Michel est avant tout un soldat — écrivait N. Iorga — dans l'acception la plus parfaite et la plus belle du mot. Pas un soldat de proie, comme tant d'autres à son époque, tel son rival et son meurtrier de plus tard, Basta... Impatient, peu réfléchi parfois, il est, depuis qu'il a commencé à vivre, un débordement de feu. » C'est ainsi que N. Iorga voyait la personnalité de Michel le Brave et c'est ainsi qu'il la présente dans son livre, dont la réédition lors du 50^e anniversaire de la réalisation de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie constitue un hommage rendu au héros de Călugăreni.

C. Rezachevici

GHEORGHE CRONȚ
 INSTITUȚIUNI MEDIEVALE ROMĂNEȘTI : ÎNFRĂȚIREA
 DE MOȘIE — JURĂTORII

[Institutions médiévales roumaines : l'affrètement — les cojureurs], Ed. Academiei,
 Bucarest, 1969, 242 p.

Par l'ample matériel documentaire dans lequel a puisé l'auteur de l'ouvrage *Înfrățirea de moșie și jurătorii*, par la technique de l'interprétation de ce matériel, envisagé en fonction des facteurs sociaux des siècles sur lesquels il s'est penché, siècles qui ont précédé la formation de l'Etat de Valachie (XIV^e siècle) et qui ont suivi celle-ci, par la méthode de recherche comparative dont l'auteur a usé — ces anciennes institutions roumaines étant

également rapprochées des institutions semblables de la vie d'autres peuples — l'ouvrage peut servir de modèle aux monographies que nous attendons pour aboutir à l'élaboration de l'ouvrage de synthèse *l'Histoire de l'État et du Droit du peuple roumain*.

Ayant formulé nous-même, dès le début de nos recherches (1926) concernant le problème si controversé de l'origine des anciennes coutumes roumaines, la thèse selon laquelle les plus expressives de ces coutumes ne sont pas dues à des emprunts faits à d'autres peuples (slaves, germaniques), mais ont germé et ont pris racine dans la terre même de notre peuple, nous constatons que l'historien et le juriste G. Cronț démontre d'une manière persuasive l'idée que « les très anciennes traditions juridiques des populations autochtones dont est issu le peuple roumain », sont *les fruits de cette terre*.

Nous relevons le fait que l'auteur de ces deux monographies — *l'Affrèrissement et les Cojureurs* — procédant à l'analyse critique et comparative, à la lumière d'institutions sociales semblables existant chez des peuples voisins, renforce et précise encore plus la thèse du caractère autochtone de ces pratiques juridiques de notre peuple.

Recherchant la genèse des institutions de la vie de celui-ci, en les comparant à celles des peuples voisins, l'auteur montre à juste titre que les similitudes ne sauraient être attribuées à de simples emprunts, comme voulaient bien le croire les théoriciens du caractère slave de nos anciennes institutions coutumières. A l'appui de la thèse que les similitudes d'institutions de la vie de peuples voisins et même *cohabitants* n'impliquent pas nécessairement des emprunts, nous pourrions encore avancer un autre argument : ne trouve-t-on pas des formes de vie, des coutumes, des institutions semblables chez des peuples qui n'ont jamais cohabité, pas plus qu'ils n'ont été voisins ? Celui qui élargit l'horizon de ses investigations constate l'existence de coutumes semblables ou même identiques dans la vie de peuples entre lesquels n'ont même pas existé de *contiguités territoriales*. Ces similitudes ne sont donc pas dues à des emprunts ou à des influences, mais sont des phénomènes naturels à une certaine phase de l'évolution de la société humaine.

Dans cet ordre d'idées, l'auteur affirme que les institutions de *l'affrèrissement* et des *cojureurs* « ont leurs racines dans les très anciennes traditions juridiques des populations autochtones dont est issu le peuple roumain », dont les institutions « se sont ensuite développées sous des formes propres ».

L'auteur étudie à l'aide de documents et interprète d'une manière convaincante les traits originaux des deux institutions qui font l'objet de son ouvrage.

Le premier chapitre de celui-ci est consacré à l'institution de *l'affrèrissement* et démontre, par l'analyse de nombreuses sources documentaires ainsi que par celle de l'historiographie concernant cette institution, que celle-ci trouve son point de départ dans la « société gentile de la commune primitive » et qu'elle tendait initialement à constituer un moyen de défense des « affrérés » contre « les adversités et les dangers », l'institution prenant avec le temps un contenu social, à savoir celui de garantir réciproquement aux « affrérés » la possession de la terre appartenant à la communauté de ceux qui, par ce moyen technique, devenaient « frères quant à la terre », l'institution acquérant ainsi le caractère d'une convention à effets patrimoniaux.

Étudiant les applications juridiques de l'affrèrissement à travers le prisme de son conditionnement social, l'auteur fait ressortir les conséquences de cette « parenté artificielle » employée souvent en vue de défendre les « affrérés » contre l'infiltration d'étrangers dans la communauté familiale. Particulièrement intéressante et inédite est la constatation de l'auteur de cette méritoire monographie, selon laquelle par l'affrèrissement des membres de la famille avec les filles mariées celles-ci acquéraient le droit de demeurer dans le groupe familial paternel et, par suite, de posséder les biens fonciers de la famille et d'en hériter. C'est par cette technique qu'a été ouverte dans les coutumes de Valachie et a été parcourue la voie qui a abouti à l'égalisation de la vocation successorale des filles et des fils, idée que l'auteur

formule d'une manière suggestive en montrant que « l'affrèrissement est un acte translatif de possession foncière, employé pour la modification de l'ordre successoral établi par la coutume ».

Exposant les nombreuses applications des affrèrissements aux XV^e — XVII^e siècles, employés parfois par les féodaux pour la légalisation de l'accaparement des terres de paysans, et quelquefois par les paysans pour faire obstacle aux tendances d'infiltration d'étrangers dans leurs terres, l'auteur achève cet intéressant chapitre en montrant que l'Eglise elle-même a exercé son influence sur la technique populaire de l'affrèrissement, lequel s'accomplissait parfois sous le symbole de la croix, sans pour autant que la très ancienne coutume de l'affrèrissement perdît sa validité lorsqu'il s'effectuait en l'absence de ce symbole.

En concluant l'analyse de l'institution de l'« affrèrissement », citons l'expressive caractérisation de cette institution étudiée par l'auteur tant sous l'aspect de son *origine* que sous celui de son *efficience* dans la pratique du peuple roumain du sud des Carpates : « par ses effets patrimoniaux, amplement attestés en Valachie, l'institution peut être caractérisée historiquement comme le *type roumain dans la pratique universelle des liens fraternels*. C'est un aspect de l'originalité de la vie juridique roumaine au moyen-âge et au début de l'époque moderne. Par sa fonction patrimoniale, l'affrèrissement a appuyé la féodalisation de la société roumaine ».



La seconde monographie du volume dont nous nous occupons maintenant est consacrée à l'institution des *cojureurs en Valachie*, laquelle a connu dans notre littérature historique et juridique des interprétations variées et a suscité maintes controverses. Les uns lui ont attribué une origine *romaine* (B. P. Hasdeu), d'autres une origine *germanique* (A. D. Xenopol) ou *germano-slave* (I. Peretz); la plupart y ont vu une origine *slave* (C. Dissescu, Paul Negulescu, Ștefan Berechet et autres). Plus rares ont été ceux qui ont soutenu l'origine *autochtone-trace* (Georges Fotino) des cojureurs et c'est parmi ces derniers théoriciens que se range le professeur G. Cronț, qui, étayé d'une sérieuse documentation et par une interprétation serrée, s'attache au contenu *social* de l'ancienne justice roumaine administrée à l'aide des cojureurs et explique « par la genèse thrace ainsi que par la survivance d'une tradition romaine... le caractère autochtone et la continuité de cette institution chez les Roumains ».

L'auteur, mettant l'origine des cojureurs dans les coutumes du peuple roumain, se livre en même temps à une ample étude sur l'institution chez des peuples vivant dans les régions les plus variées, par exemple chez les anciens Babyloniens qui ont connu la pratique des cojureurs *au cours des millénaires antérieurs à notre ère*, ou les Scythes, chez lesquels Hérodote révèle l'existence de l'institution quelques siècles avant notre ère, ainsi que chez les Grecs et les peuples germaniques et slaves. Il conclut — constatant — ce qui constitue une solution judicieuse du problème tellement controversé — « la ténacité des traditions thraces et leur raccord avec les coutumes romaines en Dacie », d'où le caractère autochtone de cette institution populaire roumaine.

Niant le caractère slave de la pratique des cojureurs — ce que nous avons fait nous-même dans quelques ouvrages antérieurs —, l'historien et le juriste G. Cronț invoque comme très significative à l'appui de sa thèse la terminologie latine concernant l'institution, à savoir : *jurāmint* (juramentum), *jurători* (juratores), *oameni buni și bătrâni* (homines boni et veterani), terminologie qui « nous ramène à l'époque de la formation de la langue roumaine sur la base du latin ».

Une caractéristique de cette monographie qui la différencie qualitativement de maints ouvrages de notre historiographie juridique plus ancienne est celle d'avoir examiné nos anciennes coutumes selon le critérium de leur fonction sociale ainsi qu'en comparaison des coutumes fréquemment pratiquées chez beaucoup d'autres peuples, en réussissant à prouver l'ine-

exactitude des interprétations antérieures selon lesquelles l'institution aurait été empruntée à d'autres peuples.

Fondé sur une vaste documentation — plus de 1.200 documents —, analysant cette pratique populaire des cojureurs du point de vue de son conditionnement social et l'interprétant selon la conception matérialiste de l'histoire et la méthode comparative, l'auteur explique l'institution en éliminant l'hypothèse de l'emprunt à d'autres peuples, en voyant la genèse dans les relations sociales propres à notre peuple, basées sur la société gentilice, fait constaté également chez d'autres peuples du Moyen Age, dans l'organisation sociale desquels les relations gentilices, la solidarité familiale et tribale exprimée par la preuve par cojureurs ont longtemps persisté.

Nous ne saurions relever dans une présentation sommaire de problèmes si complexes — soigneusement analysés et judicieusement résolus par G. Cronț dans son ouvrage — tous les aspects de cette institution de droit coutumier dans laquelle se reflète la vie juridique du peuple roumain, vie dans laquelle s'affirme avec prééminence le rôle de la classe dominante. Mentionnons, entre autres, le chapitre sur la terminologie concernant les *cojureurs*, l'auteur montrant *statistiquement* que dans les documents — à partir du XVII^e siècle — le terme *jurători* apparaît rarement, étant remplacé la plupart du temps par celui de *boieri* [boyards] ce qui le mène à la conclusion bien documentée que les cojureurs faisaient partie de la classe des boyards, des couches des enrichis « par la stratification continue de celles-ci ». Nous devons faire mention ici de la constatation de l'auteur que cette terminologie constitue la première preuve du caractère féodal de l'institution des cojureurs.

L'auteur, mettant l'accent sur ce caractère féodal, pousse plus loin son analyse, en faisant ressortir le rôle du prince, lequel « en tant que représentant de la classe dominante » servait les intérêts de cette classe, arbitrant souvent les litiges civils « pour satisfaire les intérêts des féodaux ». Il appuie cette affirmation sur une étude *statistique*, de laquelle il résulte que la plupart des procès jugés sur la base de la preuve par cojureurs étaient gagnés par les « grands boyards » et les monastères. De la sous-division de ce chapitre final de la monographie, dans lequel l'auteur suit chronologiquement les procès jugés selon la technique des cojureurs, se dégage la conclusion que ces sortes de procès deviennent de plus en plus rares vers la fin du XVIII^e siècle, phénomène explicable par le fait du développement de l'appareil de l'Etat et de l'emploi de plus en plus fréquent de la preuve par écrit en justice. Les cojureurs finirent par disparaître, constate l'auteur.



Caractérisé par un vaste matériel documentaire et une sélection judicieuse de celui-ci, par l'interprétation des phénomènes juridiques en fonction de la structure de la société médiévale roumaine et de l'évolution des facteurs sociaux, par l'analyse matérialiste dialectique des institutions coutumières de notre peuple et par l'étude de l'évolution dans le temps des institutions, à laquelle sont jointes des statistiques, l'ouvrage, dans lequel l'auteur prend une position critique à l'égard de l'historiographie antérieure, élargit la voie ouverte par les recherches plus récentes et qui aboutiront à la grande synthèse attendue consacrée à *l'histoire de l'Etat et du droit du peuple roumain*.

EMIL VÎRTOSU

PALEOGRAFIA ROMÂNNO-CHIRILICĂ

(Палеография румынских документов, написанных кириллицей), Ed. Academiei, București, 1968, 347 p. + 41 pl.

Работа проф. Эмиля Виртосу, прекрасного специалиста с более чем 40-летней практикой в области кирилловского письма, показывает, какие усилия приложил автор ради обогащения знаний научных исследователей все более новыми и интересными данными из истории румынской письменности и языка в эпоху феодализма. Более 10 лет тому назад проф. Э. Виртосу в своей статье, озаглавленной *Из кирилловской румынской палеографии**, обобщил ценные наблюдения, касающиеся в основном технической стороны письма (алфавит, формы сокращений, диакритические знаки, криптография, цифры и т.д.).

Рецензируемый том охватывает значительно более полную проблематику. Сам автор определяет ее в предисловии к книге, отмечая, что его целью является «выяснение основных вопросов румынской кирилловской письменности, связанных, во-первых, с вытеснением славянского языка из господарской канцелярии и церкви и, во-вторых, с «появлением, развитием и исчезновением румынского кирилловского письма в румынских княжествах».

Возможность более широкого подхода к информации из области румынской палеографии является в значительной степени следствием того, что проф. Виртосу расширил сферу своих исследований: кроме прочтения документов, автор предпринял изучение рукописей, надписей, пометок и даже печатных румынских изданий на кириллице, начиная с книг Кореси. К этому следует добавить явное стремление проф. Виртосу проникнуть в глубину многообразных аспектов, составляющих объект его исследования.

Интерпретируя использованные материалы сквозь призму эволюции общества в карпато-дунайской зоне, автор в своем обобщающем труде, единственном с точки зрения полноты изложения из всех вышедших до сих пор в Румынии книг по данной специальности — смог представить, по его собственным словам, «образ кирилловского письма в его историческом развитии».

Книга состоит из следующих четырех глав:

I. *Происхождение, распространение и эволюция кирилловского письма у румын*; II. *Румынская кирилловская палеография*; III. *Замена кирилловского алфавита латинским в румынских княжествах*; IV. *Переписка и издание румынских кирилловских текстов*. В приложениях автор помещает различные исторические тексты, давая им оригинальную интерпретацию, а также библиографию, что способствует более полному пониманию некоторых аспектов его работы.

Введение предлагает вниманию читателя, помимо отдельных сведений общего характера, относящихся к изучаемой области, данные о том интересе к палеографии в Румынии, который проявился в высшей школе тотчас после основания Бухарестского (1864 г.) и Ясского (1860) университетов. Следствием назначения Д. Ончула, в 1904 г., директором Государственных архивов явилось открытие при архивах курсов по палеографии. Подобные курсы продолжались и в университете, позже благодаря заботам проф. Иоана Биану. Именно в результате этого смогли выйти в свет альбомы и сборники текстов, необходимые для ознакомления и углубленного

* *Documente privind istoria României, Introducere*, vol. II, Buc., 1956.

изучения кирилловского письма. Отправным пунктом тщательного исследования, принятого проф. Выртосу, уже с первой главы, является дискуссия—столь запутанная и противоречивая — о происхождении и обстоятельствах возникновения славянских азбук и об их распространении среди румын. Автор придерживается того мнения, что Кирилл (Константин Философ) создал глаголицу используя некоторые буквы византийской скорописи IX в. с добавлением к ним отдельных знаков из древних восточных алфавитов (древнееврейского, самаритянского, коптского и т.д.), составив таким образом азбуку сначала из 38 букв, а позже доведя их количество до 40.

Собственно говоря, кирилловская азбука, как утверждает автор, была изобретена одним из ближайших последователей Кирилла, и состояла из 43 букв (хотя вначале, считают, она имела 38 знаков, заимствованных большей частью из уставного греческого письма).

Во втором параграфе первой главы проф. Э. Выртосу, возвращаясь к дискуссии о времени употребления кирилловской азбуки в письменности румынского населения, рассматривает точки зрения более ранних исследователей, начиная с книги Димитрия Кантемира *Descriptio Moldaviae*, в которой утверждается, что написание на славянском языке было введено у нас во время Александра Доброго, хотя, с другой стороны, в той же работе находит место идея, что молдаване пользовались латинскими буквами вплоть до Флорентийского собора (1439 г.)

Подвергая критике взгляды своих предшественников, Эмиль Выртосу допускает возможность использования, до введения кирилловской азбуки и славянского языка в румынских княжествах, рукописей, написанных латинскими буквами, как следствие существования христианства, сведения о котором пришли сюда через посредство римлян. С IX—X вв., после принятия христианства к югу от Дуная и консолидации Болгарского государства, а также роста его влияния на Балканах, можно говорить, как считает автор, в согласии с мнением историка П. П. Панаитеску, о введении славянского языка к северу от Дуная в качестве официального церковного и канцелярского языка.

Несмотря на то, что самые древние тексты на румынском языке, написанные кириллицей, относятся лишь к XVI в., влияние румынского языка, как показывает и проф. Э. Выртосу, чувствовалось задолго до этого. Это доказывается грамматической структурой и наличием румынских слов, сохранившихся в лексике славяно-румынских текстов XIV—XV вв.

Автор приводит затем новые аргументы к дискуссии о первых письменных памятниках на румынском языке, упоминая о самом древнем из них — письме Няшу из Кымпудунга 1521 г., а также приводя в пример тексты на старорумынском языке, приписываемые марамурешской зоне, и другие рукописи, такие как двуязычный славяно-румынский «Номоканон», написанный в 1581 г. в монастыре Путна, или некоторые поучительные книги (например «Цвет даров»), датируемые приблизительно 1583 г. Проф. Выртосу справедливо указывает на тот факт, что румынский язык сначала использовался в частных документах, в частных договорных актах, но к концу XVI в. начал применяться и в документах, исходящих от правительственных учреждений.

Что касается эволюции румынского кирилловского письма в XVI—XIX вв., автор останавливается на той роли, которую сыграли канцелярии Молдавии и Валахии в деле распространения и изменения письма на протяжении веков, а также на особом положении Трансильвании, где акты правительственных канцелярий издавались с использованием иного алфавита и на другом языке.

Освещая на следующих страницах своего труда *типы письма*, автор показывает, что среди румынских кирилловских текстов не сохранилось документов, написанных унциальным письмом, но в документах XVI в. на румынской кириллице ис-

пользовался полуунциальный тип письма. Написание скорописью также применялось в XVI—XIX вв. в румынских княжествах.

В культивировании румынского кирилловского письма важную роль, кроме господарских канцелярий, сыграли также монастыри и деятельность многих городских и сельских дьяков и грамматиков.

Первая глава книги завершается параграфом *о подделке документов и старом румынском законодательстве о пластографии и пластографат*.

Во второй главе представлены многочисленные материальные элементы румынского кирилловского письма, начиная с видов писчего материала (пергамен, бумага) и до бумажных фабрик, чернил, инструментов письма, используемых дьяками (песочница, перья, рестав-линейка, пергел-циркуль, хараг — чертежный инструмент). После объяснения менее употребляемых терминов, перечисленных выше, Э. Выртосу представляет данные об алфавитных знаках, об «отдельных буквах или группах букв», о вспомогательных знаках письма (знаки ударения, титла, апострофы и т.д.). Затем даются примеры сокращений, некоторые замечания в связи с криптографией (тайнописью), числовыми знаками и элементами румынской средневековой хронологии.

В третьей главе, как и в предыдущей, на основе богатого материала, неустанно собираемого автором в течение всей его долгой научной деятельности, он освещает различные проблемы замены кирилловского алфавита латинским. Как напоминает Э. Выртосу, первая известная до сих пор книга, напечатанная на румынском языке латинским шрифтом, — это псалтырь в стихах, вышедший в 1570 г. в Трансильвании.

Лука Строич написал в 1593 г. в Молдавии на румынском языке и латинским алфавитом «Отче наш» для польского эрудита Станислава Старниского. Молдавский логофет подписывал латинскими буквами даже отдельные документы, выходящие из молдавской канцелярии, как например, документ от 19 июля 1580 г.

В Валахии самыми древними примерами подобного рода являются, как показывает Э. Выртосу, подписи дочери Петрашку-Воды и внучки Михая Храброго Илинки Леурдяну, найденные автором на актах от 24 июля 1641 г., 10 января 1642 г. и др. В хронологическом порядке освещается затем деятельность Вито Пилуцио, католического миссионера, ставшего епископом города Бакэу, по напечатанию в 1677 г. на румынском языке католического катехизиса, а также деятельность главных представителей трансильванской школы, начиная с 1779 г. — время выхода «Молитвенника», напечатанного латинским шрифтом. Работа Янаке Вэкреску *Замечания или наблюдения относительно румынской грамматики*, напечатанная в 1787 году в Рымнике, представляет собой еще одно доказательство попыток заменить кирилловское письмо латинским, участвовавших в конце XVIII — начале XIX века. Самым ценным, однако, трудом подобного рода является грамматика Иоана Элиада, изданная в 1828 г. в Сибиу. Под ее влиянием, год спустя, великий логофет Валахии Динику Голеску потребовал отмены системы письма с надстрочными знаками. Далее автор исследует переходные алфавиты, употребляемые в период 1845—1859 гг., подчеркивая в то же время требования реформы для замены кирилловского письма латинским, требования, которые были включены и в программу революционеров 1848 г. Затем автор сообщает данные, относящиеся к официальным реформам, осуществленным в 1850 и 1860 гг. Что касается Молдавии, автор и здесь прослеживает наиболее важные этапы исследуемого процесса, начиная с первой печатной работы на румынском языке 1838 г. и кончая деятельностью центральной фокшаньской комиссии в 1859 г. В отношении Трансильвании читатель узнает, что, в принципе, написание на румынском языке латинскими буквами было введено в 1853 году.

В четвертой главе проф. Э. Выртосу занимается различными проблемами, связанными с копированием и изданием румынских текстов, написанных кириллицей.

После ознакомления с методами, применяемыми издателями румынских документов в прошлом, автор ставит на обсуждение целый ряд предложений, расширяющих круг знаний специалистов и могущих способствовать установлению единой системы переписки румынских кирилловских документов. Помимо указания соответствующего эквивалента кирилловских знаков в латинском алфавите, автор подробно останавливается на многочисленных аспектах восстановления сокращений и пр.

В приложениях приводятся списки слов, пишущихся обычно сокращенно (с соответствующими восполнениями), а также правила орфографии, каллиграфии, пунктуации, тексты из румынской грамматики И. Элиаде и различные другие замечания автора, собранные под рубрикой *Личный вклад* и относящиеся к документам молдавской господарской канцелярии.

В конце работы прилагается 41 иллюстрация и список основной литературы.

Благодаря богатству документального материала, приведенного автором, — который постоянно и настойчиво на протяжении всей своей научной деятельности следил за проблемами, стоящими перед исследователями и издателями румынских кирилловских текстов, особенно документов, — рецензируемая нами монография представляет собой самый ценный труд в области данной специальности.

Она, безусловно, послужит делу более основательной подготовки тех, кто занимается научной работой в области румынской кирилловской палеографии, где огромный документальный материал, накопившийся на протяжении более четырех столетий, ждет еще своего исследователя.

C. Bălan

BCU Cluj / Central University Library Cluj

BALA VEHBI

JETA E ELENA GJIKËS (DORA D'ISTRIA)

[La vie d'Hélène Ghica (Dora d'Istria)], Editions «Naim Frashëri», Tirana, 1967, 108 pages

Dans la littérature européenne du XIX^e siècle, l'écrivain roumain Hélène Ghica occupe une place importante, étant rangée à côté de Madame de Staël, de George Sand, ou de la Comtesse d'Agoult. Femme cultivée, douée d'une rare sensibilité artistique et d'un talent littéraire exceptionnel, elle était arrivée à être appréciée dans les milieux intellectuels les plus influents de l'époque. Elle s'est fait remarquer par ses écrits comme un des soutiens les plus actifs de la lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples des Balkans.

Usant d'un précieux matériel documentaire, en grande partie inédit, tiré de la correspondance de l'écrivain avec Jérôme de Rada (Girolamo de Rada), ainsi que d'une riche bibliographie roumaine, le chercheur albanais Vehbi Bala a réussi à mettre au jour une intéressante monographie sur la vie et l'activité de cet écrivain, connue surtout sous le pseudonyme de Dora d'Istria. Quoique l'auteur du livre affirme qu'il considère Hélène Ghica comme une figure « exclusivement au service de la cause albanaise », il ressort de l'ampleur du matériel présenté et des informations citées qu'elle appartient dans une mesure presque égale à tous les peuples opprimés, car, comme le disait Nicolas Iorga « elle a été la propagatrice d'une

croissance militante. Le libéralisme anticlérical a trouvé en elle une combattante infatigable. De même le droit à l'existence des nations »¹.

Dans ce XIX^e siècle, un véritable siècle de la renaissance nationale des peuples des Balkans, Hélène Ghica a tâché par ses écrits de populariser leur lutte et leurs idéaux en Europe Occidentale, dans le but d'attirer l'attention et d'éveiller l'intérêt des hommes politiques et cultivés du temps pour les problèmes du sud-est européen, en servant ainsi la cause de la liberté et de l'indépendance de tous les peuples de cette partie du monde et particulièrement du peuple albanais, lequel avait le plus grand besoin de s'affirmer comme nation indépendante, ayant sa propre culture nationale, et qui était demeuré plus longtemps sous la domination de l'empire ottoman.

L'auteur procède à une analyse profonde et compétente de la situation socio-économique et politique de la Valachie dans la première moitié du XIX^e siècle, dans laquelle il place l'activité de la famille Ghica, son rôle dans la vie politique et les liens de l'écrivain avec la vie culturelle roumaine. Ion Eliade Rădulescu, cité par l'auteur, lui témoignait toute son affection, tandis que l'Etat roumain devait lui décerner plus tard l'ordre « Bene Merenti », I^{re} classe. Dans sa monumentale histoire de la littérature roumaine, George Călinescu la caractérisait ainsi : « Dora d'Istria, publiciste de renom européen (1828—1888), fille du ban Michel Ghica et de Catinca Faça. » Née en Valachie d'une famille distinguée d'intellectuels et d'hommes politiques roumains, descendants d'une vieille famille d'origine albanaise, l'écrivain Hélène Ghica allait demeurer attachée durant toute sa vie aussi bien à sa patrie d'origine qu'à la patrie de ses ancêtres plus éloignés et en même temps à la culture européenne dans laquelle elle était bien ancrée. La plaque commémorative de Florence porte l'inscription suivante : « Albanese d'origine, romena di nascita », ce que prouve encore son appartenance.

Tels étant les faits, l'affirmation de Vehbi Bala qui la considère comme « une figure exclusivement au service de la cause albanaise » nous semble quelque peu exagérée, d'autant plus que l'auteur avait cité de nombreuses informations nous donnant une image concluante sur toutes ses œuvres et sur sa vie, passée dans plusieurs contrées d'Europe, de Bucarest et St.-Petersbourg à Genève, Vienne et Florence.

Pour faciliter la compréhension du contenu de ce livre, particulièrement intéressant pour ses informations et le plus récent et complet ouvrage sur Dora d'Istria, nous en présenterons un bref aperçu.

Dans le premier chapitre intitulé *De Valachie à Petrograd*, nous trouvons les informations les plus nombreuses concernant notre pays. Y sont décrites les circonstances dans lesquelles la famille Ghica a évolué dans la vie politique des Principautés Roumaines, les conditions dans lesquelles est née et a passé ses années d'enfance le futur écrivain, l'éducation reçue en famille, son amour pour la littérature, quelques données sur le milieu environnant. Dès l'âge de 13 ans, elle voyage avec ses parents dans différentes villes d'Europe, enrichissant ses connaissances au contact de la culture de l'époque. A l'âge de 20 ans elle épouse le prince russe Alexandru Koltzoff Massalski, qu'elle suit à St.-Petersbourg. Des circonstances malheureuses l'obligent à quitter pour toujours cette ville et à se rendre dans le centre de l'Europe. Il semble qu'il n'y ait pas eu de divorce officiel entre elle et le prince russe, que celui-ci soit mort longtemps avant elle, et que la jeune princesse libérale aux idées avancées n'ait jamais été agréée à la cour des tsars. C'est peut-être ici qu'il faut chercher l'origine du pseudonyme dont elle signera la plupart de ses œuvres. Sur ce pseudonyme de Dora d'Istria et son origine, de nombreuses hypothèses ont été émises. mais jusqu'ici aucune ne paraît suffisamment convaincante. Dans les notes du livre Vehbi Bala ne cite, à juste raison, que les plus plausibles.

¹ N. Iorga, dans la préface du livre *Dora d'Istria* de Magda Nicolaescu Ioan, éd. « Cartea Românească », Bucarest, 1934, p. 8.

Le II^e chapitre, *En Belgique, en Suisse*, offre à l'auteur l'occasion d'une incursion dans la vie culturelle et politique de ces pays et d'une brève présentation des relations de l'écrivain avec différents personnages de la vie artistique et culturelle de l'Europe occidentale.

Toujours dans ce chapitre, l'auteur nous présente quelques informations touchant les rapports des intellectuels roumains avec le mouvement national albanais dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Bogdan Petriceicu Hasdeu a été « le premier homme de science roumain qui s'est occupé de la question albanaise et a fait partie de la Présidence d'honneur de la Société « Lumina » (« Drita »), avec Vasile Alecsandri, Ioan Ghica... ». De même il est fait mention du voyage de Dimitrie Bolintineanu en Albanie. D'autres informations ont trait à l'activité de Mihail Kogălniceanu, Alecu Russo, Grigore Alexandrescu, aux événements qui ont précédé l'union des Principautés Roumaines, à l'avènement au pouvoir d'Alexandre Ghica, oncle de l'écrivain, ainsi qu'à certains écrits d'Hélène Ghica.

Le III^e chapitre, *L'ardent soutien de la liberté des nations*, énumère les plus importants articles écrits par la publiciste combattante à l'appui des nations du sud-est de l'Europe. « Le 15 mars 1859, Dora d'Istria publiait dans la célèbre revue de Paris "Revue des deux Mondes" l'étude *La nationalité roumaine d'après les chansons populaires*, laquelle marqua le début des articles, de grand retentissement, sur l'affirmation des nationalités du sud-est de l'Europe par les chansons des peuples respectifs. Durant 14 ans, de 1859 à 1873, Dora d'Istria publiera dans la revue française sept articles sur les nationalités roumaine, serbe, albanaise, grecque, bulgare ainsi que sur la poésie populaire des Hongrois et des Turcs. La série de ces articles montre qu'elle était une parfaite connaisseuse des nationalités et de la poésie des peuples du sud-est européen et une championne passionnée de leur liberté. » (p. 30)

Rappelant les relations d'amitié de l'écrivain avec Edgar Quinet, l'auteur remarque que celles-ci n'étaient pas uniquement dues au fait que l'historien français avait épousé la fille de Gh. Asachi, amie intime d'Hélène Ghica, mais également au fait que les deux avaient les mêmes aspirations concernant les droits et les libertés des peuples. L'auteur poursuit en relevant l'appui accordé par l'écrivain au mouvement national albanais. C'est d'ailleurs le chapitre le plus important de l'ouvrage quant à la pensée d'Hélène Ghica et à sa contribution à l'action de soutien à la lutte des peuples balkaniques.

Le IV^e chapitre, *Recherches, études, créations*, contient plusieurs informations inédites, grâce au fait que l'auteur utilise ici le fonds de correspondance de l'écrivain avec De Rada, avec des écrivains et des hommes cultivés d'Albanie et d'autres pays, lequel nous fait connaître les conceptions de ceux-ci sur le mouvement national albanais et la littérature qui l'a appuyé.

Hélène Ghica était devenue un véritable intermédiaire entre les patriotes albanais qui agissaient en Italie, en Grèce ou dans d'autres pays et les écrivains étrangers qui manifestaient de l'intérêt pour les problèmes albanais, avec lesquels elle s'était identifiée dans une grande mesure.

Pour ce qui est de la Roumanie, l'auteur écrit: « En 1873, elle a achevé et publié à Florence son œuvre principale *Les Albanais de Roumanie* (Gli Albanesi in Rumania), histoire des princes Ghica aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, basée sur des documents inédits des archives de Venise, de Vienne, de Paris, de Berlin, de Constantinople, etc. » (p. 68)

Le chapitre V, *Dans la villa d'Istria... les dernières années*, est consacré à la personnalité et à la volonté de travail et de combat de l'écrivain Hélène Ghica qui continuait à entretenir en permanence le contact avec les patriotes albanais et avec ses amis du pays natal, en s'informant de tous les problèmes politiques et culturels, en militant par la plume pour la renaissance culturelle albanaise laquelle, après les années 1877-1878, allait entrer dans une nouvelle phase.

Au mois de juin 1878 était créée la Ligue de Prizren qui devait fortement influencer le peuple albanais dans sa lutte pour l'unité nationale contre les tendances de démembrement manifestées par les puissances étrangères, notamment au Congrès de Berlin.

Le mouvement culturel albanais prendra un considérable essor aussi bien à l'intérieur du pays qu'au sein des colonies albanaises de l'étranger surtout, lesquelles avaient de plus grandes possibilités de se manifester².

Dora d'Istria suivait attentivement la vie culturelle et politique, en encourageant et en appuyant l'activité des patriotes albanais, lesquels, à leur tour, l'entouraient de leur profonde affection et admiration en l'appelant « L'étoile de l'Albanie ».

La brillante militante et femme de lettres Hélène Ghica meurt le 20 novembre 1888 dans sa villa de Florence, rue Léonard de Vinci.

Le dernier chapitre, le VI^e, intitulé *Le passage dans l'éternité*, contient des pages puissamment lyriques, qui évoquent l'estime dont a joui l'écrivain aussi bien aux yeux de ses contemporains qu'à ceux des biographes de plus tard, une riche bibliographie roumaine étant également citée dans ce sens.

Garibaldi la nommait « sœur héroïque », Zef Sereembe « une belle étoile ». Paolo Montegazza écrivait : « les livres de Dora d'Istria sont parmi les plus rares »... ; Carlo Tagliavini : « comme écrivain, son activité a été très grande, ses œuvres ont considérablement contribué à faire connaître à l'Europe les coutumes, la littérature et l'histoire de l'Europe Orientale » (p. 96) ; Nicolas Iorga a publié les *Lettres de Dora d'Istria* et Th. Capidan a fait ressortir son activité en faveur de la cause albanaise.

Nous regrettons que dans ce chapitre se soit glissée une erreur, probablement une faute d'impression non signalée même dans l'errata, lorsque l'on écrit (à la p. 97) « ... le grand historien « aroumain » Nicolas Iorga ».

Vehbi Bala conclut son livre en écrivant : « Dora d'Istria demeure l'une des figures les plus distinguées qui ait influencé le mouvement culturel et de libération de notre Renaissance (de l'Albanie — G.M.). Issue du milieu roumain dans la troisième décennie du XIX^e siècle, consciente de sa provenance ancestrale albanaise, elle a été élevée et a grandi dans les idées progressistes européennes de libération nationale et d'émancipation des peuples. Du point de vue politique, elle était une adepte du principe de liberté des nations, du développement de la démocratie sociale ; elle était contre l'absolutisme monarchique et pour une large collaboration des peuples dans le domaine de la culture matérielle et spirituelle, et un soutien passionné des petits peuples » (p. 103)

La monographie de Vehbi Bala a le mérite de synthétiser un précieux matériel, présenté dans un cadre historique adéquat, sous une forme agréable et attrayante, étant très utile aux chercheurs du domaine de l'histoire et de l'histoire littéraire en général et à ceux qui s'intéressent aux rapports roumano-albanais en particulier, dont l'auteur s'avère un connaisseur compétent et autorisé.

Gelcu Maksutovici

J. IMBERT

LA PEINE DE MORT. HISTOIRE. ACTUALITÉ

Librairie Armand Colin, Collection U₂, Paris, 1967, 207 pp.

La collection dans laquelle a paru cet ouvrage est par elle-même un gage de l'actualité du problème traité, auquel, pour notre époque, restera attaché le nom prestigieux d'Albert

² V. aussi N. Ciachir et G. Maksutovici, *Le développement sur le territoire de la Roumanie du mouvement culturel albanais à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e*, dans « Revue des études sud-est européennes », V (1967), n^{os} 3-4, p. 489-500.

Camus¹. En outre, la bibliographie sommaire qui se trouve à la fin de l'élégant volume de la Collection U₂, comprend non moins de 25 articles, études et monographies portant sur les différents aspects du problème, tous ces ouvrages, dont quelques-uns assez volumineux, étant publiés (à l'exception d'un article de 1947) après 1952. Cependant, c'était justement une vigoureuse synthèse historique du sujet, qui faisait défaut. Or, M. le Pr J. Imbert, historien réputé du droit grec et romain, du droit français et de l'économie², chargé d'un cours d'histoire du droit pénal français, inauguré il y a quelques années à la Faculté de droit de Paris, était le mieux placé pour nous la donner. Cette synthèse, le savant auteur l'a présentée sous une forme attrayante, qui met son texte à la portée d'un grand nombre de lecteurs cultivés. Les penseurs aussi bien que les praticiens qui s'intéressent au problème actuel de la peine de mort trouveront dans son ouvrage une documentation critique concernant les plus importants aspects de l'évolution de ce problème. Mais l'exposé de l'auteur garde en même temps le caractère d'ouvrage rigoureusement scientifique, bien construit, utile et apte de susciter l'intérêt des spécialistes en histoire du droit et plus largement en histoire sociale et en histoire des idées, ce qui explique la publication de ce compte rendu dans cette Revue. Tous les historiens apprécieront la solidité de l'information, dont la présentation discrète mais efficace est adaptée au caractère de la Collection. L'ouvrage se signale par l'aptitude de l'auteur à sélectionner les faits essentiels et par son remarquable pouvoir de synthèse. L'œuvre réalisée traduit fidèlement le programme énoncé dans l'avant-propos : « aborder les faits, les idées et les hommes avec le soin constant de les comprendre et de les faire comprendre sans préjugé d'aucune sorte ». Convaincu de la difficulté pour l'historien de se maintenir dans l'impartialité, l'auteur pense que son devoir est d'essayer de s'en approcher le plus possible, en laissant largement ouverts son esprit et son cœur à des mentalités différentes de la sienne. Être impartial ne signifie pas pour lui s'abstenir de prendre parti et de juger, car « l'historien n'est pas un robot ». C'est pourquoi il considère comme un devoir d'exprimer sa propre opinion sur les problèmes que pose son temps, sans toutefois s'en laisser influencer dans l'exposé historique des faits.

Les directions essentielles du développement historique apparaissent nettement dans l'ouvrage, mais il va de soi qu'à partir de la position méthodologique adoptée, l'auteur ne semble pas persuadé de l'existence d'un ordre déterminé, susceptible de se refléter avec plus de rigueur dans certains caractères typiques. Le tableau qu'on nous offre est fluide, vivant, nuancé, mais on y renonce de propos délibéré à des généralisations et à des caractérisations qui peuvent être exactes et suggestives sans pour autant se transformer en dogmes ou en modèles préconçus.

La première partie de l'étude est une esquisse des origines du problème (p. 7-13). On présente ensuite son évolution dans l'Antiquité (Égypte, Babylon, les Hébreux, la Grèce, Rome, p. 15-44) et dans l'ancien droit français (p. 45-102); dans la deuxième partie l'auteur suit attentivement le mouvement abolitionniste à partir du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Cette analyse ne se borne pas au domaine français — qui reste au centre de l'exposé. On y trouve même quelques références à des faits relevant de l'histoire des pays non occidentaux. Cette période est divisée en trois étapes : I. La philosophie humanitaire du XVIII^e siècle (ch. I, p. 103-142); II. La science juridique 1815-1918 (ch. II, p. 143-176); III. De 1918 à nos jours (ch. III, p. 177-198). Des conclusions et une bibliographie très sélective, réduite à l'essentiel, complètent l'ouvrage.

¹ A. Koestler et A. Camus, *Réflexions sur la peine capitale*. Introduction et étude de Jean Bloch-Michel, Paris, 1957, et R. Legeais, *Une obsession d'Albert Camus : la peine de mort*, dans « Annales de l'Université de Poitiers », 1965.

² Voir dans « Studii Clasice », 10 (1968), notre compte rendu sur son récent précis, *d'Histoire économique*, Collection « Themis », 1967.

Pour ne pas verser dans le roman historico-sociologique, l'auteur commence son analyse par les sociétés qui permettent une étude fondée sur des documents littéraires et juridiques ou sur des inscriptions. Le passage du régime de la vengeance privée du groupe à une répression par l'Etat constitue un stade de développement commun à tous les systèmes de l'Antiquité. C'est un passage lent et graduel qui se fait d'une manière inégale, avec de persistantes survivances.

L'histoire de la peine de mort dans l'antiquité classique — période sur laquelle nous n'insisterons pas ici — met en lumière l'organisation par l'Etat de cette forme de répression, avec des résultats politiques appréciables, et l'extension continue, de ce mouvement, ne supprime la diversité des structures et des solutions, d'un état à l'autre, ni leur similitude. Nous ne retiendrons ici que l'élaboration du sévère système pénal mis sur pied par Constantin le Grand, qui se trouvera consolidé dans la législation de Justinien et que les Basiliques reprennent sous leur forme résumée. Ce qui ne veut pas dire que la pensée juridique byzantine n'a pas été préoccupée — nous dirions même obsédée — en droit pénal aussi, par les problèmes de *philanthropie*, d'humanitarisme autoritaire, mystique et condescendant, plutôt que d'humanisme fondé sur l'autonomie des valeurs humaines³. Par la législation de Justinien et par les Basiliques, importantes sources de réception, et en dépit de l'intermezzo (somme toute pas trop différent, en son essence) de l'Eclogue des Isauriens, le droit pénal romain dominera l'Europe jusqu'au XVIII^e siècle (non sans livrer une lutte acérée contre les ordalies et autres formes féodales de répression). Les adaptations du droit romain aux exigences de la société du Moyen Age ne touchent pas à l'essence de ses positions en matière de peine capitale.

A propos de la législation de Constantin, l'auteur considère que l'influence du christianisme a été fort réduite et même inexistante. Augustin déclare que les coupables doivent être corrigés, non pas mis à mort, sans pour autant devenir un abolitionniste. L'Eglise catholique proclamait le principe : *ecclesia abhorret e sanguine*, mais elle a dû faire des concessions à la politique séculaire de l'Etat et de nombreux pères de l'église approuvent la peine de mort. Le nombre des crimes punis de la peine capitale augmente, l'adultère étant devenu le *crimen atrocissimum*. Les matières pénales d'ailleurs, en droit byzantin forment les *libri terribles* en raison justement de la place qu'y tiennent la peine de mort, la mutilation et la torture.

Suivons donc de plus près l'exposé de l'auteur sur l'ancien droit français et sur la période moderne et contemporaine, non sans avoir rappelé qu'une constitution (fréquemment citée) de 293 n. è. (Cod. Just., 2, 4, 18) admet la transaction en manière de crimes passibles de la peine de mort, prélude à l'élargissement féodal de cette pratique.

Dans l'ancien droit français l'hérésie devient un péché dangereux au point de vue social, et la peine de mort en fut la sanction. Thomas d'Aquin donne la justification théologique de la peine capitale et approuva son application aux infractions constituant un péché grave, attirant de graves conséquences pour la société. L'importance prise par l'argent et la politique monétaire des rois conduisirent à des châtiments sévères en matière de falsification de la monnaie. L'Inquisition contribua à l'extension du domaine d'application de cette peine. Au XIII^e siècle, Valdo s'élève contre elle, mais il fut condamné par Innocent III, en 1208. Alain de Lille, docteur angélique de l'Eglise, défend la peine de mort, sans que le problème soit mis en termes abolitionnistes.

L'auteur donne des renseignements intéressants sur les moyens d'exécution (p. 71), en analysant les réactions de la foule et en notant que la lapidation, inconnue en France, existait en Suède. On discute aussi le problème de savoir si les modalités d'exécution correspon-

³ Voir sur ce problème notre conférence donnée à l'Institut de droit romain de l'Université de Paris, le 13 décembre 1968, sur « *Philanthropia* » et « *Indulgentia* » dans la pensée juridique post-justinienne.

daient à des fonctions symboliques, selon les exigences d'une mentalité différente de la nôtre, ou bien s'il ne s'agit pas toujours du besoin d'augmenter la force exemplaire de la sanction.

La monarchie employa les commissions extraordinaires, mais les cours souveraines réussirent à exercer un contrôle sur les condamnations capitales. Aux XVI^e et XVII^e siècles, le droit pénal avait déjà réalisé des progrès notables (p. 87) : la légalité des peines, l'octroi des circonstances atténuantes, mais aussi l'unification du droit pénal sur la base d'une sévérité reflétée dans les prestigieux textes romains. Le cumul des supplices et les modes d'exécution restent barbares et leur caractère spectaculaire trahissent un côté malsain de l'âme collective. Au XVII^e siècle c'est un véritable droit pénal européen qui s'élabore sur des fondements romanistiques (Prosper Farinaccius, dont l'œuvre résumée en néo-grec, fit objet de réception dans les Principautés roumaines, en 1646 et 1652); Iulius Clarus, Carpzovius, Damhuderus).

Avec les abolitionnistes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, lesquels s'en prennent à la légitimité même et à l'utilité de la peine de mort, une nouvelle période débute, que l'auteur explique par l'action du seul milieu intellectuel. Les masses n'auraient pas été contre la peine capitale, les exécutions ne soulèvent pas leur opposition, alors que des esprits aussi différents que Montesquieu, Rousseau, Malesherbes, Servan, d'Alembert, Diderot et Muyart de Vaughans se prononçaient en faveur de son maintien. La campagne de Beccaria, approuvée par Morellet, Voltaire (dans sa deuxième étape) et Brissot de Warville, eut un succès retentissant en Toscane, Autriche (Sonnenfels; Joseph II) et en Russie (Catherine II). Nous y ajouterons les Principautés roumaines⁴, où le beccarianisme dominait la législation et la pratique pénale, même après leur union, jusqu'au code pénal de 1864. Avant Beccaria, C. Mavrocordato prit position contre la peine de mort.

Le succès des idées de Beccaria apparaît à l'auteur dans la perspective française comme ayant été assez éphémère : l'Assemblée constituante n'abolit pas la peine de mort et les projets d'abolition (Lepelletier de St. Fargeau) échouèrent. Le code pénal napoléonien (1810) admet un nombre considérable de crimes passibles de la peine de mort, encore augmenté par la législation de la Restauration. L'auteur en vint aussi à parler d'un paradoxe français (p. 169).

En étroite liaison avec la politique pénale à tendance humaniste d'après 1918, l'auteur expose les théories modernes de la défense sociale et réfute l'argumentation favorable à la peine de mort, lui opposant l'organisation rationnelle d'une politique de prévention de la criminalité et marquant les réserves que soulève l'idée de « criminels non-amendables dangereux ». Désormais, la discussion de ce problème devra tenir compte aussi du résultat des recherches concernant le gène du crime, ce troublant *y* supplémentaire dans la chaîne génétique de certains individus. Actuellement, il existe une série de pays abolitionnistes, les U.S.A. n'y figurant que par quelques-uns de ses états. La Grande-Bretagne et récemment le Canada ont aboli temporairement la peine de mort, les résultats de l'expérience devant décider de la solution définitive.

Constatant que la France et l'Espagne figurent parmi les rares pays occidentaux non-abolitionnistes, l'auteur n'hésite pas à condamner l'institution du jury pénal (compétent de juger de l'application de la peine de mort), mais il considère comme utopique l'am-

⁴ Voir aussi nos travaux : *Contributions à l'étude des Lumières en Valachie et en Moldavie*. I. *La place de la pensée de Beccaria dans la culture juridique roumaine et dans le développement du droit pénal jusqu'au mouvement révolutionnaire de Tudor Vladimirescu*; II... *de 1821 jusqu'en 1864* (en roum.), dans « Studii », 20 (1967), p. 442-468; 21 (1968), p. 685-714, où le beccarianisme est interprété comme une étape révolutionnaire de liquidation du droit pénal féodal et d'affirmation d'un humanisme juridique, propre à la bourgeoisie en pleine ascension progressiste. Les contradictions de cette société expliquent ce qui apparaît comme éphémère dans le succès de l'abolitionnisme beccarien.

bition de supprimer d'une manière absolue cette peine, surtout en cas de guerre et pour des actes de subversion interne. Mais autrement et en temps de paix, elle ne trouve, aux yeux de l'auteur, aucune justification, car la meilleure preuve contre le caractère exemplaire de la peine capitale serait le fait que peu de gens connaissent le nom des condamnés guillotins. Cet argument, à retenir, n'en est pas moins relatif, car l'exemplarité découle du seul fait que les amateurs de commettre un crime déterminé savent d'une manière générale que pour un tel crime la peine de mort figure dans la loi et qu'elle est réellement appliquée. A ceux qui estiment inutile la suppression d'une peine qui ne fait plus trancher que quelques têtes par an, en France, l'auteur répond à bon droit que les cas étant si rares, le sacrifice de ces têtes devient inutile. Depuis des millénaires, la peine de mort se révèle impuissante à faire disparaître les crimes. Toute l'histoire de cette peine, fait remarquer l'auteur, n'est que l'histoire de son abolition. Notons qu'au XIX^e siècle la Roumanie s'est située par son code pénal de 1864 parmi les pays abolitionnistes. Et on ne peut passer ici sous silence le prince Al. I. Cuza qui se manifesta comme un beccarien plus optimiste que le beccarien convaincu qu'était Basile Boeresco, l'auteur du code qui ne trouvera pas grâce devant le positiviste I. Tanovicéanu. La remarquable thèse de doctorat de Boeresco (*Traité comparatif des délits et des peines*, Paris, 1857), mérite d'être tirée de l'oubli, ainsi que son exposé des motifs pour la loi sur l'abolition de la peine de mort, qu'Ortalon citera dans son *Traité* et publiera dans la « Revue critique de législation et de jurisprudence » (voir C. Angelesco, *La peine de mort*, etc., 1927, p. 46, n. 3).

A la fin du siècle dernier, le philosophe roumain Basile Conta⁵, professeur de droit civil à Jassy et auteur d'un système matérialiste de facture métaphysique et mécaniste, s'est prononcé en faveur de la peine de mort avec une argumentation qui traduit certaines faiblesses de sa philosophie. « Dans tous les temps, dit-il, on aura besoin de peines assez sévères pour faire peur aux hommes... afin que tout motif les poussant à commettre de mauvaises actions soit écarté ». Aussi longtemps que la peur venant d'une peine moins sévère ne sera suffisante pas pour détourner les hommes moins cultivés et plus abjects de commettre les plus grands crimes, la peine de mort apparaissait à Conta comme indispensable. Il va même jusqu'à penser que dès que cette peine se révèle insuffisante, même l'usage de la torture s'impose inévitablement. La diminution de la criminalité dans les pays où la peine de mort a été supprimée, Basile Conta l'attribue aux résultats positifs qui avaient été antérieurement obtenus par son application, en rendant possible la transition vers un régime moins sévère. Vu la douceur des mœurs chez les Roumains (lesquels n'appliquaient la peine de mort même pas lorsque la loi la consacrait, à la fin du XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e siècle), Basile Conta était d'avis que cette peine devait en tous cas s'appliquer aux crimes commis en Roumanie par les étrangers, dont la loi nationale la maintenait en vigueur pour le même crime. A propos d'un dilapidateur de 4000 ducats, qui avait déclaré que les avantages ainsi obtenus valaient les quelques années de prison qu'il devait faire, Conta s'écrit : « il en aurait été autrement si la peine de mort existait ».

La constitution roumaine de 1923 consacrait toujours l'abolition de la peine capitale en temps de paix, régime abandonné par la suite. L'utilité de cette peine, que d'aucuns invoquent encore, serait infirmé, selon l'auteur, par le visage égal que présente la criminalité dans les pays abolitionnistes et dans les autres. La torture, dont M. de Vauglans en XVIII^e siècle célébrait l'utilité, est disparue, constate le P^r Imbert, sans aucun inconvénient (sauf, dirions-nous, celui de réapparaître incidemment, à notre époque, sous des formes renouvelées même dans quelques pays développés du point de vue économique); il en serait de même de l'utilité qu'on attribue encore de nos jours à la peine de mort, dès que l'abolition s'en généraliserait.

⁵ Voir *Le juriste Basile Conta*, dans *Figuri de juriști români*, I, à paraître aux Editions Scientifiques, Bucarest, 1969.

Le plan que l'espace disponible a imposé à l'auteur de cette synthèse destinée en premier lieu à un public français, n'a permis l'inclusion ni de l'histoire byzantine⁶ ni du développement moderne et contemporain du problème en dehors des pays occidentaux. Il est donc d'autant plus utile de noter ici que l'histoire de la peine de mort dans le sud-est de l'Europe constituerait un intéressant *pendant* à l'excellente synthèse du P^r Imbert. Espérons qu'elle ne tardera pas de tenter un des spécialistes des instituts d'études sud-est européennes qui fonctionnent aujourd'hui dans de nombreux pays, avec de bons résultats. Dans ce cadre, le domaine roumain, pour lequel il ne nous manque pas quelques études précieuses,⁷ occupera une place de choix par la richesse des aspects historiques et par sa problématique⁸. Quant à la Grèce (XVII^e — XIX^e siècles), elle détient une place de premier ordre dans l'histoire de la diffusion émancipatrice du Beccarisme.⁹ Susciter de tels travaux constitue un mérite de plus pour l'ouvrage recensé, dont la conclusion abolitionniste apparaît pour nous d'autant plus convaincante, que les recherches correspondantes dans le domaine du droit pénal roumain nous ont conduit au même résultat.

Valentin Al. Georgescu

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁶ En appliquant la peine capitale, Justinien, comme Julien l'Apostate, déclarant qu'il voyait un acte humanitaire dans la peine qui amende le condamné — se vantait d'avoir pratiqué la plus haute forme de *philanthropie*, à savoir celle qui lui permettait de défendre les plus nombreux, par le châtement infligé à quelques-uns.

⁷ Outre les études citées à la note 4 et le large exposé du *Traité de droit pénal et de procédure pénale* I et III, de I. Tanoviceanu, 3-e éd. publiée par Vintilă Dongoroz et autres, Bucarest, 1925, voir une solide étude de C. Angelesco, *La peine de mort chez les Roumains*, Bucarest, 1927, Adde les discussions que le problème souleva en 1921, à l'occasion de la nouvelle constitution votée en 1923 (voir « Studii » 21 (1968), p. 713, n. 122—123).

⁸ En droit féodal roumain, surtout à partir du chrysobulle synodal du 15 juillet 1831 en Valachie, les boyards accentuent leur lutte pour le triomphe d'une légalité en matière de peine de mort, en exigeant que le prince ne le fasse plus décapiter sans mise en jugement régulier et que leur tête, le cas échéant, leur soit coupé « avec la *pravila* », c'est-à-dire selon les prescriptions du droit byzantin. On dit que le prince de Moldavie Vasile Lupu (1634—1654) aurait mené une politique de sévère répression pénale, avec 20.000 — 40.000 décapités. Son code de 1646 était un code pénal très sévère, extrait de l'œuvre du pénaliste italien, P. Farinacius, qui représentait les positions conservatrices de la Renaissance en Italie et qui sera, comme Carpovius, ironisé par Beccaria en tant que représentant typique de la barbarie.

⁹ En commençant par la traduction en néo-grec du traité de Beccaria par A. Coray ; voir Ariadna Camariano-Cioran, *L'œuvre de Beccaria Dei delitti et delle pene et ses traductions dans les langues grecque et roumaine*, dans « Revue roumaine des études sud-est européennes », 5 (1967), p. 193—202. Sur Coray en général, voir les vastes monographies de G. Valetas (Athènes, 1964), et d'Ap. Daskalakis (Athènes, 1965).

TITU GEORGESCU

MĂRTURII FRANCEZE DESPRE 1848 ÎN ȚĂRILE ROMÂNE

[Témoignages français sur 1848 dans les pays roumains], Bucarest, Ed. științifică, 1968, 239 p. et fac-similés.

Le livre *Mărturii franceze despre 1848 în țările române* présente une valeur historique particulière, due aux nombreux documents publiés et à la profusion d'informations qu'il contient. Revêtant une forme originale, caractérisée par l'auteur comme « des dialogues d'un siècle à l'autre entre l'historien de nos jours et les créateurs de documents », le livre harmonise les commentaires de son auteur avec les textes des documents se trouvant aux archives du Ministère des Affaires Etrangères de France. Les documents consistent en rapports et notes des consuls français dans les pays roumains, en lettres et notes du ministre français des Affaires étrangères, en lettres des représentants de premier plan du mouvement révolutionnaire de Roumanie, en proclamations révolutionnaires, notes diplomatiques et dispositions des représentants de l'Empire ottoman, en notes diplomatiques et dispositions des représentants de l'Empire russe. Le livre contient également des fragments des ouvrages d'Elias Regnault, Jules Michelet et Abdolonyme Ubicini, ouvrages portant sur les Principautés roumaines.

Mărturii franceze despre 1848 în țările române est au fond un livre d'histoire écrit par des « chroniqueurs diplomates ». En remplissant leur mission ils ont rapporté à leur supérieurs le récit des événements, faisant ressortir la préoccupation de ceux qui y ont participé ou même les ont réalisés. Les manuscrits des diplomates français offrent de nouvelles et importantes perspectives pour l'étude de l'histoire des pays roumains, étant des témoignages de faits, pris sur le vif, écrits par des hommes possédant une formation diplomatique supérieure. Les auteurs des manuscrits ont exprimé la mentalité de l'époque influencée par les importants événements produits en Europe en 1848 et par la situation politique en France ; les représentants de la diplomatie française qui se trouvaient il y a plus d'un siècle sur le territoire roumain, se sont avérés de profonds connaisseurs de la situation politique européenne et préoccupés des événements qui se déroulaient dans les pays roumains.

L'auteur du livre, Titu Georgescu, historien moderne, intervient peu, ses commentaires synthétisant parfaitement ses idées personnelles ainsi que celles de toute notre génération. La mise en relief des documents historiques de cette manière est très utile ; en limitant les interventions actuelles, l'historien de nos jours laisse « aux créateurs de documents », le droit de dire la vérité.

En Roumanie, à la fin du XIX^e siècle, on connaissait une partie de la correspondance diplomatique française portant sur la période de l'année 1848 dans nos pays. Un recueil d'actes et de documents, intitulé « L'année 1848 » a été publié en 1902 ; plus tard, en 1916, le XVIII^e volume de la collection Hurmuzaki publiera quelques rapports des consuls français se

trouvant dans les Principautés en 1848. Nicolas Iorga affirmait dans la préface du volume qu'il y avait probablement des erreurs dans la reproduction de ces documents. Aujourd'hui, grâce à l'utilisation des microfilms, leur exactitude ne saurait être contestée.

Au début du livre dont nous nous occupons, Titu Georgescu présente un bref aperçu des révolutions de l'année 1848 en Europe et une analyse du problème oriental. Il relève l'intérêt porté par des écrivains, historiens et diplomates français au peuple roumain. Il reproduit dans ce sens un fragment de l'ouvrage d'Elias Regnault, *Histoire politique et sociale des Principautés danubiennes*, publié à Paris en 1855. Elias Regnault s'est avéré un infatigable chercheur du passé du peuple roumain, en affirmant sa latinité, faisant ressortir les difficultés politiques et sociales de son histoire et proclamant son droit à l'indépendance.

Dans le fragment reproduit il décrit la classe des boyards, des paysans, du clergé, la classe moyenne dans les trois provinces roumaines, la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie. Il remarque la domination de l'idée de l'unité historique et celle de la certitude de l'origine commune Daco-Romaine.

Parlant des révolutions des pays roumains, en 1848, il montre le rôle important joué par les Roumains de Transylvanie, lesquels considèrent — comme l'avait déclaré Simion Bărnuțiu que « le moment était venu que les Roumains soient considérés dans leur patrie comme nation libre ». Elias Regnault mentionne peu la révolution de Moldavie, mais beaucoup celle de Valachie. L'ouvrage de l'historien français étonne par la richesse et la précision de ses informations, par sa vision claire de la situation sociale et politique de ces pays si éloignés de sa patrie.

Titu Georgescu poursuit en mentionnant une série d'ouvrages écrits — au siècle dernier — par des Français, ayant des professions ou ayant rempli des missions différentes qui ont cherché à connaître, à comprendre et à soutenir le peuple roumain; il cite P. Bataillard, J. M. Quérard, Edgar Quinet, E. Thouvenel, J. A. Vaillant, H. Desprez, E. Poujade, A. Ubicini.

Est particulièrement impressionnant le fragment tiré de Jules Michelet, un véritable appel adressé aux peuples de l'Occident européen, dans lequel il leur demande de connaître et d'apprécier le rôle historique du peuple roumain. Il nomme celui-ci « la nation sacrifiée » qui n'a jamais bénéficié de l'attention de l'Europe, malgré son héroïque résistance et malgré le fait que numériquement, elle doit être comptée parmi les grandes nations d'Europe. J. Michelet attire également l'attention sur la latinité du peuple roumain, sur ses qualités morales, sur son art très ancien.

Les premières informations diplomatiques sur la révolution de 1848 dans les pays roumains — que nous communique Titu Georgescu — émanent du consul de France à Bucarest, de Nion. Les rapports portent sur la période du début des mouvements révolutionnaires et seulement jusqu'à l'été de l'année 1848; ils constituent une véritable étude diplomatique sur les causes et le déroulement de ses événements de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie. Ils s'occupent également de la politique des Grandes Puissances, et particulièrement de l'Empire des Tsars et de l'Empire ottoman.

Les manuscrits et tout le matériel d'archives laissé par le consul Hory, successeur de Nion, est plus ample et révèle l'attention spéciale prêtée à l'évolution de la situation politique dans les Principautés. Les informations du consul Hory complètent les ouvrages de nos historiens avec des informations inédites et importantes sur les événements de l'été de l'année 1848. Lui aussi analyse tant la situation politique des pays roumains que celle des empires des Habsbourg, des tsars et des sultans.

En tant que représentant de la France, Hory reçoit et transmet les appels et les protestations des Roumains contre l'occupation illégale du territoire roumain par les troupes de Soliman Pacha, commissaire extraordinaire de la Porte. De tous les consuls français se trouvant en 1848 dans les Principautés, c'est Hory qui a laissé le matériel documentaire le plus

riche, témoignant d'un intérêt particulier pour le sort du peuple roumain. Il a attentivement suivi les événements, s'est amplement informé, les a commentés et les a rapportés au gouvernement français. Il a approuvé la résistance des Roumains, manifestée toutefois avec modération et le désir de maintenir l'ordre dans le pays.

Le consul Hory s'occupe avec force détails dans ses rapports des actions des troupes turques, de l'entrée des troupes impériales russes en Valachie, des notes et des proclamations du gouvernement valaque et des notes diplomatiques, notamment celles de Soliman Pacha et de Fouad Effendi, représentants de l'Empire ottoman, de Duhamel, Kotzebue et Lüders, représentants de l'empire des tsars. Il insiste sur les combats qui ont eu lieu à «Dealul Spirei» entre le corps des pompiers roumains et les troupes turques.

Dans ses derniers rapports, le consul français se penche sur l'évolution de la politique européenne, sur les relations de la République française et sur les suites de l'occupation des Principautés Roumaines par les troupes impériales turques et russes.

Après le départ du consul Hory, son successeur, de Ségur, continuera à informer le gouvernement français sur les derniers événements des Principautés, sur les armées d'occupation, sur l'intervention des troupes tsaristes en Transylvanie, en vue de briser la révolution et sur les résultats des discussions diplomatiques franco-anglaises de Constantinople. De Ségur fait ressortir l'importance des Principautés roumaines pour la politique orientale des empires russe et ottoman. Il cite dans ce sens comme particulièrement suggestive l'affirmation de Fouad selon laquelle « les deux Principautés et l'Egypte sont nécessaires à la puissance de l'Empire et à son influence dans le monde ».

Les manuscrits appartenant au consul français Pujade, datés de 1849, se rapportent à la situation générale dans les Principautés roumaines, à des lettres des révolutionnaires roumains, au mouvement révolutionnaire hongrois. Ces documents complètent les rapports des diplomates sur les événements diplomatiques de l'année précédente.

La fin de l'ouvrage *Mărturiile franceze despre 1848 în țările române* est consacrée à l'historien et diplomate français bien connu Abdolonyme Ubicini. Ses relations de voyage — dont le manuscrit a été récemment acquis par la Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — amplement documentées, permettent une comparaison avec les rapports des diplomates français. Ubicini a intitulé ses mémoires *Valachie 1848*. Le fragment reproduit dans le livre analysé porte sur les événements de Bucarest, l'arrivée des armées turques, la destruction solennelle par le feu du Règlement Organique. Les pages de l'écrivain français témoignent de la sympathie pour le peuple roumain et en même temps de son admiration pour la persistance de sa latinité, pour sa résistance aux vicissitudes de l'histoire, pour son combat acharné pour la liberté.

La révolution de 1848 dans les pays roumains a eu la signification d'une affirmation catégorique du peuple roumain devant l'Europe. Une contribution décisive au soutien des Roumains, à l'information sur le désir de liberté et d'unité des Roumains a été apportée par les représentants de la France; les faits historiques l'ont entièrement confirmé. Parmi ces représentants un rôle importants est revenu aux consuls. C'est pourquoi le livre dont nous nous occupons peut également être considéré comme un hommage rendu à ces diplomates français, si proches des aspirations et des espoirs de la nation roumaine.

Le livre contient en annexe de nombreuses copies reproduites d'après les originaux se trouvant dans les archives françaises du Ministère des Affaires étrangères. Leur texte, traduit en roumain, est reproduit dans l'ouvrage.

OVIDIU PAPADIMA
LITERATURA POPULARĂ ROMÂNĂ

[La littérature populaire roumaine], Editura pentru literatură, 1968, 742 p.

Folkloriste dans le sens de critique et d'historien littéraire, mais envisageant également la matière du point de vue de la philosophie de la culture ou de la philosophie de l'histoire, l'auteur de la synthèse récemment parue, modestement intitulée « La littérature populaire roumaine », contribue implicitement à la solution de plusieurs problèmes d'histoire de la culture roumaine. Toutefois, quelques chapitres relèvent directement de la recherche historique, avec de vastes références à la phénoménologie européenne de la poésie lyrique ou épique populaire à savoir : « Personnages et éléments historiques » (dans la poésie lyrique populaire), « Les origines de la *doina* (complainte populaire) en tant que forme musicale », « Les *haïdouks* » (comme phénomène socio-historique, à conséquences folkloriques), « La devinette chez les peuples anciens », « Les devinettes cosmiques », « Les prétendus rapports avec les mythes », « La lutte par les devinettes. Réminiscences légendaires, Réminiscences historiques », « Le substrat universel des incantations », « Les facteurs de la conservation des incantations, Images de vie archaïque, etc. Et nous n'avons cité qu'une partie des chapitres ayant des implications sur l'histoire de la culture roumaine.

Une importante partie de l'ouvrage est constituée par l'étude des traditions populaires roumaines se rattachant à des personnages historiques, dans laquelle l'auteur confirme d'une manière suggestive l'assertion d'il y a un siècle d'Aleco Russo qui affirmait que la poésie populaire est pareille à de véritables archives historiques. Parmi les voïvodes roumains devenus personnages (lyriques ou épiques) du folklore, la première place revient à Etienne le Grand. Les cent pages consacrées à cette tradition princière constituent une analyse esthétique de textes, mais également une étude de faits historiques. Ceux-ci sont généralement connus, mais leur image dans la création populaire les présente sous un nouveau jour. Les dissociations faites par l'auteur sont tout aussi précieuses pour les historiens que pour les folkloristes. Le poète populaire ne se soucie pas de la stricte chronologie des événements historiques, qu'il range selon une logique esthétique, de composition, exigée par l'économie de l'œuvre littéraire. Dans ce contexte, les traditions sont intéressantes par ce que le peuple retient de l'histoire — des essences morales et héroïques en premier lieu. Mais elles le sont également par ce que le peuple ajoute symboliquement. Les additions, les simplifications, les identifications attribuées aux personnages historiques relèvent d'une mécanique générale de la tradition, laquelle est et n'est pas de l'histoire. Ces discriminations font l'objet des préliminaires à l'étude des légendes et des traditions se rattachant au nom d'Etienne le Grand, et constituent jusqu'ici l'étude folklorique la plus ample dédiée à ce grand prince moldave. Les légendes se rapportent à la vie intime du voïvode, ses faits d'armes (récompenses aux soldats, monuments, camps, nécropoles), édifications de monastères et d'églises, fondations de villages et de bourgades, informations sur les exploitations, vignobles, cours princières et forteresses, caves, fontaines, étangs, ponts, monticules, etc.

Les légendes et les traditions sont comparées aux données historiques, ethnographiques, toponymiques, géographiques. Les traditions se rattachant au vignoble de Cotnari, racontent par exemple qu'Etienne le Grand a fait venir ici « du raisin hongrois de bonne qualité » et « de la vigne du mont Athos », par des moines du monastère de Zographos. Confrontés aux faits historiques, les éléments de la légende n'apparaissent pas comme de simples produits de la fantaisie populaire.

Un autre voïvode dont s'occupe l'auteur dans cette étude folklorique, est Neagoe Basarab, auteur cultivé des « Préceptes pour son fils Teodosie ». Papadima discute, par la

méthode comparative, les variantes roumaines de la légende de « Maître Manole », en en reprochant le sujet des légendes répandues dans les Balkans et même en Occident. La conclusion de l'étude constitue une vérité historique : les balades et les légendes roumaines, représentant le drame d'un maître maçon, contraint par des superstitions ancestrales de sacrifier sa femme pour que l'édifice auquel il travaille soit durable — sont plus anciennes que la fondation de Neagoe Basarab. Cette étude de folklore comparé comporte pour la première fois dans notre science du folklore des références aux légendes occidentales, dont l'influence dans la zone des Balkans a jusqu'ici été ignorée. L'étude nous fournit la preuve certaine que le personnage de la légende est Neagoe Basarab et pas Negru Vodă [Le Prince Noir].

Le chapitre « Anciens rapports entre la chanson d'amour roumaine de Transylvanie et celle de Valachie » est basé sur des implications historiques évidentes. Ovidiu Papadima, auteur de monographies sur la « chanson d'amour » et sur l'écrivain roumain le plus représentatif dans ce genre, Anton Pann, ne prouve pas par cette recherche des sources et des variantes la simple circulation de chansons, les unes très anciennes, mais les rapports permanents d'unité ethnique, historique et géographie entre la Transylvanie et la Valachie. La méthode comparative nous montre que, dès le siècle dernier, les folkloristes hongrois s'occupent des textes poétiques roumains, de même que Bela Bartok s'est penché sur les chansons de Noël valaques de Transylvanie.

« La littérature populaire roumaine » n'est pas un traité ou un cours universitaire, malgré l'unité structurale évidente du volume, mais un recueil qui résume une activité prestigieuse dans le domaine du folklore littéraire en réalisant sous la forme d'une étude-essai une contribution de premier ordre à l'histoire de la culture roumaine et un instrument de travail pour les folkloristes roumaines et étrangers. Moderne, sans excès stérile et livresque, conçue à la limite de l'histoire de la culture et de l'histoire littéraire, la parution de l'ouvrage d'Ovidiu Papadima peut être considérée comme une date importante dans notre science contemporaine du folklore.

Emil Manu

LE COLLOQUE DE PARIS SUR « LA GUERRE EN MÉDITERRANÉE »

Entre les 8 et 11 avril 1969 ont eu lieu à Paris les travaux d'un colloque d'histoire de la seconde guerre mondiale, sur le thème « La guerre en Méditerranée », organisé par le Comité français de la seconde guerre mondiale. Le colloque s'est déroulé sous le haut patronage du premier ministre de la France, M. Couve de Murville, et du ministre des Affaires étrangères, M. Michel Debré, du ministre des Armées, M. Messmer, du ministre de l'Education nationale, M. Edgar Faure, du secrétaire d'Etat aux Informations, M. Joel le Theule. Le colloque a été conduit par un comité d'honneur, présidé par l'éminent historien M. Maurice Beaumont, membre de l'Institut de France, et formé des messieurs P. Bastid, J. Gain, J. Fourastie, P. Renouvin, membres de l'Institut de France, Roche, recteur de l'Université de Paris, Schneider, doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines de Nancy, président du Comité des historiens français, Michel François, secrétaire général du Comité international des sciences historiques, L. Girard, professeur à la Sorbonne, président de la Commission d'histoire moderne et contemporaine du Centre National de la Recherche scientifique, A. Chamson, directeur général des Archives de la France, membre de l'Académie française, et autres quinze personnalités de la vie scientifique française, professeurs et maîtres de conférences, anciens diplomates et généraux, fonctionnaires supérieurs de différents départements.

A pris part M. Feruccio Parri, président du Comité international d'histoire de la seconde guerre mondiale.

Les travaux du colloque ont été ouverts par le discours inaugural prononcé par M. Troilard, secrétaire d'Etat à l'Education nationale.

Ont participé des historiens de 20 pays, qui ont présenté 23 rapports et environ 70 corapports, portant sur des problèmes généraux de politique et de stratégie, sur la conduite de la guerre et des opérations militaires, sur des problèmes de relations internationales, de même que sur les mouvements nationaux d'Afrique du Nord et du Levant.

Les travaux du colloque se sont déroulés à un niveau scientifique élevé. Les auteurs des communications, spécialistes des problèmes de la seconde guerre mondiale, ont relevé certains aspects nouveaux, résultant de recherches effectuées dans les pays respectifs. Ont pris la parole d'anciens commandants de grandes unités des fronts du bassin méditerranéen, des participants aux mouvements de résistance et d'anciens diplomates, qui ont présenté des aspects inédits des événements ayant eu lieu dans la région de la Méditerranée.

Les aspects politiques, économiques et militaires liés aux actions de cet espace géographique furent plus amplement débattus. Une place importante fut occupée par les références aux mouvements de résistance, mettant en évidence le rôle particulier joué par ceux-ci dans la défaite des agresseurs italiens et allemands. Le professeur anglais Howard a souligné

l'influence que les actions militaires du bassin méditerranéen ont eue sur le déroulement de la guerre dans son ensemble.

Les participants italiens ont souligné le fait que l'armée de Mussolini n'était pas préparée pour combattre, que les commandements supérieurs italiens étaient faibles. Ils ont critiqué les plans impérialistes du *Duce*, ayant un caractère aventureux, et ont mis en évidence avec fierté l'apport des partisans italiens à la défaite des troupes allemandes.

Le professeur ouest-allemand A. Hillgruber a parlé de l'attitude oscillante d'Hitler vis-à-vis des opérations de la Méditerranée et surtout de celles concernant le nord de l'Afrique et l'île de Malte.

Le général soviétique F. A. Boltine a parlé de l'influence que les événements du front soviéto-allemand exercèrent sur ceux de la Méditerranée, insistant également sur la situation de l'Italie pendant l'été et l'automne de l'année 1943.

Plusieurs interventions ont été consacrées aux appréciations sur l'influence que les convois traversant la Méditerranée eurent sur les résultats des actions militaires d'Afrique du Nord ; on a souligné l'activité toute particulière des sous-marins anglais et de l'aviation de l'île de Malte et des porte-avions. Il fut rappelé à juste titre que le fait d'avoir coulé 60 pour cent environ du tonnage de l'axe destiné au nord de l'Afrique a influencé d'une manière décisive la perte de la campagne nord-africaine par les Allemands et les Italiens.

Plusieurs références furent faites à la « variante Churchill » et aux causes qui empêchèrent son application.

L'importance de la zone pétrolifère du Moyen Orient est apparue sous une nouvelle lumière. Sur une affirmation du professeur ouest-allemand Gruchmann se rapportant au fait que si les forces de l'axe avaient mis la main sur le pétrole du Moyen Orient la situation économique de l'Angleterre se serait considérablement aggravée, un colonel français répondit qu'après que ses communications de la Méditerranée furent interceptées, l'Angleterre s'approvisionnait en pétrole d'Amérique et que des pays arabes elle n'approvisionnait que sa flotte de la Méditerranée, les forces d'Égypte et de Syrie, ce qui représentait environ 8 p.100 de la consommation en pétrole de l'Angleterre.

L'on a peu insisté sur les questions sociales, et les événements ayant constitué le prélude de la guerre en Méditerranée — l'agression des fascistes italiens en Éthiopie et l'intervention d'Hitler et de Mussolini en Espagne — furent à peine rappelés, tout à fait par hasard, par très peu de participants. On est également passé superficiellement sur des actions de l'étape finale de la guerre qui eurent lieu dans le bassin de l'est de la Méditerranée et de ses mers annexes de la région.

La Roumanie fut rappelée en passant dans plusieurs communications. Le professeur universitaire français Jean-Marie d'Hoop, en parlant des projets des alliés dans la Méditerranée, avant que la guerre ait éclaté, a dit que le général Gamelin, le commandant de l'armée française, préconisait la constitution d'une vaste coalition antiallemande qui permit « l'ouverture d'un théâtre d'opérations oriental, où allaient intervenir la Pologne, la Roumanie et l'U.R.S.S. » Celui-ci n'a été qu'un simple projet, dont on ne connaît rien chez nous. Certains orateurs ont parlé des « garanties » accordées par l'Angleterre à la Roumanie et à la Grèce et ont souligné le caractère platonique de ces garanties.

Furent mentionnés plusieurs fois le pétrole roumain et certains projets des hitlériens et des alliés concernant la zone pétrolifère roumaine. L'importance du pétrole roumain pour l'Allemagne hitlérienne fut indiquée dans plusieurs communications et le professeur anglais Howard a parlé des plans anglais de bombardement de notre région pétrolifère. Mais aucun orateur étranger n'a saisi les événements d'août 1944 de Roumanie, l'importance de la sortie de la Roumanie, par l'insurrection nationale antifasciste, de l'alliance avec l'axe fasciste et son passage aux côtés des Nations Unies avec un potentiel militaire de plus d'un demi million d'hommes,

avec toute sa capacité économique, contribuant à une croissance considérable de la force de la coalition antihitlérienne.

La communication *Quelques aspects de la corrélation des événements de la deuxième guerre mondiale dans la zone de la Méditerranée — Europe du Sud-Est*, présentée par les participants roumains, G. Zaharia, directeur adjoint de l'Institut d'études historiques et socio-politiques et le colonel Ion Cupşa, professeur à l'Académie militaire, a souligné que l'acte historique réalisé par le peuple roumain il y a un quart de siècle, de même que les autres événements militaires de Roumanie ont eu une influence considérable dans le bassin oriental de la Méditerranée et des mers annexes de cette zone.

Les dernières trois heures du colloque furent destinées aux discussions générales.

Bien organisé par le Comité français de la seconde guerre mondiale, avec la contribution essentielle de son infatigable animateur, M. Henri Michel, secrétaire général du Comité international d'histoire de la seconde guerre mondiale, le colloque de Paris a contribué à l'éclaircissement et à l'approfondissement de certains problèmes concernant la guerre en Méditerranée.

G. Zaharia

LE DEUXIÈME SYMPOSIUM DES HISTORIENS ROUMAINS ET TCHÉCOSLOVAQUES*

Entre le 3 et le 8 mai 1969, une délégation d'historiens roumains s'est rendue à Prague pour participer au deuxième symposium d'histoire roumano-tchécoslovaque**.

Organisé par les historiens tchécoslovaques, le symposium de cette année a eu pour thème « Les relations roumano-tchécoslovaques entre 1890 et 1920 ».

Ont pris part à l'ouverture du symposium J. Filip, président de la section des sciences historiques de l'Académie tchécoslovaque des sciences et Ion Obradovici, ambassadeur de la République Socialiste de Roumanie à Prague. Ont également assisté aux travaux du symposium des professeurs et autres membres du corps didactique universitaire, des maîtres de recherches près les différents instituts de Prague, Bratislava et autres villes, des membres de la direction de l'Association d'amitié tchéco-roumaine.

Les séances de travail du symposium des 6 et 7 mai ont été présidées par le professeur J. Macúrek et par l'académicien A. Oşetea. Au nom du Présidium de l'Académie des sciences tchécoslovaque, l'académicien J. Filip a salué la délégation roumaine et les autres participants à la réunion et a déclaré ouverts les travaux du symposium.

Dans son allocution de salut, A. Oşetea a présenté un aperçu sur les rapports roumano-tchécoslovaques au cours de la période 1890—1920 et a fait ressortir l'utilité des rencontres périodiques entre les historiens des deux pays.

* Le premier symposium a eu lieu à Bucarest en décembre 1967 (V. « Revue roumaine d'histoire », tome VII (1968), n° 3, p. 483—486).

** La délégation roumaine, dirigée par A. Oşetea, membre de l'Académie, président de la section des sciences historiques de l'Académie, directeur de l'Institut d'Histoire « N. Iorga », avait la composition suivante : Şt. Pascu, membre correspondant de l'Académie, recteur de l'Université de Cluj ; D^r Eliza Campus, D^r Vasile Liveanu, D^r Traian Ionescu-Nişcov, Matei Ionescu, Liviu Botezan et Ioan Chiper. La délégation tchécoslovaque comprenait : le professeur Iosef Macúrek, membre correspondant de l'Académie tchécoslovaque des sciences, directeur de l'Institut d'histoire de l'Europe orientale, chef de la délégation, D^r Karel Kerman, D^r Zdeněk Wittoch, D^r Olga Skalníková, D^r Vladimír Scheufler, D^r Milan Krajčovič, D^r Vlastimil Vávra, D^r Miroslav Tejchman et Zdeněk Kutina.

Les communications suivantes ont été présentées : J. Macúrek, *Les traditions de l'amitié tchécoslovaque-roumaine* ; L. Botezan et M. Dan, *Contributions à l'étude des relations roumano-tchécoslovaques au cours des dernières décennies du XIX^e siècle* ; O. Skalníková et V. Scheufler, *Les Tchèques de Roumanie* ; I. Chipér, *Sources historiques roumaines concernant les relations roumano-tchécoslovaques dans la période 1914—1920* ; Tr. Ionescu-Nișcov, *Relations tchécoslovaques au cours de la première guerre mondiale (Jan Urban Jarník et les blessés roumains des lazarets de Prague)* ; K. Herman, *Les rapports des mouvements politiques de la classe ouvrière tchèque et roumaine* ; Șt. Pascu, *Aspects de la collaboration roumano-tchécoslovaque à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle* ; M. Krajčovič, *Les voyages des hommes politiques slovaques chez les Roumains** ; M. Ionescu, *Sur le mémoire d'Ed. Beneș du mois de septembre 1917*** ; Z. Kutina, *Les possibilités de la collaboration militaire roumano-tchécoslovaque au cours de la première guerre mondiale* ; V. Liveanu et M. Rusenescu, *Actions des militaires de l'armée austro-hongroise en 1918 et participation des soldats roumains de Prague aux événements d'octobre 1918* ; V. Vávra, *Les soldats roumains dans les légions tchécoslovaques 1914—1918* ; E. Campus, *Les relations roumano-tchécoslovaques entre les années 1916 et 1920*.

Les communications ont été suivies par des discussions auxquelles ont participé : Jindra Huškova, J. Polišenský, Tr. Ionescu-Nișcov, Z. Wittoch, V. Liveanu. L'académicien A. Ojetea et le professeur Macúrek ont prononcé des allocutions de clôture des travaux.

Les communications présentées, étayées de nombreux documents inédits, ont contribué à la connaissance d'une période particulièrement importante de l'histoire des relations roumano-tchécoslovaques et stimuleront certainement de nouvelles études.

Les travaux du symposium se sont déroulés dans une atmosphère amicale, dans l'esprit des relations établies depuis longtemps entre les historiens des deux pays. Les hôtes tchécoslovaques ont créé les meilleures conditions pour le bon fonctionnement des travaux du symposium et du programme de la délégation roumaine, pour lesquelles nous les remercions chaleureusement. Nous tenons à relever spécialement à cet égard les efforts du professeur J. Macúrek, du D^r M. Tejchman (secrétaire de la délégation tchécoslovaque), des maîtres de recherches L. Glotzmannová et Z. Kutina.

Le symposium suivant des historiens roumains et tchécoslovaques aura lieu en Roumanie.

Les rencontres périodiques des historiens des deux pays ont contribué à l'approfondissement de certains aspects moins étudiés du passé des relations entre les Roumains, les Tchèques et les Slovaques, à la connaissance réciproque et au développement de la collaboration entre les chercheurs roumains et tchécoslovaques. Elles se sont avérées utiles et constituent une expérience qui pourra servir d'exemple dans les relations des historiens roumains avec ceux d'autres pays.

Ioan Chipér

QUELQUES RÉALISATIONS DE L'ASSOCIATION DE DROIT INTERNATIONAL ET RELATIONS INTERNATIONALES (ADIRI)

Considérées dans la perspective de l'avenir, les trois premières années d'activité de l'ADIRI apparaîtront comme un modeste commencement. Ce qui est significatif et justifie cette affirmation, c'est précisément l'analyse de ce début — l'enrichissement continu des formes

* L'auteur étant en mission scientifique à l'étranger, la communication a été présentée au symposium par Hilda Kováčovičová, maître de recherches.

** L'auteur n'a présenté qu'un résumé de la communication.

d'organisation dans le cadre desquelles se déploie l'activité de recherche scientifique, les manifestations qui ont lieu régulièrement, et dont le nombre augmente sans cesse, l'importance des problèmes qui font l'objet des préoccupations des membres de l'Association, les relations et les liens toujours plus nombreux contractés avec les personnalités et les institutions de l'étranger, les visites fréquentes, l'augmentation du volume des échanges de publications — le progrès évident enregistré d'un mois à l'autre.

Nous croyons donc qu'il serait édifiant, de ce point de vue, de passer en revue les principales manifestations de l'association au commencement de cette année.

Nous devons relever en premier lieu la création de la Filiale de Cluj de l'ADIRL.

La séance constitutive de cette filiale a eu lieu le 9 avril a.c. dans la salle de la Bibliothèque universitaire de Cluj. Le professeur bien connu Vladimir Hanga a été élu Président de la filiale.

Pour élargir la sphère d'activité de l'Association, on étudie en ce moment la possibilité de créer de nouvelles filiales à Jassy et Craiova — importants centres universitaires de notre pays.

Ces mesures permettront de coordonner l'activité scientifique de tous les spécialistes de notre pays dans le domaine du droit international, des relations internationales et de l'histoire des relations internationales, et de la diplomatie roumaine.

Cette année, comme pour le passé, les sections de l'ADIRI ont continué leur travail de recherche scientifique.

Dans la section de droit international ont été présentés les travaux de Ion Manafu, conseiller juridique de Ministère des Transports (M.T.A.N.A.) concernant « Le régime juridique des navires de commerce étrangers dans les ports de la République Socialiste de Roumanie » — ouvrage publié dans le n^o 10 du « Bulletin d'études et comptes rendus » de l'Association, et l'exposé de Olimpiu Crauciuc de l'Institut de recherches juridiques de l'Académie ayant pour thème « La position des tiers États par rapport aux traités internationaux », etc.

Dans la section de l'histoire des relations internationales ont pris la parole : Vlad Georgescu, chercheur à l'Institut des Etudes du Sud-Est européen, avec un exposé sur « L'idée de souveraineté dans la pensée politique roumaine », Camil Mureşan, doyen de la Faculté d'Histoire de Cluj, qui a parlé de « Iancu de Hunedoara — diplomate » et Dan Berindei, secrétaire scientifique de l'Institut d'Histoire « N. Iorga », qui a fait un exposé sur « Mihail Kogălniceanu et les problèmes de la politique extérieure ».

Dans le cadre de la section des relations internationales, des études vont paraître dans « La Revue roumaine d'Etudes internationales » n^o3-4/1968, déjà sous presse ; des conférences, des tables rondes ont été organisées ; les visites de personnalités de la vie politique, diplomatique, scientifique internationale, invitées par notre Association ont permis de fructueux échanges d'idées.

Monsieur Emanuel Treu, président de la Commission économique de l'O.N.U. pour l'Europe, a parlé du « Rôle de la Commission économique européenne dans la coopération européenne », M. Guillaume Finnis, directeur général de l'Institut international des Brevets de La Haye de « La coopération internationale en matière de brevets », M. Adam Kruczkowski, adjoint du ministre des affaires étrangères de la République Populaire Polonaise, de « Certains aspects de la politique extérieure de la Pologne », M. Hans Blix, conseiller du Ministère des Affaires étrangères de Suède, de « La souveraineté et l'interdépendance dans le droit international » ; M. G. Phanner, représentant du Bureau international pour la protection intellectuelle de Genève a parlé du « Plan de coopération en matière de brevets » ; M. Zbigniew Fallenhühl, professeur à l'Université de Windsor — Ontario, Canada, du « Développement économique accéléré des pays en voie de développement » ; M. Johan Galtung, directeur de l'Institut « Peace Research », Oslo, Norvège, de « La coopération européenne » ; M. Torsten Nilson, ministre des Affaires étrangères de la Suède, de « La politique extérieure de la Suède » ; M. le

D^r Marcolino Candau, directeur général de l'O.M.S. a exposé le rôle de cette organisation, M. Paul Fischer, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères du Danemark a parlé des « Problèmes actuels de la politique du Danemark ».

Au cours de la séance présidée par le P^r Traian Ionaşcu — membre correspondant de l'Académie, président de notre Association — M. Mongi Slim, ministre de la Justice de la Tunisie, a parlé de « L'appui de l'O.N.U. pour le développement de la société internationale ».

Dans le cadre de la section des relations internationales ont aussi parlé Radu Constantinescu, viceprésident de la Commission gouvernementale de Coopération économique et technique, présentant un exposé sur « Certains problèmes concernant l'intégration » et l'académicien A. Avramescu, directeur du Centre de Documentation de l'Académie sur « Les conditions de la collaboration scientifique et technique internationale ».

D'un intérêt tout particulier ont été les tables-rondes où les membres de notre Association et différentes personnalités ont entretenu un dialogue fécond portant sur les problèmes de la recherche scientifique dans le domaine du droit international et des relations internationales. Telle a été la table ronde à laquelle a participé Hans Blix, célèbre spécialiste en droit international, portant sur « La codification du droit des traités et les exigences des relations internationales », celles organisées à l'occasion des visites de : M. Lewis Bowden, directeur adjoint du Département d'État des États-Unis, traitant de « Certains aspects de la politique extérieure des États-Unis »; M. Camille Aboussouan, secrétaire général de la Commission nationale libanaise pour l'UNESCO, concernant « Certains aspects de la politique extérieure du Liban et les relations roumano-libanaises » et de M. Peter Bender, chargé de recherches à l'Institut d'études stratégiques de Londres, se rapportant à différents problèmes concernant les relations internationales contemporaines.

Cette année, à l'activité déployée dans les trois sections est venue s'ajouter une nouvelle forme d'organisation dans le travail de recherche — les séminaires.

Un séminaire consacré à l'étude des problèmes de la théorie des relations internationales est en pleine activité, de même un autre qui s'occupe des problèmes de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans et enfin un troisième qui a en vue les problèmes actuels posés par le désarmement.

Mais tandis que les séances de communications des sections portant sur des sujets variés, sans rapport immédiat entre eux, et qu'elles groupent, évidemment, les spécialistes d'après leur principale branche d'activité, — les séminaires, au contraire, supposent une continuité dans le débat des problèmes, une plus grande régularité des travaux et une participation des spécialistes de différents domaines. Ainsi, les séances du séminaire de la théorie des relations internationales ont lieu régulièrement chaque jeudi et il existe une continuité dans la présentation des problèmes; le séminaire qui étudie les problèmes de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans réunit des spécialistes en biologie et géographie, des militaires, des journalistes, des juristes, des historiens, des diplomates, des hommes politiques, des mathématiciens, des physiciens, etc.

Le séminaire sur « La théorie des relations internationales » se propose de mobiliser les spécialistes roumains pour définir l'objet et les méthodes spécifiques d'une nouvelle science — la théorie des relations internationales. Le séminaire a été inauguré le 6 février 1969, lorsque Mircea Maliţa, secrétaire général de notre Association — directeur des travaux du séminaire — a présenté les coordonnées du séminaire et les limites dans lesquelles la nouvelle science tend de définir son objet et de préciser sa méthode. Le séminaire a présenté ensuite les travaux du Colloque international de Genève, organisé en 1968 et portant sur le même sujet — présentation qui a été faite par Virgil Căndea, participant actif aux travaux de ce Colloque.

Ainsi, une présentation générale des problèmes actuels de la théorie des relations internationales et du stade des recherches mondiales dans ce domaine, a été suivie par des débats

critiques approfondis qui ont porté sur les écoles et les courants les plus connus et sur leurs principaux représentants.

En prenant comme point de départ l'exposé du Dr V. Netea « La conception de Pierre Renouvin », les membres du séminaire — élargissant le cadre des débats — ont discuté la conception traditionaliste — historique se rapportant aux relations internationales et ont relevé les aspects viables de cette école ; il a été établi que les relations internationales ne peuvent être étudiées et comprises si elles sont détachées de leur cadre naturel — géographique et social-historique — où elles apparaissent et se développent, mais il faut aussi tenir compte des personnalités qui se manifestent dans la vie internationale ; finalement on a mis en évidence le fait qu'aucune théorie des relations internationales ne peut renoncer aux méthodes de la recherche sociologique et historique.

L'exposé du D^r *docent* Al. Bolintineanu, « Le droit international au point de vue des relations internationales » a contribué à prolonger les débats sur la ligne « traditionaliste » des recherches. On a souligné que seule la création d'un climat d'ordre et de sécurité, le respect des normes de droit international, de ses principes fondamentaux, peuvent permettre à la société internationale de poursuivre son développement.

La réplique n'a pas tardé. Elle a été donnée dans les séances qui ont immédiatement suivi, par la présentation des écoles modernes qui introduisent des méthodes mathématiques dans l'étude des relations internationales. Les discussions ont porté sur les rapports présentés par Radu Chişleag, « La ri-métrie » (la mesuration des relations internationales) et par Mircea Maliţa, « La théorie des jeux et l'analyse des conflits, des négociations et de la coopération ».

Les discussions du séminaire ont continué par la présentation des méthodes qui ont comme point de départ le système, la structure, le langage, exposées par M. Mitran dans son rapport sur « Les méthodes structurale et de système dans la théorie des relations internationales ».

La conclusion de ces discussions a été que les nouvelles méthodes mathématiques, structurales ou de langage appliquées à l'étude des relations internationales sont nécessaire, car ces méthodes mettent en évidence de nouveaux aspects du phénomène « relations internationales » — et permettent une connaissance plus approfondie de tous les facteurs concourant à son apparition et à son développement ; de cette manière une plus grande objectivité est possible lors de la connaissance et l'application d'une solution, d'une décision.

Les débats du séminaire ont continué ensuite par le rapport du professeur Mihail Ghelmegeanu, d^r *docent* : « Recherches sociologiques portant sur la paix et la théorie des conflits dans les relations internationales ». A l'occasion de ce rapport des discussions ont commencé concernant les recherches irénologiques et méthodologiques et Paul Dimitriu a réussi à faire une synthèse remarquable de ces recherches. L'exposé de Paul Dimitriu a souligné que la dynamique des relations internationales peut être étudiée, analysée ou décomposée théoriquement en plusieurs moments, qui pourraient former les domaines de recherche de la théorie des relations internationales, de la paix (peace research), de la polémologie et le domaine des recherches prospectives.

Le rapport, ainsi que les discussions des participants, en indiquant le stade actuel des recherches dans tous ces domaines, ont mis en évidence ce qu'on pourrait appeler « la pédagogie de la paix » — l'étude des moyens éducatifs d'action en faveur de la paix et des rapports normaux dans la vie internationale.

Dans le même ordre de préoccupations, le dialogue, autour d'une « table ronde », entre les membres de notre Association et M. Johan Galtung, directeur de l'Institut international « Peace Research » d'Oslo, dialogue ayant pour thème la recherche dans le domaine de la paix, s'est avéré particulièrement utile et intéressant. Lors de la dernière séance les discussions ont porté sur « L'évolution de la théorie de l'équilibre des forces » en partant du rapport rédigé par Dorin Rusu.

Ces derniers problèmes discutés dans le séminaire mettent en évidence l'orientation de l'activité politique, diplomatique, scientifique générale, ayant pour but l'élimination des conflits, le maintien de la paix, la création d'un climat de sécurité dans les relations internationales.

En ce moment le séminaire est en train de faire un bond qualitatif : les discussions critiques portant sur certaines conceptions, la connaissance générale et détaillée des problèmes posés par la recherche scientifique dans ce domaine — font place, comme de juste, à une activité de recherche proprement dite ou plus exactement à sa concrétisation par l'élaboration d'études qui seront publiées dans la « Revue roumaine d'Études internationales ».

Les deux autres séminaires sont convoqués chaque mois à la suite de rapports rédigés par les spécialistes des problèmes discutés. Ainsi le séminaire de désarmement a donné lieu à la discussion des thèmes suivants : « Les principaux problèmes qui font l'objet des négociations en vue du désarmement et la position de notre pays », « Les travaux du Comité des 18 Etats pour le désarmement de Genève ».

Le séminaire pour l'exploration et l'exploitation du fond des mers et des océans a eu comme objet certains problèmes concernant la plate-forme continentale, ou bien, lors de la séance commune avec le séminaire de désarmement, certains aspects militaires de l'utilisation des espaces sous-marins. Il faut citer particulièrement la table ronde organisée par notre Association avec la participation de M^{me} Elisabeth Mann-Borghese, qui fait partie de la direction du « Centre pour l'étude des institutions démocratiques » de Santa Barbara, Californie, et qui a parlé du stade actuel du régime des océans.

Parallèlement à leur activité dans les sections et les séminaires, les membres de notre Association continuent à travailler au Dictionnaire diplomatique roumain et à rédiger l'ouvrage « La Roumanie à la Société des Nations — actes et documents », ces travaux devant être publiés dans les deux années à venir. Cette année, la « Revue d'études internationales » paraîtra tous les six mois ; les numéros 3—4/1968 sont déjà sous presse.

L'intérêt croissant suscité par l'Association et par son activité est mis aussi en évidence par les visites de diverses personnalités. Ainsi cette année l'Association a été visitée par Pierre Dobel, directeur du Parliamentary Center for Foreign Affairs and Foreign Trade, Ottawa, Canada ; par M. Ratore, du Pakistan ; au mois de février 1969 par les ambassadeurs d'Angleterre, d'Italie, de Tchécoslovaquie, de la R.A.U. et du Danemark, accrédités à Bucarest, par M. Leo Kaprio, directeur du Bureau régional pour l'Europe de l'O.M.S. par M. Michael Stettler, président de la Société Pro-Helvetia, M. William Henson, conseiller spécial du directeur du Département des Informations de l'Office O.N.U. de Genève, par Sandor Argyelan, conseiller de l'ambassade de la République Populaire Hongroise à Bucarest.

C'est toujours un grand plaisir pour les visiteurs d'apprendre que la maison de l'illustre diplomate roumain Nicolae Titulesco sert de siège à notre Association.

L'une des plus importantes manifestations de l'Association aura lieu cette année au mois de juin. L'Association organise à Bucarest, du 26 au 28 juin, un Colloque international sur le thème : « Le développement de la coopération entre les états européens — point de départ pour l'instauration d'un climat de paix et de sécurité en Europe ».

Plus de 40 représentants de marque des instituts de recherche scientifique de divers pays sont invités à participer à cette rencontre. Les communications des participants et les débats respectifs se dérouleront en quatre séances. Les membres de l'Association sont convaincus que cette rencontre contribuera au développement des recherches concernant des sujets aussi actuels que la coopération entre les États européens et aussi à resserrer les liens entre les spécialistes roumains et ceux d'autres pays ; en même temps le monde scientifique international aura la possibilité de connaître les travaux de nos spécialistes.

Dumitru Ifrim

LA REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE publie des articles d'un niveau scientifique supérieur, dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de la culture, etc. Les rubriques « Mélanges », « Chroniques bibliographiques », « Comptes rendus », « Notes » et « La vie scientifique » contiennent des commentaires sur les travaux de spécialité les plus récents parus en Roumanie et sur les publications de l'étranger traitant de l'histoire roumaine, de brèves mentions par lesquelles sont portées à la connaissance des lecteurs certaines manifestations scientifiques du domaine de l'histoire (symposiums, colloques, commémorations et anniversaires), aussi bien que l'activité scientifique de la section d'histoire de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie et de ses instituts d'histoire, etc.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

REVUES PUBLIÉES AUX ÉDITIONS
DE L'ACADÉMIE DE LA
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- ◆ **STUDII — REVISTĂ DE ISTORIE**
- ◆ **REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE**
- ◆ **STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIE VECHĂ**
- ◆ **DACIA. REVUE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE**
- ◆ **REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES**
- ◆ **ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE — CLUJ**
- ◆ **ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE ȘI ARHEOLOGIE — IAȘI**
- ◆ **STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIA ARTEI**
 - SERIA ARTĂ PLASTICĂ
 - SERIA TEATRU—MUZICĂ—CINEMATOGRAFIE
- ◆ **REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE DE L'ART**
- ◆ **STUDII CLASICE**